Département de la Dordogne
Communauté d'Agglomération Bergeracoise

Commune de BERGERAC

DECLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME



DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

Plan Local d'Urbanisme	Déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1	Révision à modalités simplifiées	Modification/ Modification Simplifiée
Approbation : le 10 Décembre 2008	Déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 *: en cours*	Révision Simplifiée n°1 approuvée le 13 Décembre 2012 Révision à modalités simplifiées n°2 approuvée le 26 février 2014	Modification Simplifiée n°1 approuvée le 20 Mai 2010 Modification Simplifiée n°2 approuvée le 23 Septembre 2010 Modification Simplifiée n°3 approuvée le 28 Juin 2011 Modification Simplifiée n°4 approuvée le 11 avril 2016 Modification n°1 approuvée le 13 Décembre 2012 Modification n°2 approuvée le 26 février 2014 Modification n°3 approuvée le 09 novembre 2015 Modification n°5 approuvé le 19 décembre 2016

URBAM
conseil, études, projets

URBAM : urbaniste qualifiée par l'OPQU
Siège social : 24-26 rue de Marlacca -33620 CAVIGNAC - Etablissement secondaire : Parc Innolin – CS 60073 - 15 allée des Acacias - 33700 MERIGNAC
Tèl : 05-57-68-69-73 – Fax : 05-57-68-61-02 – contact@urbam33.fr – site : www.urbam33.fr



DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

BORDEREAU DES PIECES

1 – Rapport de présentation	2 – Pièces Modifiées
3 - Procès-verbal d'examen conjoint et avis des Personnes Publiques Associées	

URBAM conseil, études, projets

URBAM : urbaniste qualifiée par l'OPQU
Siège social : 24-26 rue de Marlacca -33620 CAVIGNAC - Etablissement secondaire : Parc Innolin – CS 60073 - 15 allée des Acacias - 33700 MERIGNAC
Tèl : 05-57-68-69-73 – Fax : 05-57-68-61-02 – contact@urbam33.fr – site : www.urbam33.fr

1– RAPPORT DE PRESENTATION

Département de la Dordogne
Communauté d'Agglomération Bergeracoise

Commune de BERGERAC

DECLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME



DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

Plan Local d'Urbanisme	Déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1	Révision à modalités simplifiées	Modification/ Modification Simplifiée
Approbation : le 10 Décembre 2008	Déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 : *en cours*	Révision Simplifiée n°1 approuvée le 13 Décembre 2012 Révision à modalités simplifiées n°2 approuvée le 26 février 2014	Modification Simplifiée n°1 approuvée le 20 Mai 2010 Modification Simplifiée n°2 approuvée le 23 Septembre 2010 Modification Simplifiée n°3 approuvée le 28 Juin 2011 Modification Simplifiée n°4 approuvée le 11 avril 2016 Modification n°1 approuvée le 13 Décembre 2012 Modification n°2 approuvée le 26 février 2014 Modification n°3 approuvée le 09 novembre 2015 Modification n°5 approuvé le 19 décembre 2016

URBAM
conseil, études, projets

URBAM : urbaniste qualifiée par l'OPQU
Siège social : 24-26 rue de Marlacca -33620 CAVIGNAC - Etablissement secondaire : Parc Innolin – CS 60073 - 15 allée des Acacias - 33700 MERIGNAC
Tèl : 05-57-68-69-73 – Fax : 05-57-68-61-02 – contact@urbam33.fr – site : www.urbam33.fr

SOMMAIRE

1 RAPPEL REGLEMENTAIRE - GENERALITES 2

2 PROCEDURES ANTERIEURES ET PRESENTATION 4

3 PRESENTATION DU PROJET DE CHAMP PHOTOVOLTAIQUE 5
3.1 CARTE DE LOCALISATION ET CONTEXTE 5
3.2 ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET 8
3.3 DESSERTE DU PROJET EN RESEAUX COLLECTIFS 8
3.4 PRESENTATION TECHNIQUE DU PROJET D'AMENAGEMENT D'UN CHAMP SOLAIRE EQUIPE AVEC DES PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES 11

4 INTERET GENERAL DU PROJET D'IMPLANTATION D'UN PROJET D'AMENAGEMENT D'UN CHAMP SOLAIRE EQUIPE AVEC DES PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES 15

5 CONTENU ET JUSTIFICATION DE LA DECLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITE N°1 .. 16
5.1 COMPLEMENTS A L'ETUDE L.111-1-4 REALISEE A L'OCCASION DE LA REALISATION DE LA ROCADE SUD DE BERGERAC (RD936E1) EN 2008 17
5.2 IMPACT DE CES CHANGEMENTS SUR LE PADD DU P.L.U. APPLICABLE 19
5.3 IMPACT DE CES CHANGEMENTS SUR LE BILAN DES SURFACES DU P.L.U. APPLICABLE 21
5.4 DE LA RESTRUCTURATION DE LA ZONE « ROUMANIERE » SUR LE REGLEMENT : PIECE ECRITE DU P.L.U. APPLICABLE 21
5.5 IMPACT DE LA RESTRUCTURATION DE LA ZONE « ROUMANIERE » SUR LE REGLEMENT : PIECES GRAPHIQUES DU P.L.U. APPLICABLE 24

6 EVALUATION DES INCIDENCES DIRECTES OU INDIRECTES SUR L'ENVIRONNEMENT 26
6.1 EVALUATION DES INCIDENCES DIRECTES OU INDIRECTES SUR LE SITE NATURA 2000 FR7200660 26
6.2 ANALYSE DE L'ENSEMBLE DES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES DE LA CREATION DU NOUVEAU ZONAGE SUR L'ENSEMBLE DES DIMENSIONS ENVIRONNEMENTALES QUI PEUVENT ETRE CONCERNEES 34
6.3 CONCLUSION 35

7 PIECES MODIFIEES 36

8 ANNEXES 37

1
RAPPEL REGLEMENTAIRE - GENERALITES

Textes applicables

➔ Articles L 153.53 et suivants et R 153-14 à R.153-17 du code de l'urbanisme.

Dont mise en compatibilité avec une déclaration de projet : L.153-54 à L.153-58 du code de l'urbanisme.

Champ d'application

Cette procédure est utilisée lorsque le PLU nécessite une mise en compatibilité :

- **avec un projet public** ou privé **présentant un caractère d'utilité publique ou d'intérêt général ayant fait l'objet d'une déclaration de projet** ou d'une déclaration d'utilité publique (si expropriation) ;
- avec un document de rang supérieur.

Engagement de la procédure

Procédure engagée à l'initiative du président de l'EPCI.

Concertation

La concertation est facultative.

Evaluation environnementale

Les déclarations de projet qui doivent ainsi faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale ou d'une actualisation de l'évaluation réalisée lors de l'élaboration du PLU sont les suivantes :

- **Les déclarations de projet** qui sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000,
- **Les déclarations de projet** qui soit changent les orientations définies par le PADD, soit **réduisent** un EBC, **une zone agricole** ou une zone naturelle ou forestière, soit réduisent une protection édictée en raison des risques de nuisances, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou introduisent une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance pour les PLU soumis systématiquement à évaluation environnementale lors de leur élaboration (à l'exception curieuse des PLU en zone de montagne),
- **Les déclarations de projet** susceptibles, après un examen au cas par cas par l'autorité environnementale, d'avoir des effets notables sur l'environnement, pour les PLU soumis à évaluation environnementale après un examen au cas par cas lors de leur élaboration.

Conditions dans lesquelles se déroule cette procédure simplifiée

➔ Déclaration de projet décidée par l'EPCI compétente en matière de PLU

C'est le président de l'organe délibérant de l'EPCI compétent qui mène la procédure.

- Réalisation du dossier de déclaration : *présentation du projet, justification de l'opportunité du terrain d'implantation, de l'intérêt général et des dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du PLU ;*
- Réunion **d'examen conjoint** (à l'initiative de l'EPCI compétent) des dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du PLU avec la déclaration de projet par les personnes publiques associées ;

  Un procès-verbal de cette réunion sera établi. Il sera joint au dossier d'enquête publique.

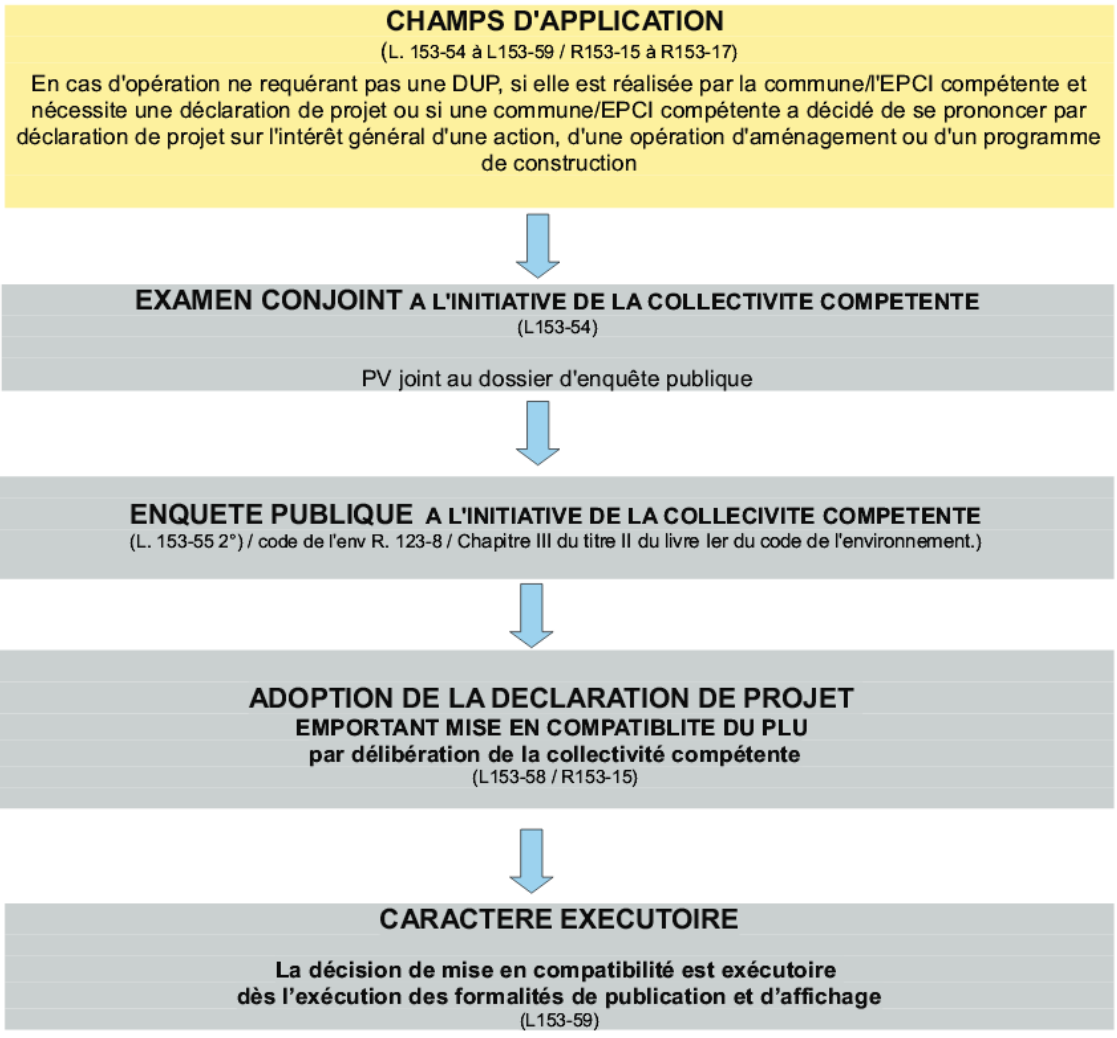
- Enquête publique (durée 31 jours consécutifs minimum) organisée par l'EPCI compétent portant **à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence.**

  Arrêté du Président de l'EPCI compétent.

  Avis au public.

  Désignation d'un commissaire enquêteur (par le tribunal administratif de Bordeaux sur demande du Président de l'EPCI).
- Modifications éventuelles du projet après enquête publique.
- Adoption de la déclaration de projet par l'organe délibérant de l'EPCI compétent ;

  La déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du plan.
- Mesures de publicité :
  - transmission au préfet ;
  - affichage 1 mois au siège de l'EPCI et communes membres ;
  - mention de cet affichage dans un journal du département ;
  - publication au recueil des actes administratifs si EPCI comportant au moins une commune de 3500 habitants et plus ou si commune de plus de 3500 habitants.



2
PROCEDURES ANTERIEURES ET PRESENTATION

Approuvé le 10 Décembre 2008, le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de **BERGERAC** a, depuis, fait l'objet :

- de trois procédures de modification simplifiée approuvées respectivement les 20 Mai 2010, 23 Septembre 2010, 28 Juin 2011 et 11/04/2016,
- de quatre procédures de modification approuvées respectivement les 13 Décembre 2012, 26 Février 2014, 09 Novembre 2015 et 19 Décembre 2016,
- de deux procédures de révision à modalités simplifiées approuvées respectivement les 13 Décembre 2012 et 26 Février 2014.

La commune souhaite réaliser aujourd'hui une déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme approuvé, afin d'adapter le PADD du PLU applicable au projet de développement des énergies renouvelables et d'intégrer les dispositions réglementaires actées en conclusion de l'étude ex L.111-1-4, aujourd'hui L.111-6 du code de l'urbanisme réalisée sur le site de l'Aéroport-Roumanière (étude en date de Décembre 2008). Cette procédure est menée en vue de l'implantation d'un champ photovoltaïque, dans un contexte où le Plan Climat Energie Territorial – PCET du Bergeracois est arrêté.

En effet, ce projet participe pleinement à la mise en œuvre du futur PCET. En ce sens, la présente déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de BERGERAC est compatible avec le SCoT opposable ainsi qu'avec le projet de PCET arrêté.

A noter que le projet d'implantation d'un champ photovoltaïque a été soumis à l'avis du guichet unique de la Préfecture le 19 septembre 2013 et, suite à cette présentation, une synthèse des recommandations a été faites le 23 octobre 2013. Cette synthèse souligne notamment que même s'il n'y a pas d'impact majeur du projet sur le paysage, une attention particulière devra être apportée lors de la réalisation du projet en terme d'intégration de ce dernier au paysage.

Un permis de construire a été accordé le 23 novembre 2017, pour la partie située à plus de 100 mètres de l'axe de la rocade.

3
PRESENTATION DU PROJET DE CHAMP PHOTOVOLTAIQUE

Sources : PC4 - NOTICE ARCHITECTURALE - Août 2013 – LANGA et Aménagement d'un parc photovoltaïque - Commune de Bergerac - Département de la Dordogne (24) - Dossier d'étude d'impact – juillet 2013- LANGA

Le projet justifiant la présente procédure consiste à aménager une centrale solaire photovoltaïque sur la commune de Bergerac. Ce projet s'implante au bord de la RN21, « rocade de Bergerac », sur une partie des terrains de l'aéroport de Bergerac-Roumanière.

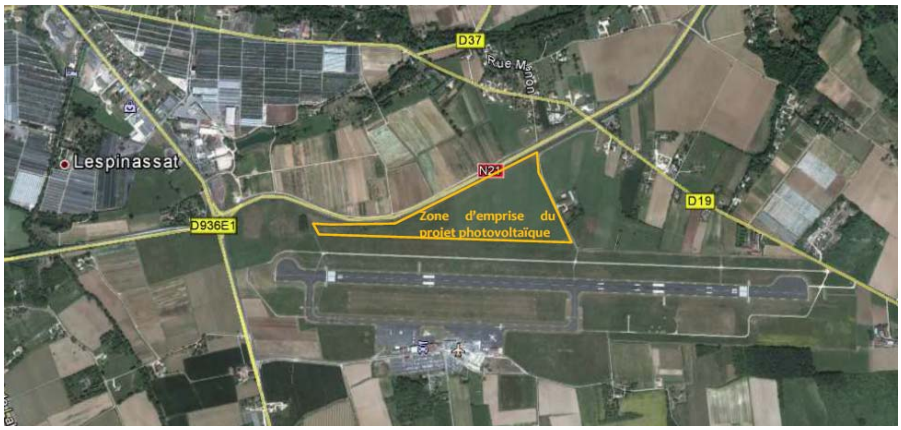
L'aire d'étude est à environ 3,7 km au sud-est du centre-bourg. Le site concerné par cette implantation, d'un seul tenant, s'implante au nord de la piste d'atterrissage de l'aéroport, à environ 130 m du bord de piste.
Elle se compose de parcelles enherbées non utilisées, au sein de la zone clôturée de l'aéroport.
L'aire d'étude immédiate, au niveau du lieu-dit « Roumanière », concerne une partie des deux parcelles suivantes de la commune de Bergerac : section BR parcelles n°62 et 64.

3.1 CARTE DE LOCALISATION ET CONTEXTE



Source : Géoportail

Le terrain visé par le projet est à l'intérieur de l'emprise clôturée de l'aéroport de Bergerac Roumanière.
Ainsi au nord du projet se trouve la RN1021 et au sud la piste d'atterrissage.



Source : PC4 - NOTICE ARCHITECTURALE - Août 2013 - LANGA

Points de prise de vue :

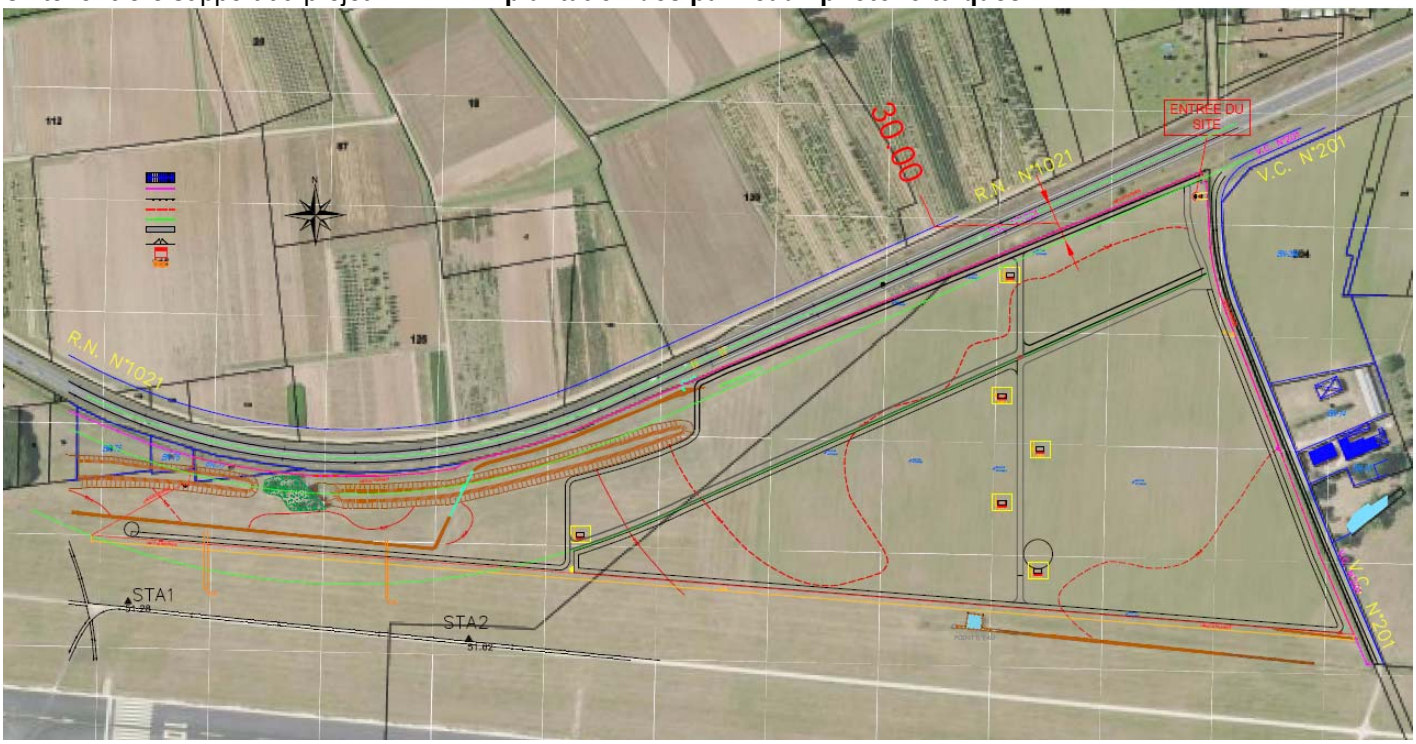


Photos du site :



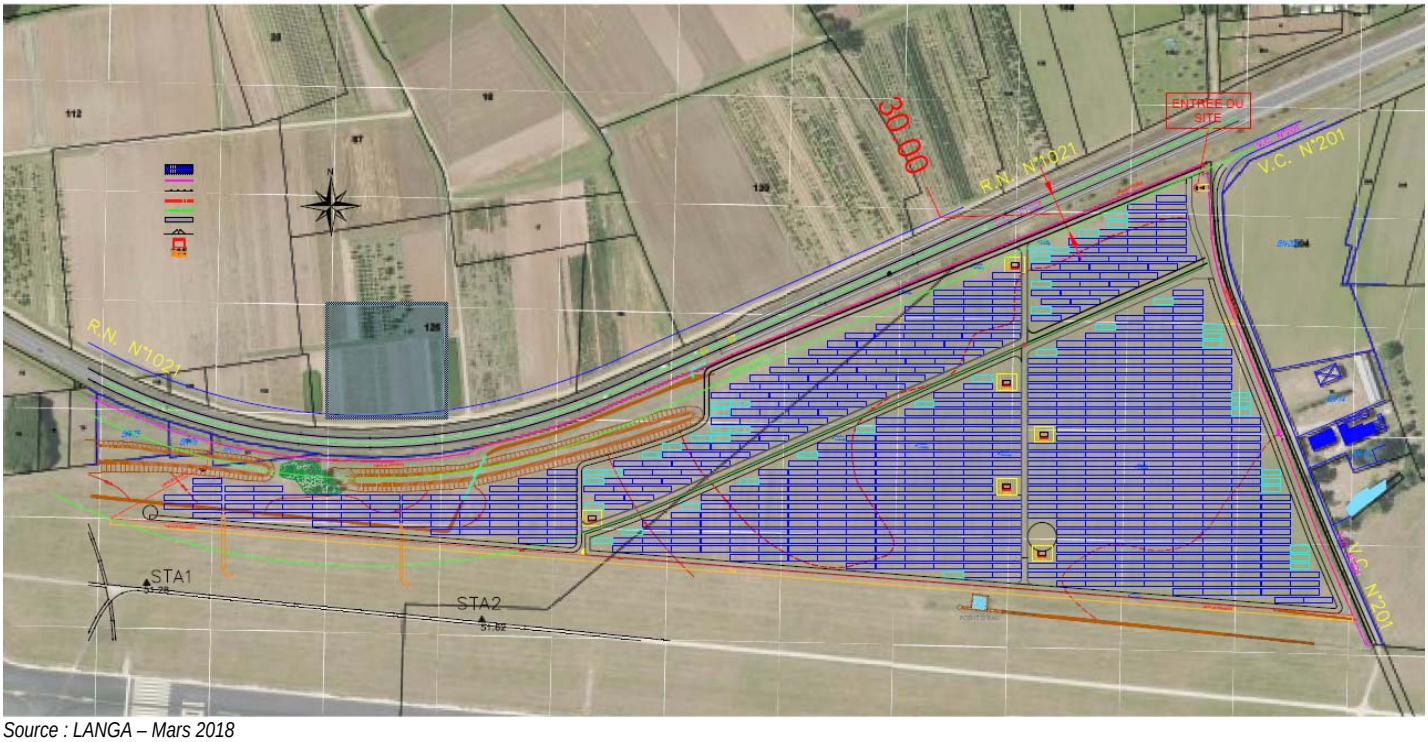
Le contexte de ce projet est le suivant : la Communauté d'Agglomération Bergeracoise a accepté le principe (délibération en cours) d'un projet d'aménagement d'un champ solaire équipé avec des panneaux photovoltaïques qui seront fixés sur des structures métalliques fixes.

Unité foncière support du projet **AVANT implantation des panneaux photovoltaïques** :



Source : LANGA – Mars 2018

Unité foncière support du projet **APRES implantation des panneaux photovoltaïques** :

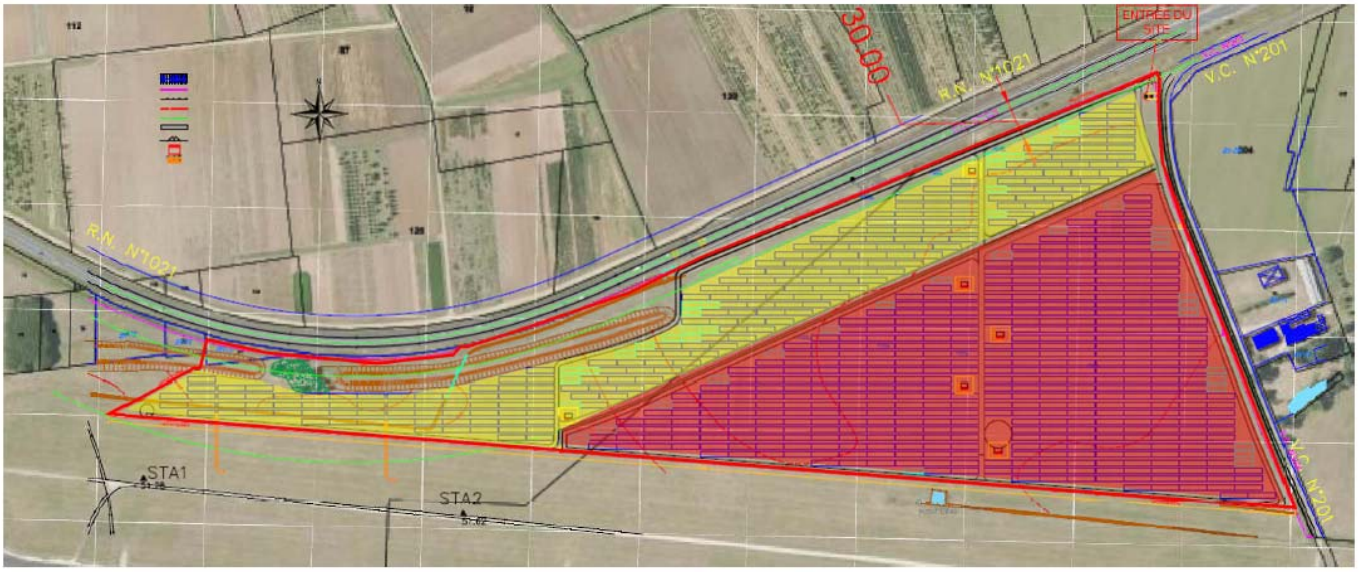


Source : LANGA – Mars 2018

3.2 ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET

La réalisation concrète du projet global d'implantation d'un champ photovoltaïque se décline en **2 phases** :

- **la première phase** (en rouge sur la carte ci-dessous) : toutes les autorisations ont été délivrées et les panneaux solaires installés à plus de 100 mètres de l'axe de la rocade,
- **la seconde phase** (en jaune sur la carte ci-dessous) : toutes les autorisations n'ont pas encore été demandées et les panneaux solaires seront installés à plus à 30 mètres de l'axe de la rocade ➔ *cette seconde phase ne pourra être mise en œuvre que dès lors que la procédure objet du présent dossier sera validée.*



Emprise clôturée au titre de l'Arrêté de PC du 23 Nov 2017

Zone de panneaux solaires au titre de l'Arrêté de PC du 23 Nov 2017

Zone de panneaux solaires objet de la future demande de Permis de Construire Modificatif, après passage à 30 m de la bande d'inconstructibilité, prévue à l'article 111.1.4 Code Urba.

Source : LANGA – Mars 2018

3.3 DESSERTE DU PROJET EN RESEAUX COLLECTIFS

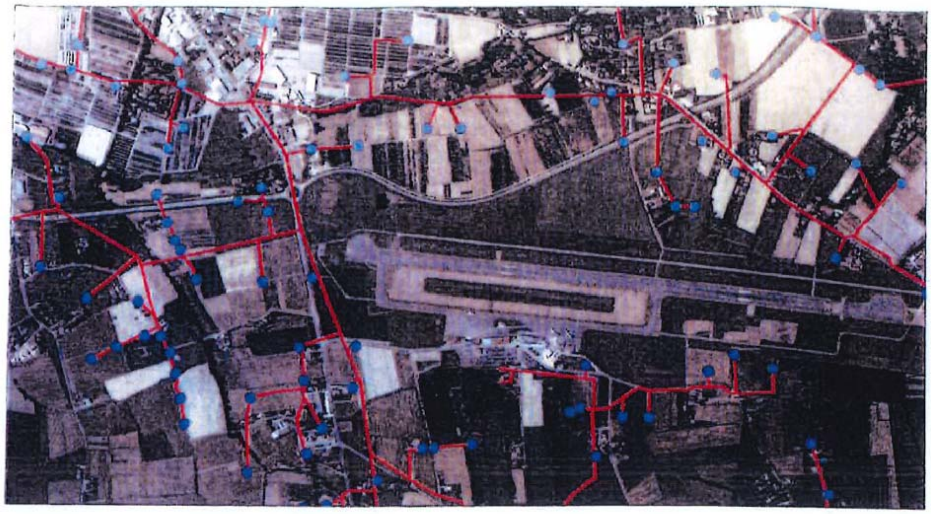
La desserte de la zone en réseaux collectifs est la suivante :
Sources : Communauté d'Agglomération de Bergerac, réponses DR ERDF, SAUR, Veolia, GRDF, mairie de Bergerac, aéroport de Bergerac

Plusieurs réseaux sont présents au sein et aux abords du site d'étude.

➲ Au sein même du site d'étude, les réseaux suivants sont identifiés :
- un réseau d'irrigation enterré, de l'ASA de Bergerac Sud, identifiable par les bouches d'arrosage situées en limite du site,



Réseau d'irrigation vers le lieu-dit La Graulet



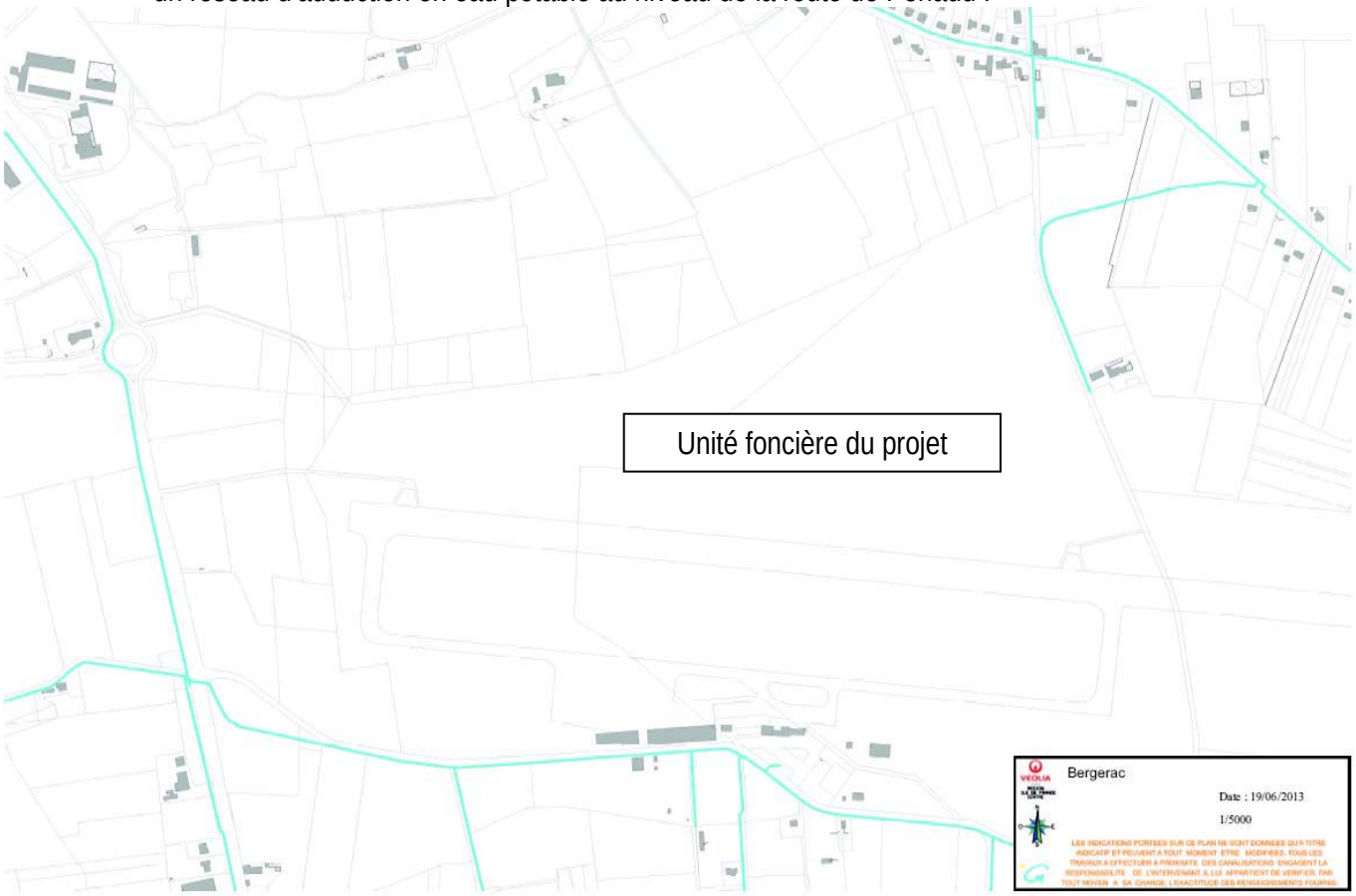
**Le plan du réseau de l'ASA de Bergerac Sud est donné à titre informatif.
Le tracé du réseau n'ayant jamais était vérifié par les responsables de l'ASA,
la responsabilité de l'ADHA24 ne pourra pas être recherchée si le tracé réel diffère
de celui présenté ci dessus.**

Source : Chambre d'Agriculture de la Dordogne

- un réseau d'évacuation des eaux de pluie, enterré, en 600 armé,

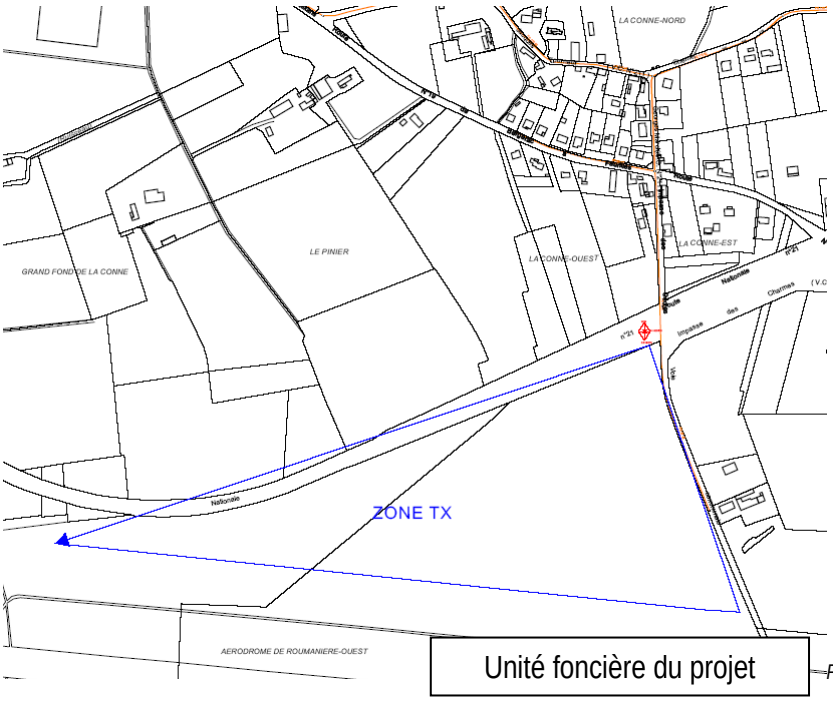
➲ Autour du site d'étude, les réseaux suivants sont identifiés :

- un réseau d'adduction en eau potable au niveau de la route de Penaud :



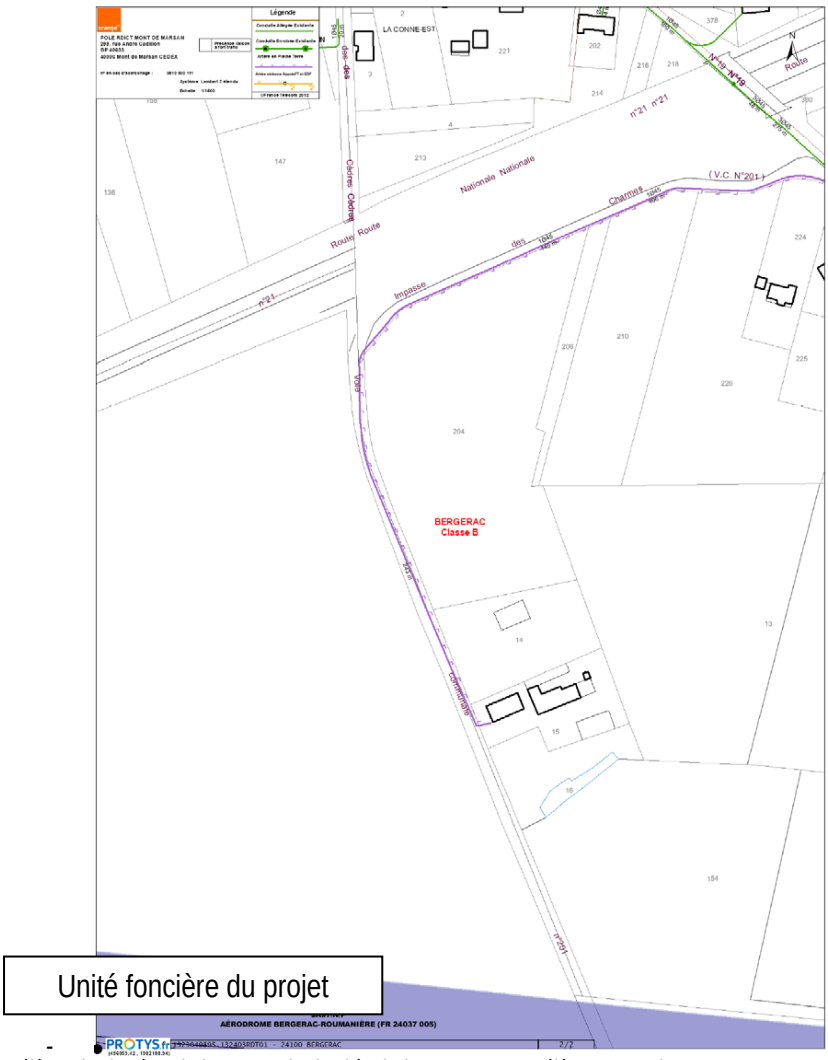
Réseau d'eau potable (VEOLIA) aux abords de l'AEI (source : Mairie de Bergerac ; Veolia)

- un réseau de gaz au niveau de la route de Penaud :



Réseau de gaz à l'est de l'AEI (source : GRDF).

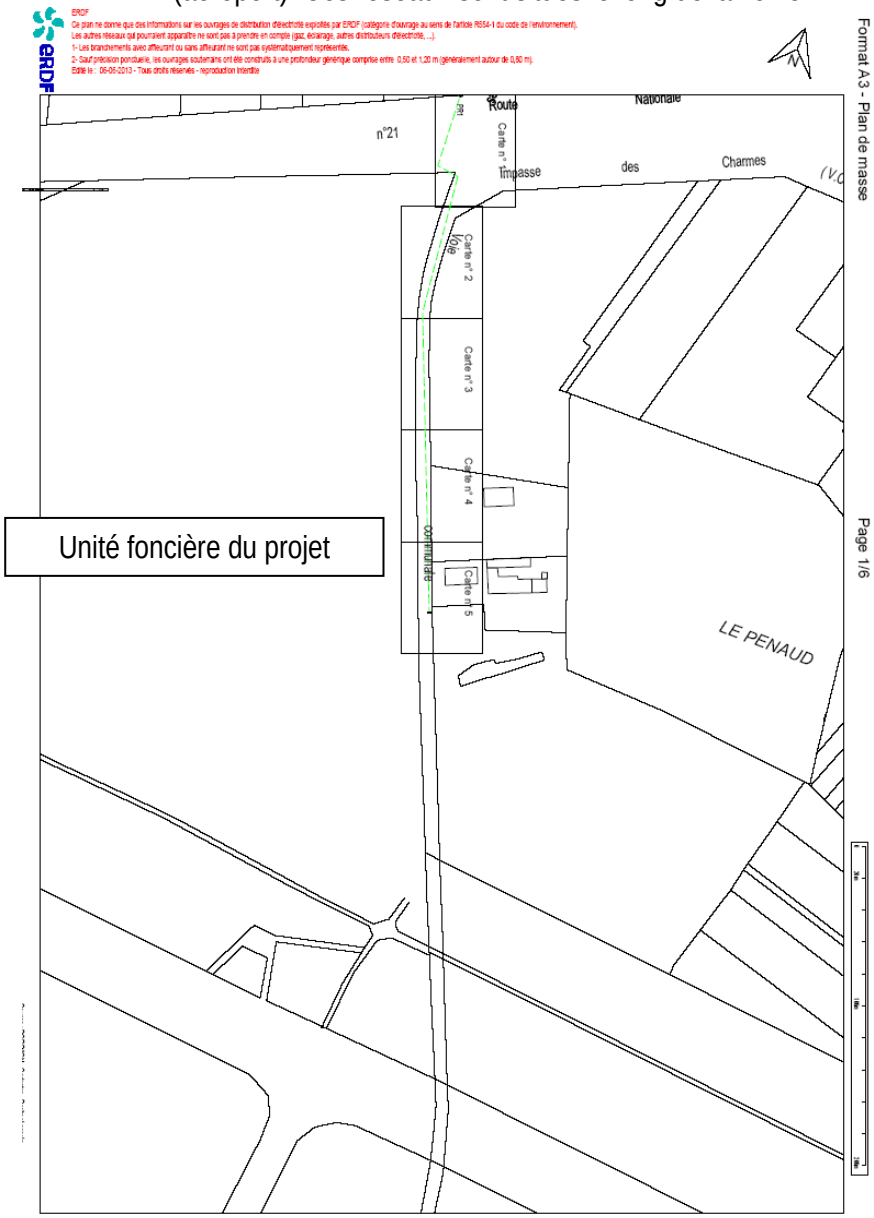
- un réseau Télécom au niveau de la route de Penaud :



-

Réseau Télécom implanté sur la frange est du site d'étude (source : France Télécom orange)

- un réseau électrique au niveau de la route de Penaud (ERDF) et en bordure de pistes d'atterrissage (aéroport). Ces réseaux sont situés le long de la voirie :



Implantation du réseau ERDF sur la frange est de l'AEI (source : ERDF)

Le site est par ailleurs implanté le long de la RN21 et sera accessible depuis la voie communale n°201.

➔ *Cf. Courrier du Conseil Départemental de la Dordogne en date du 10 Août 2016 en annexe 2 du présent rapport*

3.4 PRESENTATION TECHNIQUE DU PROJET D'AMENAGEMENT D'UN CHAMP SOLAIRE EQUIPE AVEC DES PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES

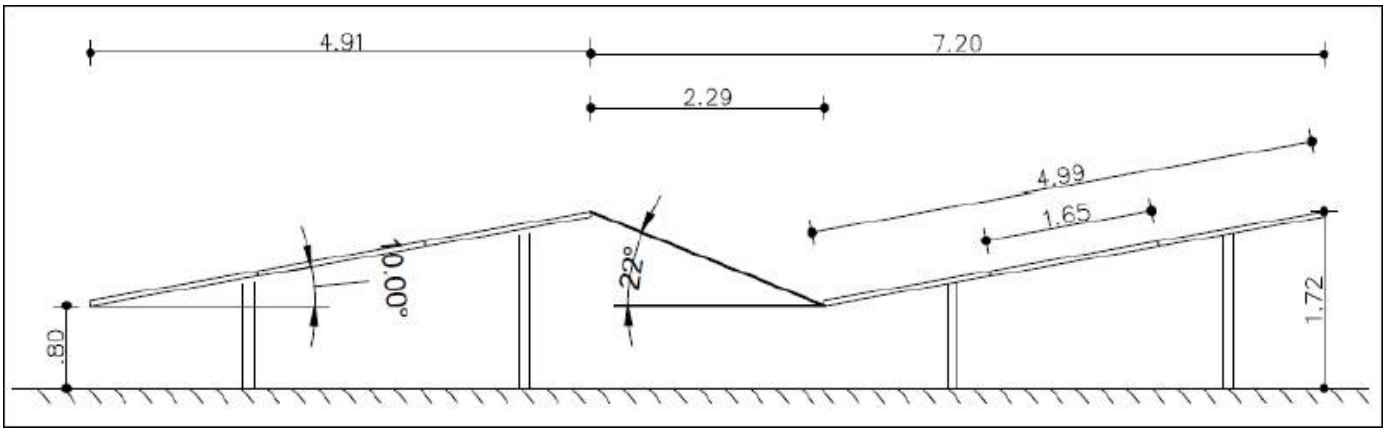
Le champ de panneaux transformera les radiations solaires directes en énergie électrique. La production électrique de l'installation sera continuellement transférée dans sa totalité sur le réseau public électrique.

Caractéristiques techniques du projet :

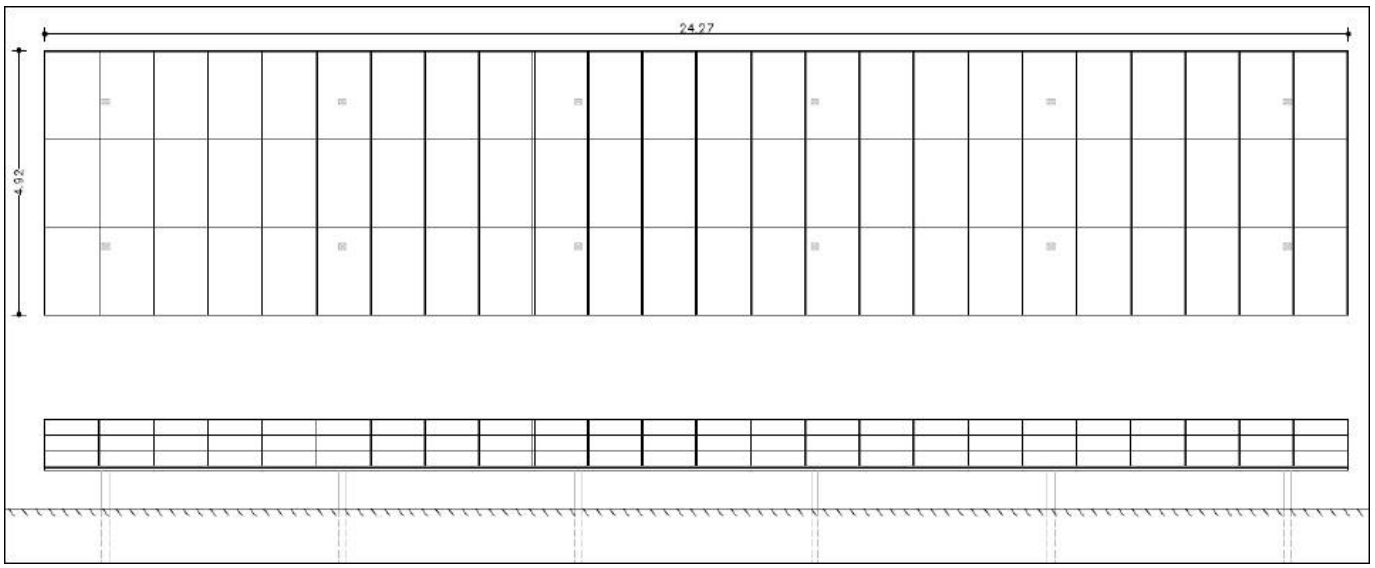
- Surface du projet : 16 hectares,
- Nombre de panneaux : 48 600 panneaux : 31 968 (PC accordé) + 16 632 (extension),
- Surface d'un panneau : 1,66 m²,

- Puissance d'un panneau : 280 Watts,
- Surface des panneaux : 80 676 m²,
- Inclinaison des panneaux : fixe à 10°,
- Espacement entre les rangées : 2.3 m,
- Puissance installée : 13,9 MWc : 8,9 MWc (PC accordé) + 5 MWc (Extension),
- Energie primaire : énergie radiative du soleil.

La disposition de chaque rangée est explicitée ci-contre :



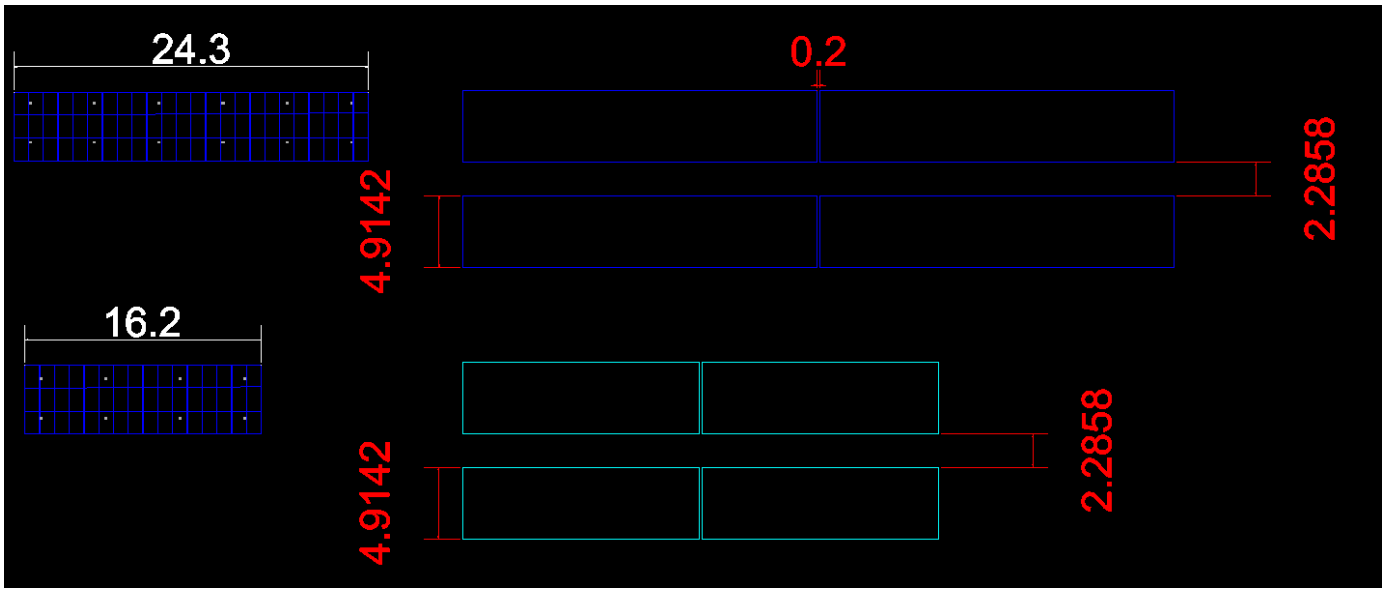
Source : LANGA – Mars 2018



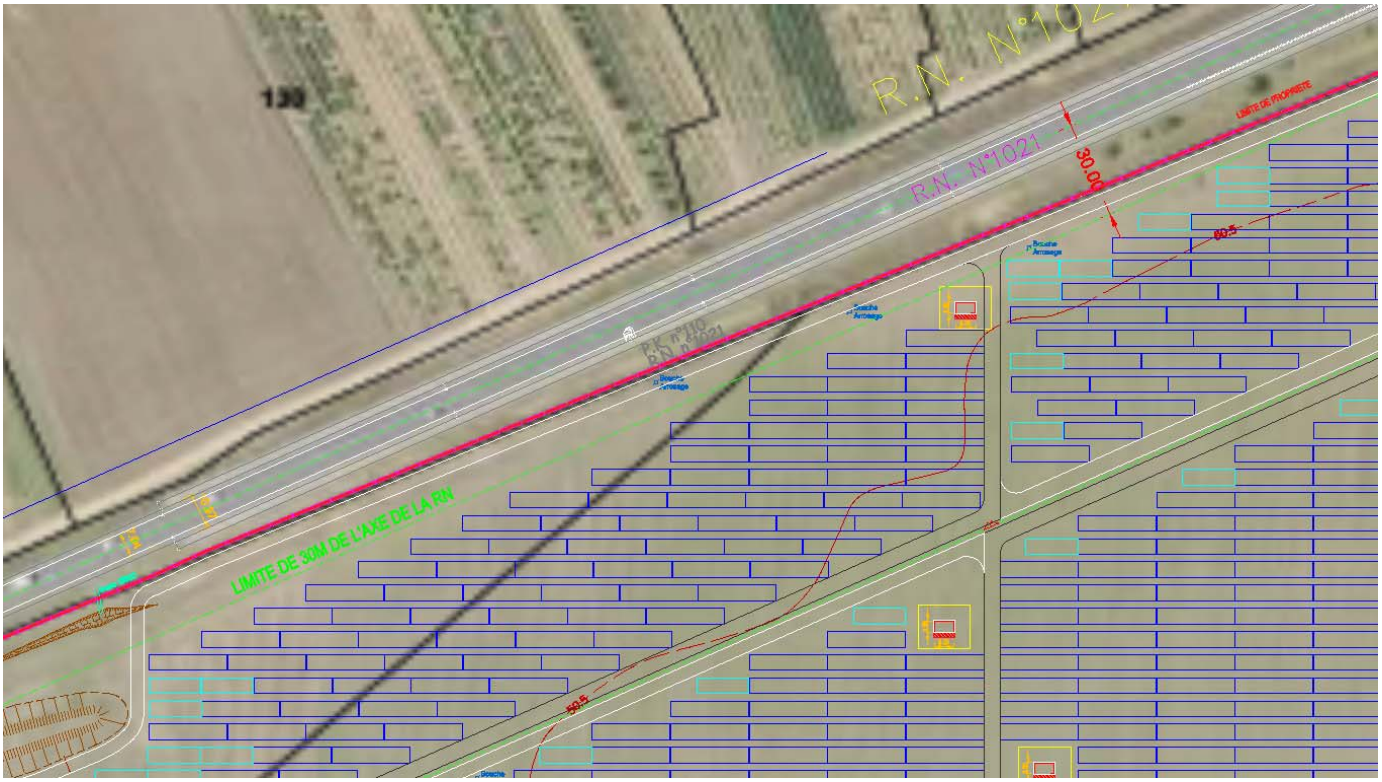
Source : LANGA – Mars 2018

La clôture du parc solaire sera confondue (pour partie) avec celle de l'Aéroport seulement sur le flanc Nord car déjà existante et doublée d'une haie au Sud de cette dernière, de telle manière que :

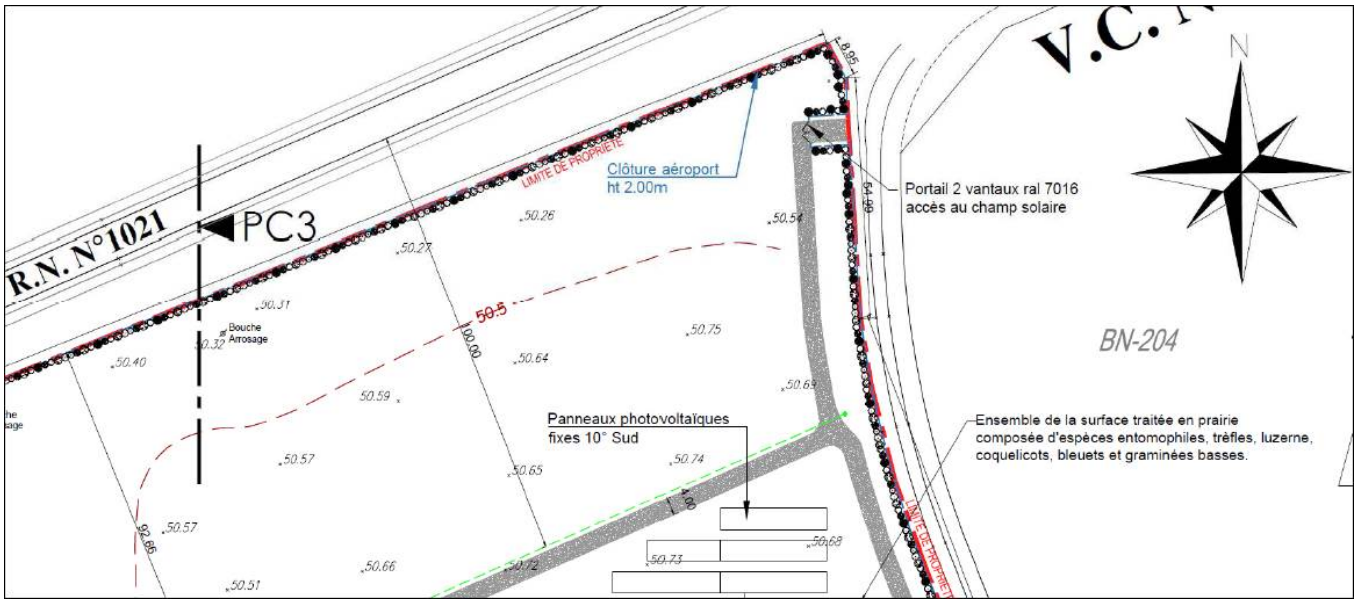
- le parc solaire maintienne une sécurité tout en diminuant la visibilité depuis la RN,
- les services de sécurité de l'aéroport puissent accéder à n'importe quel point périphérique de l'enceinte aéroportuaire.



Source : LANGA – Mars 2018



Source : LANGA – Mars 2018



Source : LANGA – Mars 2018

Ce site sera raccordé au Poste Source de Bergerac

4
INTERET GENERAL DU PROJET D'IMPLANTATION D'UN PROJET D'AMENAGEMENT D'UN CHAMP SOLAIRE EQUIPE AVEC DES PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES

L'**intérêt général de ce projet** réside principalement en trois points majeurs :

- **Contribuer à la production d'énergie renouvelable** sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise et à la **réduction des émissions de CO2** : ce projet présente un intérêt tiré de sa contribution à la satisfaction d'un besoin collectif par la production d'électricité vendue au public.

  ➔ *Selon la jurisprudence administrative, les panneaux photovoltaïques « destinés à la production d'électricité, et contribuant ainsi à la satisfaction d'un intérêt public » doivent être regardés comme un « équipement présentant un caractère d'utilité publique » (CAA Bordeaux, 13 octobre 2015, n°14BX01130).*

  La Ville de BERGERAC souhaite aller vers une politique volontariste en faveur de la protection de l'environnement et la valorisation des ressources locales et ainsi développer et promouvoir les énergies renouvelables sur son territoire. Cette politique locale s'inscrit pleinement dans la volonté du Gouvernement, conformément à ses engagements (la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte publiée au journal officiel le 18 août 2015 vise à porter à 32 % à horizon 2030 la part des énergies renouvelables), notamment européens, de développement de la filière photovoltaïque.
  Le projet de valorisation d'une partie de l'emprise clôturée de l'aéroport de Bergerac Roumanière par une centrale solaire au sol s'inscrit donc parfaitement dans ce cadre.
  En effet, dans le cas présent, le projet permettra de produire environ 17 514 MWh/an, ce qui représente la consommation moyenne de 5 800 foyers hors chauffage et eau chaude. La consommation électrique domestique moyenne d'un ménage français (hors chauffage) est de 3 000 kWh/an (source ADEME).
  En outre, il ne génèrera aucun rejet d'aucune sorte et il permettra d'éviter le rejet de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à hauteur de 5 500 tonnes de CO2 par an, soit un total de près de 220 000 tonnes de CO2 en 40 ans de fonctionnement.
  La réalisation du projet répond donc à des intérêts publics nationaux et locaux.
  Le projet de parc solaire constitue donc une vitrine du développement durable pour la ville de BERGERAC.
  Le projet solaire, situé sur l'ancienne décharge, n'aura aucun conflit d'usage potentiel avec d'autres activités notamment agricoles.

- **Augmenter les budgets au niveau local** : la Communauté d'agglomération de Bergerac percevra le montant de la contribution économique territoriale (CET) (remplaçant la taxe professionnelle) et plus particulièrement de l'IFER (Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau) payée par la société propriétaire du parc photovoltaïque, à hauteur de 51 000€/an.

- **Proposer des emplois locaux** : l'impact sur l'emploi doit prendre en compte toute la filière (études et réalisations des projets fabrication des matériels d'équipement…).Notamment, pendant la période de fonctionnement, les tâches d'entretien seront confiées dans la mesure du possible à une entreprise locale.

5
CONTENU ET JUSTIFICATION DE LA DECLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITE N°1

Sources : PC4 - NOTICE ARCHITECTURALE - Août 2013 – LANGA et Aménagement d'un parc photovoltaïque - Commune de Bergerac - Département de la Dordogne (24) - Dossier d'étude d'impact – juillet 2013- LANGA

Aujourd'hui, pour permettre la réalisation de ce projet, une déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du Plan Local d'Urbanisme est engagée sur le secteur de « Roumanière » pour :

- compléter le PADD, sur le volet « énergies renouvelables »,
- préciser la vocation de la zone de Roumanière en la classant en secteur UXph pour sa partie nord, concernée par le projet de champ photovoltaïque,
- prendre en compte et rendre opérationnelles les conclusions de l'étude ex L.111-1-4, aujourd'hui L.111-6 du code de l'urbanisme réalisée sur ce secteur *(cf. étude jointe en annexe du présent rapport de décembre 2008)*, en ajustant le règlement écrit.

Cela induit de :

- compléter l'objectif 3 du PADD,
- classer la partie nord de la zone UX de « Roumanière », en secteur UXph,
- modifier le chapeau du règlement écrit de la zone UX pour y inclure le secteur UXph,
- modifier spécifiquement les articles 6, 7, 8, 11 et 12 (implantations, clôtures, stationnement …) du règlement écrit de la zone.

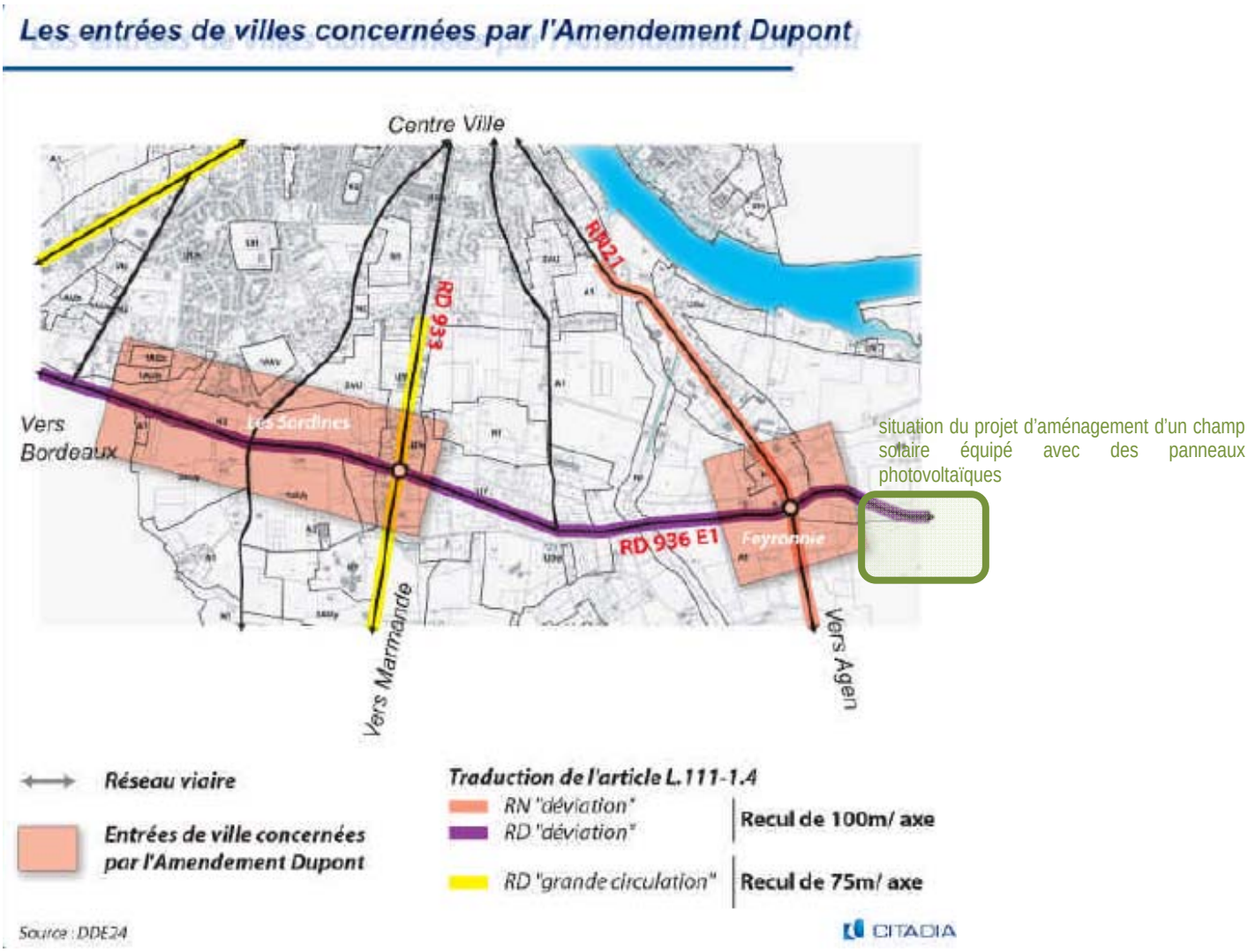
Dans le Plan Local d'Urbanisme applicable le secteur de « Roumanière » est classé en zone UX, destinée spécifiquement aux activités et installations de l'aérodrome. Elle est concernée par un Plan d'Exposition au Bruit.

Afin de préciser la vocation de ce secteur, la présente procédure propose de classer les terrains à aménager en secteur UXph où est autorisée l'implantation de panneaux photovoltaïques au sol. Pour mettre en adéquation les projets concernant ce secteur et la présentation du secteur faite dans le règlement écrit, l'intitulé du secteur UXph évolue en : « La zone UX comprend un secteur UXph destiné à l'implantation de panneaux photovoltaïques au sol ».

Dans ce contexte, la présente déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU a pour objet de modifier le classement de la zone UX (pour partie en secteur UXph – partie nord) et de modifier le règlement écrit des articles 2, 6, 7, 8, 11 et 12 de la zone UX.

5.1 COMPLEMENTS A L'ETUDE L.111-1-4 RÉALISÉE À L'OCCASION DE LA RÉALISATION DE LA ROCADE SUD DE BERGERAC (RD936E1) EN 2008

Source : Etude L.111-1-4 du code de l'urbanisme réalisée à l'occasion de la réalisation de la rocade sud de Bergerac (RD936E1) – Citadia – Décembre 2008



Principes généraux d'aménagement retenus dans l'étude ex L.111-1-4, aujourd'hui L.111-6 précitée et appliqués au secteur concerné par la présente déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU :

- Protéger les espaces agricoles et viticoles de transition le long des RD.

  ➔ Le site objet de la présente déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU ne constitue pas un espace agricole de transition dans la mesure où il est en lien direct avec l'aéroport de Bergerac-Roumanière.

- Préserver les masques boisés structurants (recherche de rythmes visuels, rappel des haies bocagères, principes de préservation des corridors biologiques).

  ➔ Analyse des perceptions depuis la rocade RN21 du site objet de la présente déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU : les vues depuis la RN21 au droit du projet sont furtives et forcées sur le côté de l'usager de la route. Elles concernent un tronçon relativement court de cette route (600 m). Les vues sur les terrains mêmes sont limitées par un talus de 1,5 m de haut. Ensuite, la RN21 s'enfonce sous le terrain naturel

et toute échappée visuelle devient impossible. Les vues concernent essentiellement les flux dans le sens ouest / est.

- Isoler les constructions des nuisances acoustiques générées par le trafic routier.

  ➔ Le site objet de la présente déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU n'accueillera que des installations techniques.

- Sécuriser les accès aux RD depuis les zones d'urbanisation future.

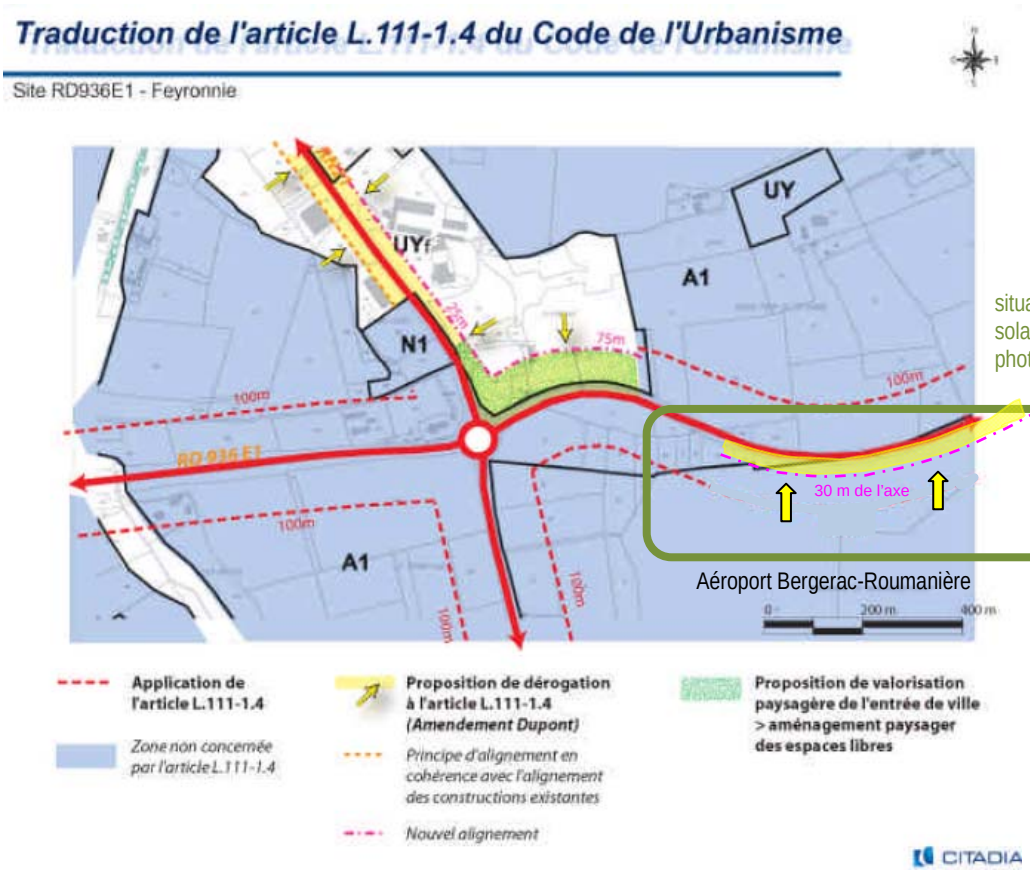
  ➔ Le site objet de la présente déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU sera accessible depuis un axe routier existant, la VC201.

- Créer une vitrine commerciale et économique lisible, d'entrée de ville, paysagée.

  ➔ Le site objet de la présente déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU n'a pas vocation commerciale ou économique et sa vitrine sur la RN21 sera paysagé (haie composée d'espèces indigènes adaptées).

- Interdire les parkings et entrepôts en façade à proximité immédiate des RD, sauf s'ils bénéficient d'un traitement paysager de qualité.

  ➔ Le site objet de la présente déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU n'a pas vocation à accueillir de zone de stationnement.



situation du projet d'aménagement d'un champ solaire équipé avec des panneaux photovoltaïques

5.2 IMPACT DE CES CHANGEMENTS SUR LE PADD DU P.L.U. APPLICABLE

Source : PLU applicable

➲ Partie écrite :

Les orientations générales d'urbanisme et d'aménagement de la commune de **BERGERAC**, qui découlent du projet d'ensemble établi pour son territoire, se déclinent autour des principaux objectifs suivants :

I - MAITRISER L'URBANISATION ET ASSURER LE DEVELOPPEMENT D'EQUIPEMENTS ADAPTES SUPPORTS DE LA MIXITE URBAINE ET SOCIALE

- I.1 Privilégier les possibilités de densification des constructions dans certains secteurs déjà urbanisés
- I.2 Maîtriser les besoins de déplacements, de stationnement et d'accessibilité
- I.3 Fixer des limites claires et durables entre espaces urbains, agricoles et naturels
- I.4 Favoriser le développement de constructions de qualité en terme architectural, paysager et environnemental
- I.5 Créer, au sein des secteurs urbanisés, des parcs et espaces naturels de détentes
- I.6 Favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale

II – RENFORCER DURABLEMENT LA PRESERVATION DES DIFFERENTS ESPACES AGRICOLES, VITICOLES, HORTICOLES, NATURELS, DE DETENTE

- II.1 Une protection et une valorisation des zones humides et zones naturelles sensibles
- II.2 Un classement approprié de chacun des espaces

III – ORGANISER ET PROGRAMMER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

- III.1 Anticiper le développement des zones dédiées aux activités
- III.2 Véhiculer une image positive et de qualité
- III.3 Faciliter l'accessibilité

IV – INSCRIRE LE DEVELOPPEMENT DE LA VILLE DANS LA DEMARCHE INTERCOMMUNALE

Dans le cadre de la présente procédure, il est proposé de compléter le troisième objectif par un volet « énergies renouvelables » :

III – ORGANISER ET PROGRAMMER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

- III.1 Anticiper le développement des zones dédiées aux activités
- III.2 Véhiculer une image positive et de qualité
- III.3 Faciliter l'accessibilité
- **III.4 Permettre le développement des énergies renouvelables**

Ainsi, ce troisième objectif est complété par **un paragraphe relatif aux énergies renouvelables** :



III – ORGANISER ET PROGRAMMER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE



La dynamique économique de Bergerac passe par une réponse appropriée aux besoins des diverses entreprises. Il faut dès aujourd'hui prévoir des capacités de développement suffisantes pour être en mesure de réagir rapidement à la demande. C'est pourquoi, la commune s'engage, en partenariat avec la Communauté de Communes, à développer les espaces, réseaux et services destinés aux activités en lien avec les préoccupations des entreprises et citoyens locaux.

Afin de répondre à cet objectif, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable pose les principes suivants :

- Anticiper le développement de secteurs adaptés aux besoins des activités économiques,
- Véhiculer une image positive et de qualité,
- Faciliter l'accessibilité.
- **Permettre le développement des énergies renouvelables.**





Plan Local d'Urbanisme
Projet d'Aménagement et de Développement Durable

Commune de Bergerac

III.1 Anticiper le développement des zones dédiées aux activités

Actuellement, il existe trois zones d'activités sur la commune. Leur disponibilité résiduelle est faible, elles ne pourront pas répondre à elles seules aux besoins futurs. Il faut anticiper le développement de ces zones et prévoir la réalisation de nouvelles zones de développement à moyen et long terme.

Afin d'équilibrer ce développement sur le territoire, les nouvelles zones se situeront en partie Ouest (à proximité de la déviation) et Sud (dans le prolongement de la zone des Sardines) de la commune, à proximité des voies routières à fort trafic et des équipements aéroportuaires. Compte tenu des réflexions menées par la Communauté de Communes, le Plan Local d'Urbanisme doit envisager la création de secteurs à vocation économique sur une superficie comprise entre 30 et 50 hectares.

III.2 Véhiculer une image positive et de qualité

L'attractivité d'un territoire pour les entreprises est en grande partie liée au cadre de vie et à la situation géographique de la ville (proximité de Bordeaux, ensoleillement, terroirs agricoles,…). Le patrimoine architectural et les paysages sont des atouts indéniables qu'il convient de préserver (comme il l'a été rappelé précédemment), mais il convient également d'offrir des services et équipements adaptés aux besoins des entreprises. Dans ce cadre, un travail particulier mérite d'être mené sur l'accessibilité et l'image des grands services publics comme la gare SNCF, l'aéroport, la Mairie, l'hôpital, …

III.3 Faciliter l'accessibilité

Le développement économique passe également par l'accessibilité des sites de production et de vente. Les projets envisagés au niveau de l'agglomération seront inscrits dans le Plan Local d'Urbanisme (déviations Est et Ouest).

III.4 Permettre le développement des énergies renouvelables

Il s'agit de contribuer à la satisfaction d'un besoin collectif par la production d'électricité vendue au public, sans compromettre les espaces agricoles ainsi que les espaces boisés d'intérêt.

Version approuvée par le Conseil Municipal le 10 décembre 2008

16

Conclusion : Dans la version complétée du PADD, telle que proposée ci-dessus, le développement des énergies renouvelables est explicitement intégré aux objectifs généraux du PADD du PLU.

5.3 IMPACT DE CES CHANGEMENTS SUR LE BILAN DES SURFACES DU P.L.U. APPLICABLE

Secteur de « Roumanière » : Cette déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU a pour effet de créer, au sein de la zone UX, un secteur UXph d'une surface de **18,1720 ha**.

5.4 DE LA RESTRUCTURATION DE LA ZONE « ROUMANIERE » SUR LE RÈGLEMENT : PIÈCE ECRITE DU P.L.U. APPLICABLE

Cette déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU a pour objet d'intégrer au règlement écrit de la zone UX, le règlement spécifique d'un secteur UXph nouveau créé sur le site de « Roumanière », intégrant les dispositions retenues dans le cadre de l'étude ex L.111-1-4, aujourd'hui L.111-6 *(cf. document joint en annexe 1)* réalisée sur ce secteur, en décembre 2008.

Sont ainsi modifiés le chapeau de la zone UX ainsi que les articles 6, 7, 8, 11 et 12 afin d'intégrer les dispositions d'aménagement retenues dans le cadre de l'étude ex L.111-1-4, aujourd'hui L.111-6 précitée et adaptées à la mise en œuvre du projet d'aménagement d'un champ solaire équipé avec des panneaux photovoltaïques :

PLU applicable	Projet de PLU suite à la présente déclaration de projet valant mise en compatibilité n° 1 du PLU
CARACTERE DE LA ZONE Cette zone est spécifique aux activités et installations de	*CARACTERE DE LA ZONE* Cette zone est spécifique aux activités et installations de

PLU applicable	Projet de PLU suite à la présente déclaration de projet valant mise en compatibilité n° 1 du PLU
l'aérodrome. Elle est concernée par un Plan d'Exposition au Bruit. *<u>Précision</u> : les constructions et occupations non mentionnées aux articles UX1 et UX2, c'est à dire non interdites ou soumises à des conditions particulières sont autorisées de fait.*	l'aérodrome. Elle est concernée par un Plan d'Exposition au Bruit. Elle comprend un secteur UXph destiné à accueillir un champ solaire équipé avec des panneaux photovoltaïques. *<u>Précision</u> : les constructions et occupations non mentionnées aux articles UX1 et UX2, c'est à dire non interdites ou soumises à des conditions particulières sont autorisées de fait.*
<u>Article UX 2 – Les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières</u> Sont admises toutes occupations et utilisations du sol ne figurant pas dans la liste citée à l'article UX1, et notamment : - Les constructions à usage d'habitation destinées au logement des personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer le fonctionnement, la surveillance ou le gardiennage des établissements et installations implantés dans la zone - La reconstruction à l'identique d'un bâtiment sinistré à condition que la densité soit au plus égale à celle du bâtiment sinistré. - L'extension des constructions à usage d'habitation dans la limite de 30 % de l'emprise au sol existante et de 250m2 de surface de plancher totale. - Les changements de destination - Les bâtiments annexes des constructions à usage d'habitation tels que garages, remises, abris - Les aires de stationnement et les dépôts de véhicules - Les constructions à usage de bureau ou de commerce, ainsi que les bâtiments recevant du public, à condition de présenter une isolation acoustique. - Les panneaux photovoltaïques au sol.	<u>Article UX 2 : Les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières</u> **En dehors du secteur UXph :** Sont admises toutes occupations et utilisations du sol ne figurant pas dans la liste citée à l'article UX1, et notamment : - Les constructions à usage d'habitation destinées au logement des personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer le fonctionnement, la surveillance ou le gardiennage des établissements et installations implantés dans la zone - La reconstruction à l'identique d'un bâtiment sinistré à condition que la densité soit au plus égale à celle du bâtiment sinistré. - L'extension des constructions à usage d'habitation dans la limite de 30 % de l'emprise au sol existante et de 250m2 de surface de plancher totale. - Les changements de destination - Les bâtiments annexes des constructions à usage d'habitation tels que garages, remises, abris - Les aires de stationnement et les dépôts de véhicules - Les constructions à usage de bureau ou de commerce, ainsi que les bâtiments recevant du public, à condition de présenter une isolation acoustique. - Les panneaux photovoltaïques au sol. **Dans le secteur UXph :** Sont uniquement admis les panneaux photovoltaïques au sol.
<u>Article UX 6 : L'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques</u> Les constructions doivent être implantées à une distance de l'alignement existant ou prévu au moins égale à 10 mètres. L'extension des constructions existantes est autorisée en continuité du bâti existant. Une implantation différente peut être admise : - pour tenir compte d'impératifs techniques ou fonctionnels directement liés à l'exploitation de l'aérodrome, sous réserves des conditions de sécurité ; - lorsque le projet de construction prolonge une construction existante en bon état ; - pour les ouvrages techniques et travaux exemptés de permis de construire nécessaires au fonctionnement des divers réseaux	<u>Article UX 6 : L'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques</u> Les constructions doivent être implantées à une distance de : - au moins égale à 10 mètres de l'alignement existant ou prévu des voies et emprises publiques communales, en dehors du secteur UXph, - au moins égale à 4 mètres de l'alignement existant ou prévu des voies et emprises publiques communales, dans le secteur UXph, - au moins égale à 30 mètres de l'axe de la route nationale 21. L'extension des constructions existantes est autorisée en continuité du bâti existant. Une implantation différente peut être admise : - pour tenir compte d'impératifs techniques ou fonctionnels directement liés à l'exploitation de l'aérodrome, sous réserves des conditions de sécurité ; - lorsque le projet de construction prolonge une construction existante en bon état ; - pour les ouvrages techniques et travaux exemptés de permis de construire nécessaires au fonctionnement des divers réseaux
<u>Article UX 7 : L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives</u>	<u>Article UX 7 : L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives</u>

PLU applicable	Projet de PLU suite à la présente déclaration de projet valant mise en compatibilité n° 1 du PLU
L'extension des constructions existantes est autorisée en continuité du bâti existant, sans aggraver la situation existante. 1) Constructions hors habitation La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres. Des marges plus importantes peuvent être imposées par l'autorité compétente lorsque des conditions particulières de sécurité ou de défense civile doivent être strictement respectées. 2) Constructions à usage d'habitation et leurs annexes : […] 3) Ces marges pourront être réduites compte tenu d'impératifs techniques et sous réserve du respect des conditions de sécurité.	L'extension des constructions existantes est autorisée en continuité du bâti existant, sans aggraver la situation existante. 1) Constructions hors habitation **En dehors du secteur UXph :** La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres. **Dans le secteur UXph :** Les constructions peuvent être implantées sur l'une des limites séparatives de propriété, en ordre continu ou semi-continu. Dans le cas contraire, la distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapprochée doit être au moins égale à 3 mètres. Des marges plus importantes peuvent être imposées par l'autorité compétente lorsque des conditions particulières de sécurité ou de défense civile doivent être strictement respectées. 2) Constructions à usage d'habitation et leurs annexes : […] 3) Ces marges pourront être réduites compte tenu d'impératifs techniques et sous réserve du respect des conditions de sécurité.
Article UX 8 : L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété La distance entre deux constructions édifiées sur une même unité foncière doit être au moins égale à 6 mètres. Des marges d'isolement plus importantes peuvent être imposées lorsque des conditions particulières de sécurité doivent être respectées. Une distance inférieure peut être admise pour des impératifs techniques ou fonctionnels directement liés à l'exploitation de l'aérodrome ou à l'exercice d'un service public.	Article UX 8 : L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété **En dehors du secteur UXph :** La distance entre deux constructions édifiées sur une même unité foncière doit être au moins égale à 6 mètres. Des marges d'isolement plus importantes peuvent être imposées lorsque des conditions particulières de sécurité doivent être respectées. Une distance inférieure peut être admise pour des impératifs techniques ou fonctionnels directement liés à l'exploitation de l'aérodrome ou à l'exercice d'un service public. **Dans le secteur UXph :** Non réglementé.
Article UX 11 : L'aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords **1) Dispositions générales :** [… **2) Constructions autres que celles visées au point 3) du présent article UX 11** La forme des bâtiments sera simple et extérieurement justifiée par les impératifs techniques liés à la nature de la construction. a - Matériaux : Les surfaces extérieures pleines ne pourront être brillantes. Les matériaux suivants sont interdits pour un usage extérieur : ▪ peinture ou revêtement de couleur vive ou blanche, sauf dans le cas d'impératif technique ou réglementaire lié à la nature de la construction, ▪ tôle galvanisée et papier goudronné employée à nu, ▪ parpaings ou briques creuses non revêtus d'un enduit, ▪ enduits autres que ceux du ton des sables locaux. b - Toitures : Les constructions doivent être terminées par des toitures en pente, mises en œuvre conformément aux règles de l'art .Les couvertures seront en bardage pour les bâtiments à vocation économique et les bâtiments recevant du public. Toutefois, lorsque le parti architectural le justifie, les prescriptions ci- dessus peuvent ne pas être appliquées.	Article UX 11 : L'aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords **1) Dispositions générales :** […] **2) Constructions autres que celles visées au point 3) du présent article UX 11** La forme des bâtiments sera simple et extérieurement justifiée par les impératifs techniques liés à la nature de la construction. a - Matériaux : Les surfaces extérieures pleines ne pourront être brillantes. Les matériaux suivants sont interdits pour un usage extérieur : ▪ peinture ou revêtement de couleur vive ou blanche, sauf dans le cas d'impératif technique ou réglementaire lié à la nature de la construction, ▪ tôle galvanisée et papier goudronné employée à nu, ▪ parpaings ou briques creuses non revêtus d'un enduit, ▪ enduits autres que ceux du ton des sables locaux. b - Toitures : Les constructions doivent être terminées par des toitures en pente, mises en œuvre conformément aux règles de l'art .Les couvertures seront en bardage pour les bâtiments à vocation économique et les bâtiments recevant du public. Toutefois, lorsque le parti architectural le justifie, les prescriptions ci- dessus peuvent ne

PLU applicable	Projet de PLU suite à la présente déclaration de projet valant mise en compatibilité n° 1 du PLU
Par exemple, dans les cas suivants : ▪ lorsque le parti architectural intègre des toitures terrasses ou toitures végétales ; ▪ lorsque le parti architectural justifie l'emploi du zinc et des tuiles mécaniques ou à emboîtement ; ▪ pour les restaurations de toitures existantes, réalisées en tuiles d'une autre nature ou en ardoise ; ▪ lorsque des capteurs d'énergie solaire sont utilisés, pour les parties de toiture intéressées. Il est rappelé que les capteurs d'énergie solaire doivent être implantés dans le plan de toiture et non en saillie. Les tuiles de couleur très claire sont interdites. <u>c - Clôtures :</u> Les clôtures à proximité immédiate des accès aux établissements et des carrefours des voies ouvertes à la circulation doivent être établies de telle sorte qu'elles ne créent pas de gêne pour la circulation publique, notamment en diminuant la visibilité. L'implantation des clôtures sera soumise aux règles suivantes : ▪ en limite séparative, elles pourront être mitoyenne ou non, et doublée d'une haie libre ou d'une bande boisée d'essence champêtre principalement ; ▪ les haies végétales continues constituées de conifères de forme géométrique régulière sont à proscrire ; ▪ dans tous les cas, cette doublure végétalisée ne devra se poursuivre le long des voies afin de ménager des cônes de visibilité. Les clôtures tiendront compte du voisinage des arbres existants et veilleront à maintenir le réseau racinaire actuel et futur. **3) Constructions à usage d'hôtel ou de restaurant, de logements, et leurs annexes :** […]	pas être appliquées. Par exemple, dans les cas suivants : ▪ lorsque le parti architectural intègre des toitures terrasses ou toitures végétales ; ▪ lorsque le parti architectural justifie l'emploi du zinc et des tuiles mécaniques ou à emboîtement ; ▪ pour les restaurations de toitures existantes, réalisées en tuiles d'une autre nature ou en ardoise ; ▪ lorsque des capteurs d'énergie solaire sont utilisés, pour les parties de toiture intéressées. Il est rappelé que les capteurs d'énergie solaire doivent être implantés dans le plan de toiture et non en saillie. Les tuiles de couleur très claire sont interdites. **Dans le secteur UXph**, les toitures terrasses sont autorisées. <u>c - Clôtures :</u> Les clôtures à proximité immédiate des accès aux établissements et des carrefours des voies ouvertes à la circulation doivent être établies de telle sorte qu'elles ne créent pas de gêne pour la circulation publique, notamment en diminuant la visibilité. L'implantation des clôtures sera soumise aux règles suivantes : ▪ en limite séparative, elles pourront être mitoyenne ou non, et doublée d'une haie libre ou d'une bande boisée d'essence champêtre principalement ; ▪ les haies végétales continues constituées de conifères de forme géométrique régulière sont à proscrire ; ▪ dans tous les cas, cette doublure végétalisée ne devra se poursuivre le long des voies afin de ménager des cônes de visibilité. Les clôtures tiendront compte du voisinage des arbres existants et veilleront à maintenir le réseau racinaire actuel et futur. **3) Constructions à usage d'hôtel ou de restaurant, de logements, et leurs annexes :** […]
<u>Article UX 12 : Obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement</u> Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions ou installations doit être assuré en dehors des voies ouvertures à la circulation publique. Pour les équipements accueillant du public, il doit être créé des aires de stationnement dont le nombre de places est à déterminer en fonction de la capacité d'accueil des installations.	<u>Article UX 12 : Obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement</u> **En dehors du secteur UXph :** Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions ou installations doit être assuré en dehors des voies ouvertures à la circulation publique. Pour les équipements accueillant du public, il doit être créé des aires de stationnement dont le nombre de places est à déterminer en fonction de la capacité d'accueil des installations. **Dans le secteur UXph :** Non réglementé.

5.5 IMPACT DE LA RESTRUCTURATION DE LA ZONE « ROUMANIERE » SUR LE REGLEMENT : PIECES GRAPHIQUES DU P.L.U. APPLICABLE

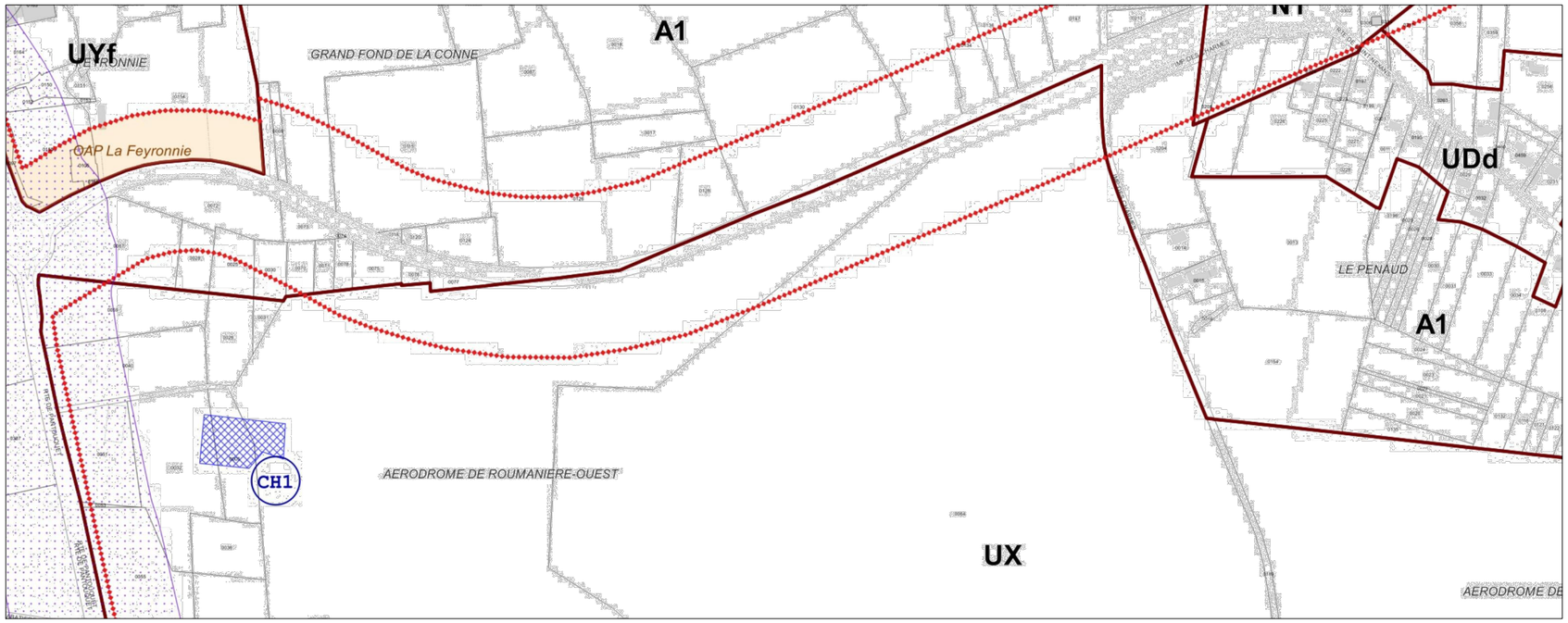
Cette déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU a pour effet de :

- passer une partie de la zone UX en secteur UXph, permettant l'implantation de panneaux photovoltaïques *(bilan des superficies : 18,1720 ha sont classés en secteur UXph au détriment de la zone UX).*

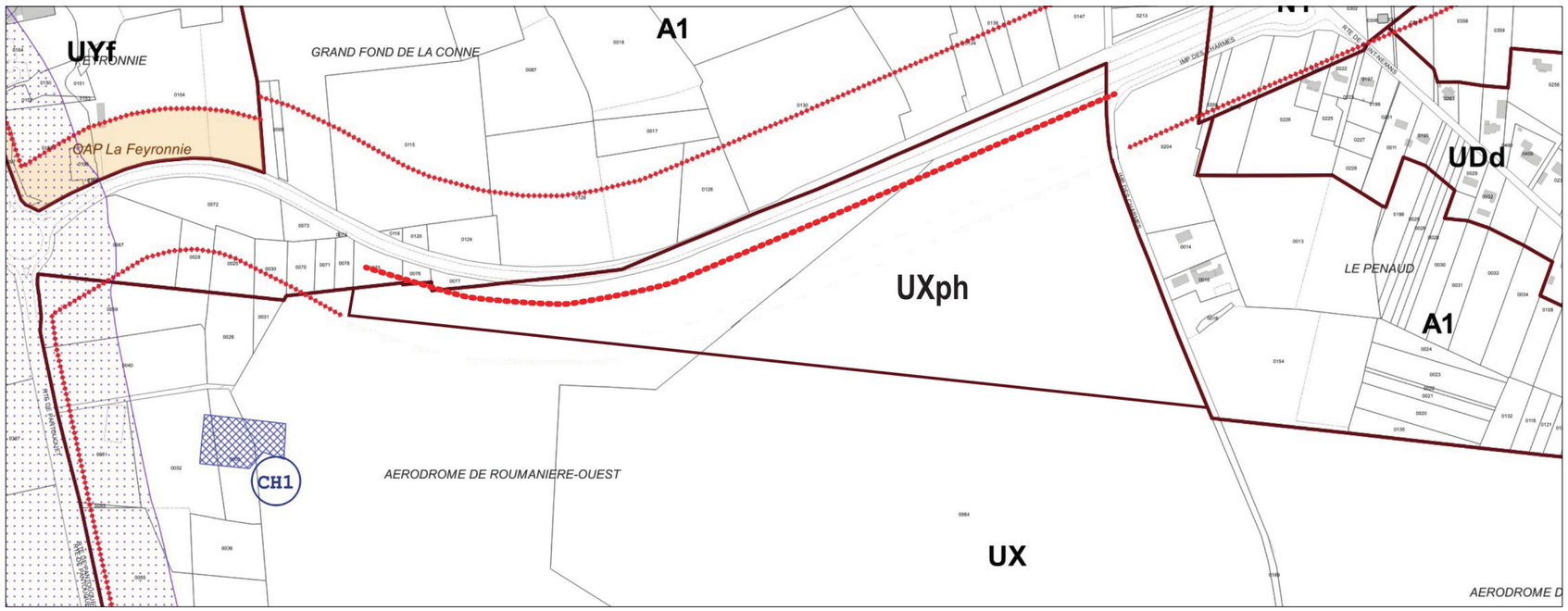
➔ *voir planche ci-jointe*

Secteur "Roumanière"

AVANT MEC 1



APRES MEC 1



UX -18,1720 ha
UXph + 18,1720 ha

Recul au titre de l'article L.111-6 du code de l'urbanisme réduit à 30m

N

URBAM conseil, études, projets

Représentation graphique URBAM - Avril 2018

6
EVALUATION DES INCIDENCES DIRECTES OU INDIRECTES SUR L'ENVIRONNEMENT

6.1 EVALUATION DES INCIDENCES DIRECTES OU INDIRECTES SUR LE SITE NATURA 2000 FR7200660

Présentation du site et des objectifs de conservation

Le site FR7200660 est constitué du lit mineur de la Dordogne depuis la limite de la région Aquitaine en amont jusqu'au bec d'Ambès en aval. Le site couvre environ 250 km de rivière, il est décrit comme un cours d'eau essentiel pour la conservation des poissons migrateurs et la qualité globale de ses eaux.

Il est composé à 95% d'eaux douces intérieures et pour 4% de milieux d'estuaire soumis à la marée. Les principaux habitats visés sont les habitats et la végétation aquatiques, et pour ce qui concerne les berges et les îles, les mégaphorbiaies et la forêt alluviale (habitat prioritaire).

L'opérateur pour la rédaction du DOCOB est l'établissement public EPIDOR. Le DOCOB n'est pas achevé.

Les habitats et espèces d'intérêt communautaire présents

Source : DOCOB Natura 2000 FR7200660 – Tome 1 Document de Synthèse - EPIDOR – Janvier 2013

Les inventaires réalisés ont permis d'identifier en 2012 7 habitats naturels (5 habitats aquatiques et humides, 2 habitats forestiers liés aux zones riveraines) et 18 espèces différentes d'intérêt communautaire. Ces habitats naturels et espèces se répartissent sur un territoire de 6 176 hectares.

Le tableau suivant présente les habitats d'intérêt communautaire identifiés sur l'ensemble du site Natura 2000 :

Habitats naturels d'intérêt communautaire	Code Natura 2000
Cinq habitats aquatiques et humides	
Herbiers des eaux courantes à faiblement courantes : végétations aquatiques des eaux courantes à faiblement courantes du lit mineur	3260
Herbiers des eaux stagnantes à faiblement courantes : végétations aquatiques des eaux plus ou moins stagnantes, localisées au niveau des bras morts et des plans d'eaux du lit majeur	3150
Gazons amphibies des berges : végétations herbacées pionnières, héliophiles, qui se développent sur des sols exondés sableux à limoneux, voire vaseux. Milieux qui se développent à l'occasion des forts étiages d'été, sur les pentes douces des franges des grèves, en bordure des bras morts mais aussi en bordure des plans d'eau du site	3130
Végétations des grèves alluviales : végétations pionnières du lit mineur qui se développent à l'occasion des forts étiages d'été et du début de l'automne, sur des sols sableux à graveleux (banc de galets) riches en nutriments ou sur des sols limoneux et argileux riches en azote. Composés de plantes herbacées annuelles, ces milieux se trouvent en marges des berges exondées	3170
Mégaphorbiaies : milieux herbacés installés sur des sols frais à humides, souvent dominés par des grandes herbes. Milieux diversifiés sur le site, localisés en bordure de rivière et de fossés, ainsi qu'au niveau des lisières et au sein même des forêts alluviales	6430
Deux habitats forestiers riverains	
Forêts alluviales de bordure de rivière dominées par l'Aulne, le Frêne ou le Saule blanc: boisements des secteurs les plus dynamiques et inondés fréquemment	91E0*
Forêts alluviales des hauts de berge, dominées par le Chêne pédonculé, le Charme, le Frêne, les Tilleuls et les Ormes: boisements des secteurs moins fréquemment inondés (crues décennales)	91F0

Le tableau suivant présente les habitats d'espèces d'intérêt communautaire identifiés sur l'ensemble du site Natura 2000 :

Habitats d'espèces	Code Natura 2000	Livre Rouge National
Poissons		
Esturgeon européen *Acipenser sturio*	1101*	En danger
Alose feinte *Alosa fallax*	1103	Vulnérable
Grande Alose *Alosa alosa*	1102	Vulnérable
Bouvière *Rhodeus amarus*	1134	Non inscrit
Lamproie de Planer *Lampetra planeri*	1096	Vulnérable
Lamproie de rivière *Lampetra fluviatilis*	1099	Vulnérable
Lamproie marine *Petromyzon marinus*	1095	En danger
Saumon Atlantique *Salmo salar*	1106	Vulnérable
Toxostome *Chondrostoma toxostoma*	1126	Vulnérable
Chabot *Cottus gobio*	1163	
Reptiles		
Cistude d'Europe *Emys orbicularis*	1220	
Mammifères		
Loutre d'Europe *Lutra lutra*	1355	
Vison d'Europe *Mustela lutreola*	1356	
Insectes (odonates)		
Cordulie splendide *Macromia splendens*	1036	
Cordulie à corps fin *Oxygastra curtisii*	1041	
Agrion de mercure *Coenagrion mercuriale*	1044	
Gomphe de Graslin *Gomphus Graslinii*	1046	
Plantes		
Angélique à fruits variables *Angelica heterocarpa*	1607*	Vulnérable

* : Espèce prioritaire

<u>Les objectifs de conservation</u>

Ils sont définis dans le DOCOB de la manière suivante :

Pour l'ensemble des habitats naturels d'intérêt communautaire, les orientations sont listées dans le tableau suivant :

Habitats naturels	Code Natura 2000	Orientations générales de gestion
Habitats des secteurs d'eaux calmes		• La restauration de la dynamique fluviale par des débits et de l'espace pour l'expression des habitats • La mise en œuvre de pratiques permettant d'éviter la dissémination et l'expansion des espèces invasives. • Sensibiliser les riverains aux bonnes pratiques de gestion de la végétation alluviale • La restauration de ripisylve ou milieux alluviaux lorsqu'ils ont disparus • La mise en place de zones tampons au niveau des terrains riverains • La maîtrise foncière et la mise en place d'une gestion patrimoniale sur les espaces remarquables. • La restauration de certains habitats dégradés (notamment au niveau des annexes hydrauliques ou des mares) • L'adaptation des aménagements et de la fréquentation du site à la sensibilité des milieux • L'amélioration des connaissances pour évaluer notamment l'influence de la variation des niveaux d'eau (liée aux éclusées) dans l'évolution des habitats. • L'information et la sensibilisation de tous.
Gazons amphibies	3130	
Végétation des eaux stagnantes	3150	
Habitats des secteurs des eaux courantes		
Végétation à renoncules des rivières	3260	
Habitats des milieux alluviaux		
Végétation des berges vaseuses	3270	
Mégaphorbiaies hygrophiles	6430	
Forêts galeries alluviales	91E0	
Forêts mixtes des grands fleuves	91F0	

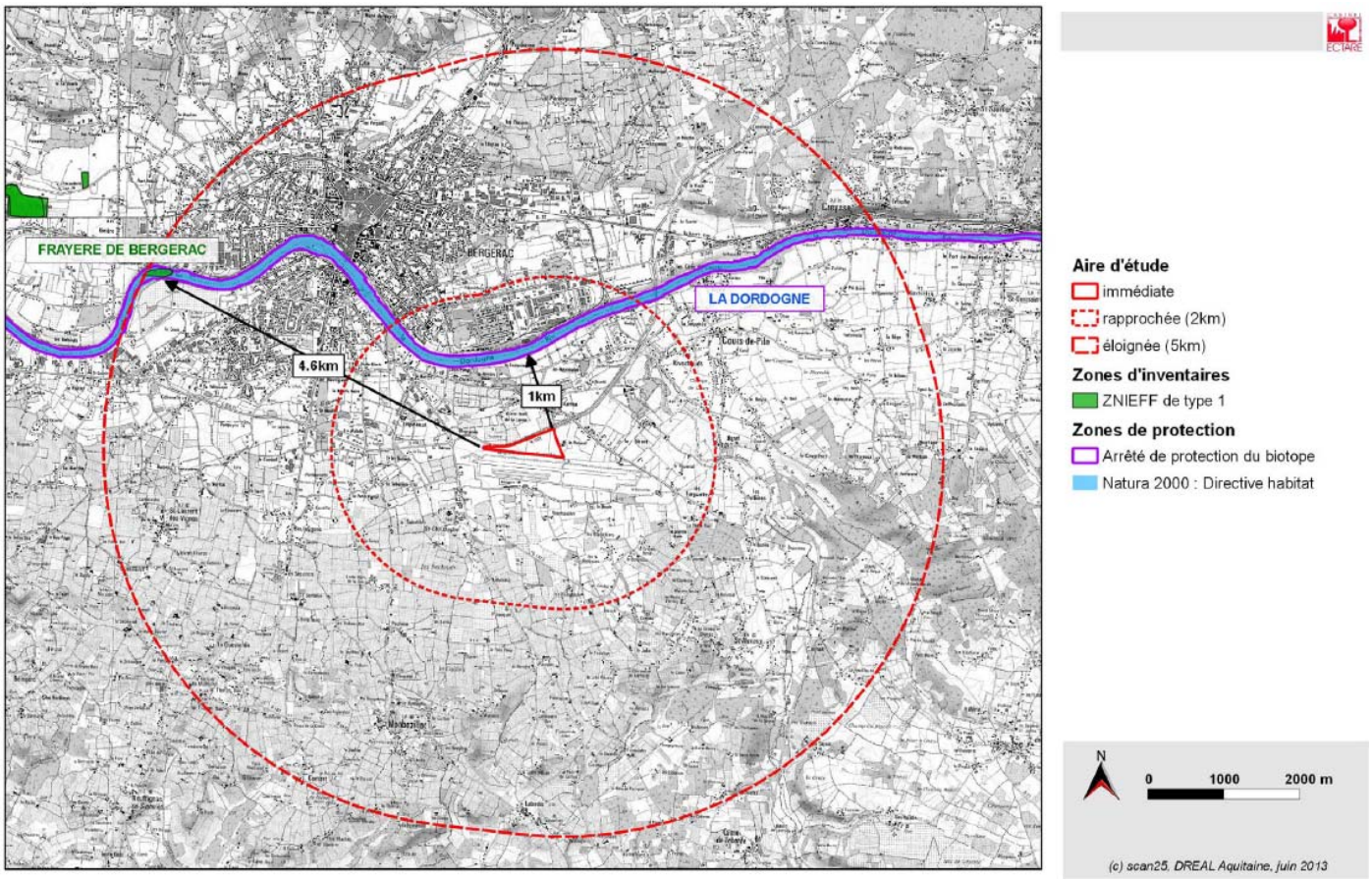
Pour les habitats des espèces d'intérêt communautaire, ces orientations sont :

Habitats des espèces de l'annexe II	Code Natura 2000	Orientations générales de gestion
10 Poissons		
Esturgeon européen	1101	• Protéger les secteurs de frayères • Maintien d'une bonne qualité de l'eau et des sédiments
Saumon atlantique	1106	• Assurer la libre circulation dans les deux sens • Protéger les secteurs de frayères • Maintien d'une bonne qualité de l'eau • Redonner un régime hydrologique plus naturel à la Dordogne (suppression des éclusées à l'aval d'Argentat, restauration des débits morphogènes et de débits d'appel printaniers)
Lamproie marine	1095	• Assurer la libre circulation dans les deux sens • Protéger les secteurs de frayères • Maintien d'une bonne qualité de l'eau et des sédiments • Maintien d'une dynamique fluviale pour assurer la fonctionnalité du biotope (Restauration de débits morphogènes pour garantir la présence de sédiments grossiers) • Redonner un régime hydrologique plus naturel à la Dordogne (suppression des éclusées à l'aval d'Argentat)
Lamproie fluviatile	1099	• Protéger les secteurs de frayères • Maintien d'une bonne qualité de l'eau et des sédiments • Redonner un régime hydrologique plus naturel à la Dordogne (suppression des éclusées à l'aval d'Argentat) • Assurer la libre circulation dans les deux sens
Grande Alose	1102	• Maintenir la continuité piscicole sur l'axe Dordogne • Protéger les secteurs de frayères • Maintien d'une bonne qualité de l'eau et des sédiments
Alose feinte	1103	• Maintenir la continuité piscicole sur l'axe Dordogne • Protéger les secteurs de frayères • Maintien d'une bonne qualité de l'eau et des sédiments
Toxostome	1126	• Redonner un régime hydrologique plus naturel à la Dordogne (suppression des éclusées à l'aval d'Argentat, restauration des débits morphogènes) • Améliorer la connectivité des tributaires au cours principal • Maintien d'une bonne qualité de l'eau et des sédiments
Lamproie de planer	1096	• Suppression des fortes fluctuations en provenance de l'amont (éclusées) pour éviter les phénomènes de piégeage des larves et les exondations de frayères. • Aménager les obstacles sur les affluents • Maintien d'une bonne qualité de l'eau et des sédiments • Interdire les rectifications et curages (particulièrement sur les affluents) qui détruisent les habitats de reproduction des géniteurs et de vie des amnocètes.

Habitats des espèces de l'annexe II	Code Natura 2000	Orientations générales de gestion
Bouvière	1134	• Maintien d'une dynamique fluviale pour assurer la fonctionnalité des systèmes latéraux • Limitation des fortes et fréquentes fluctuations de débit (éclusées) pour améliorer la connectivité des annexes fluviales • Restaurer les connexions des sites de reproduction potentiels (couasnes, bras secondaires) • Informer et sensibiliser
Chabot	1163	• Maintien d'une bonne qualité de l'eau et des sédiments
1 Reptile		
Cistude d'Europe	1220	• Eviter le dérangement et le sur piétinement des secteurs propices à l'espèce (bras mort).
2 Mammifères		
Loutre d'Europe	1355	• Maintenir, préserver et restaurer l'espace rivulaire (végétation des berges, forêts alluviales) • Maintenir des zones de tranquillité dans les portions de rivière les plus sauvages • Favoriser des chemins sinueux aux accès ponctuels au bord de l'eau. • Conservation des annexes hydrauliques (Bras mort, chenaux et Isle, zones humides) • Maintenir ou restaurer la qualité des eaux
Vison d'Europe	1356	• Maintenir, préserver et restaurer l'espace rivulaire (végétation des berges, forêts alluviales) • Maintenir des zones de tranquillité dans les portions de rivière les plus sauvages • Favoriser des chemins sinueux aux accès ponctuels au bord de l'eau. • Conservation des annexes hydrauliques (Bras mort, chenaux et Isle, zones humides) • Maintenir ou restaurer la qualité des eaux
4 Insectes		
Cordulie splendide	1036	• Lutte contre les pollutions chimiques (pesticides, insecticides..) • Protéger et restaurer un espace rivulaire pour assurer un espace de vie pour les odonates. • L'amélioration des connaissances par rapport à l'impact des éclusées sur le stade larvaire
Cordulie à corps fin	1041	
Agrion de mercure	1044	
Gomphe de Graslin	1046	
1 Plante		
Angélique des estuaires	1607	• Eviter la fragmentation et l'artificialisation des berges du territoire d'implantation en favorisant les conditions de maintien de l'espèce

Situation du projet

Situation du projet par rapport aux limites du site FR7200660 *(source : Groupe Langa – Aménagement d'un parc photovoltaïque sur la commune de Bergerac (24) – Etude d'impact – Juillet 2013)*



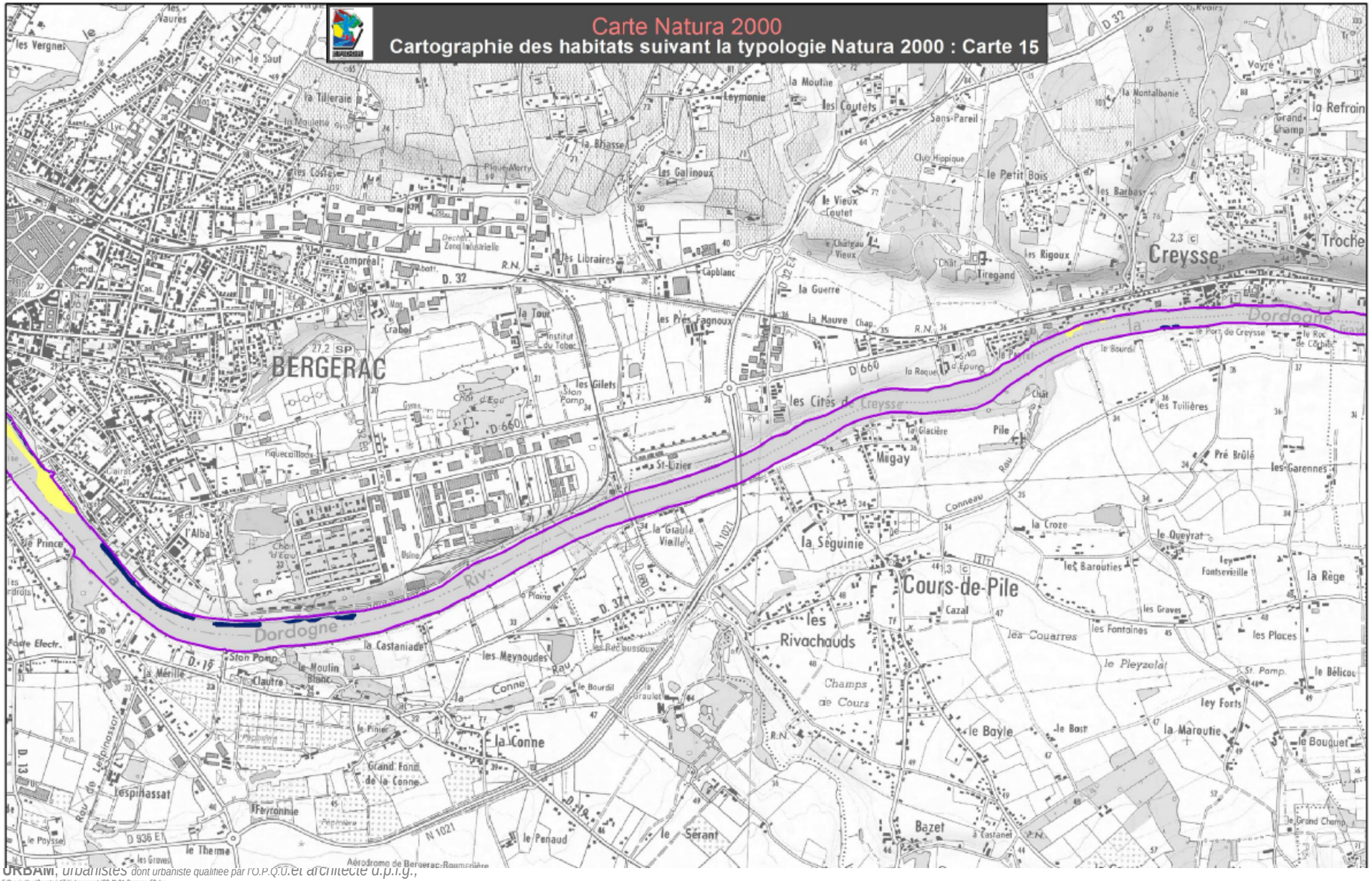
Le projet d'aménagement d'un parc photovoltaïque à proximité de l'aéroport de Bergerac-Roumanière, qui justifie la présente procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU, ne se trouve pas dans la zone Natura 2000 telle que définie au DOCOB. La limite de la zone UX se trouve à environ 1 km des limites du site.

<u>Situation du projet vis-à-vis des habitats et habitats d'espèces présents</u>

La cartographie des habitats et habitats d'espèce du DOCOB montre qu'il n'y a pas d'habitat d'intérêt communautaire ni d'habitats d'espèce d'intérêt communautaire au droit du projet ni à sa toute proximité (carte page suivante).

Au niveau de BERGERAC, le lit mineur de la Dordogne se trouve enchâssé entre des talus abrupts dont la hauteur varie entre 15 et 25 m et qui prennent localement la structure de falaise. Il n'y a pas de bras secondaire ou zone humide associée à la rivière. L'habitat « Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (code UE 6430) » n'est pas présent à BERGERAC de même que les espèces qui lui sont inféodées comme l'Agrion de Mercure ou la Cordulie à corps fin.

Les formations boisées denses qui colonisent le talus de bords de Dordogne sont constituées d'essences ligneuses très diverses selon que l'on se trouve en bas du talus près du fleuve ou en haut du talus mais aussi selon la pression qui est exercée par les riverains. On notera la forte présence d'essences exogènes qui témoigne de la forte empreinte humaine historique dans ce secteur du fleuve. Ces habitats rivulaires ne peuvent pas être considérés comme des habitats d'intérêt communautaire de type « Forêts alluviales de bordure de rivière dominées par l'Aulne, le Frêne ou le Saule blanc: boisements des secteurs les plus dynamiques et inondés fréquemment » ou « Forêts alluviales des hauts de berge, dominées par le Chêne pédonculé, le Charme, le Frêne, les Tilleuls et les Ormes ».


Carte Natura 2000
Cartographie des habitats suivant la typologie Natura 2000 : Carte 15
BERGERAC
Creysse
Cours-de-Pile
Dordogne
la Conne
les Rivachauds
Champs de Cours
Bazet
le Sérant
le Penaud
Espinassat
la Castaniade
les Meynoudes
la Séguinie
Mégay
les Cités de Creysse
les Libraires
la Tour
les Près Fagnoux
la Guerre
la Mauve
Capblanc
Tiregand
les Rigoux
les Gilets
St-Lizier
la Gaule Vieille
le Bourdil
le Moulin Blanc
Grand Fond de la Conne
le Pinier
le Bayle
le Bast
la Maroutie
le Bouquet
les Fontaines
les Couarres
les Barouties
les Graves
les Places
le Pleyzelat
la Rège
les Garennes
les Tuilières
le Queyrat
la Croze
Pré Brûlé
le Port de Creysse
le Roc de Cénac
le Bourdil
la Refroin
Troche
les Coutets
le Petit Bois
le Vieux Coutet
Sans-Pareil
la Montalbanie
la Moutie
Leymonie
la Blasse
les Galinoux
Lampréal
les Barbas
Grand Champ
le Grand Champ
Aérodrome de Bergerac-Roumanière

Incidences du projet sur les habitats, habitats d'espèces et espèces d'intérêt communautaire et mesures prises

Sur les habitats et habitats d'espèces

Le projet d'aménagement d'un parc photovoltaïque à proximité de l'aéroport de Bergerac-Roumanière s'accompagne de la modification du zonage au PLU dans ce secteur.

La zone UX (secteur UXph) est une zone à vocation d'accueil d'activités liées aux activités de l'aéroport de Bergerac-Roumanière. C'est déjà une zone ayant vocation à être pour tout ou partie artificialisée.

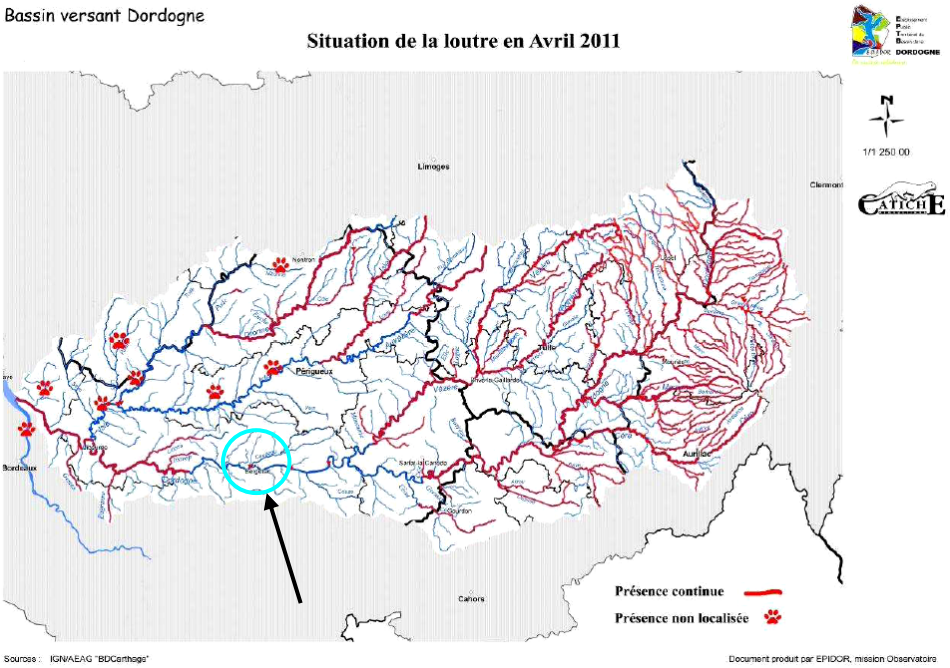
Le projet ne concerne pas le lit mineur du fleuve ni ses berges, il en est éloigné d'environ 1 km.

Le projet n'aura pas d'incidence sur la protection des habitats rivulaires présents dans ce secteur. Il n'aura aucune incidence directe ou indirecte sur les habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire présents dans la zone Natura 2000.

Sur les espèces

Il n'y a pas de zone humide sur les terrains visés par le projet, en conséquence, la cistude et les quatre odonates d'intérêt communautaire inféodés aux zones humides ne seront pas impactées par le projet. D'autre part, l'angélique des estuaires n'est pas présente à ce niveau de la rivière.

La loutre et le vison ne sont pas présents dans cette partie du cours d'eau selon l'étude *(cf carte ci-dessous).* Le projet n'aura donc pas d'incidence sur ces espèces. Le projet n'impact aucune zone humide ni les berges de la Dordogne, il n'aura donc pas d'impact sur les potentialités de reconquête du cours d'eau pas ces espèces.



Le projet ne génère aucun rejet d'eau usée, ni aucun rejet gazeux, il n'émet pas de bruit. Il n'émettra aucun polluant susceptible d'avoir une incidence sur la biologie des espèces présentes dans la zone Natura 2000.
Le projet n'aura donc aucune incidence directe sur les poissons en général et les migrateurs amphihalins en particulier. Il n'aura aucune incidence sur les autres espèces de la zone Natura 2000, toutes inféodées au milieu aquatiques ou aux habitats rivulaires.

La compatibilité du projet avec les objectifs de conservation du site

Concernant les espèces aquatiques, un des objectifs de conservation consiste à « maintenir la qualité de l'eau et des sédiments ». Le projet ne génère aucun rejet d'eaux usées.

L'étude d'impact du projet de parc photovoltaïque nous indique que :
« *La réalisation du projet pourrait conduire à une modification localisée des conditions de ruissellement des eaux de surface :*

- *soit par la modification des conditions d'infiltration des eaux (pas d'imperméabilisation mais interception des gouttes de pluie par les panneaux),*
- *soit par l'interruption des écoulements jusqu'aux cours d'eau récepteur, par le passage ou l'implantation d'une infrastructure du projet au travers d'un axe d'écoulement.*

Les eaux collectées par les fossés périphériques s'infiltrent ou rejoignent les fossés en aval, en bord de voirie. Ces fossés ne sont pas en eau de manière permanente, ils servent à recueillir les eaux de ruissellement du secteur lors de précipitations. L'ensemble de ces fossés est conservé dans le cadre du projet et aucune implantation d'infrastructures ne sera réalisée dans leur fond.
Ainsi, l'implantation du projet n'aura aucun impact sur la continuité des écoulements. La faible surface au sol des pieux, le faible volume dans l'espace des pieds des tables et leur espacement de 5 m entre les rangées permet également de garantir le libre écoulement des eaux vers leurs exutoires naturels.
Afin de ne pas provoquer de modification des ruissellements des eaux de surface dans le secteur, en supplément des mesures précédentes pour assurer la continuité des écoulements, le projet a adopté les mesures suivantes :

- *les panneaux photovoltaïques ou modules seront placés à une hauteur de 0,5 m minimum pour permettre le développement normal de la végétation en dessous ;*
- *les tables ne sont pas jointées les unes aux autres (l'eau peut s'écouler entre elles), elles sont de dimensions réduites et enfin, le mouvement d'inclinaison des trackers évitera la formation de rigoles d'érosion et l'accélération de l'eau de pluie sur les modules ;*
- *les allées entre les rangées sont enherbées et larges d'au moins 3 m, formant ainsi un espace exempt d'infrastructures et donc relativement naturel ;*
- *la couverture du sol sera conservée enherbée, avec pour principal avantage de freiner les vitesses d'écoulement ;*
- *aucun travail des sols préalable ne sera réalisé (hormis le sur-semis éventuel) pour garantir le maintien d'une bonne cohérence des sols,*
- *aucune modification de la topographie générale des lieux ne sera pratiquée (conservation stricte de la topographie initiale des parcelles, dont le talus au nord et les fossés).*

L'imperméabilisation de la parcelle sera limitée aux postes, soit moins de 100 m² et aux pieux (1735 m²), cette surface étant répartie sur 16 ha. Aucune autre zone ne sera imperméabilisée. Le parking et la piste seront perméables. »

En conséquence, le projet n'aura pas d'incidence notable sur la qualité des eaux de la Dordogne ni sur les conditions de ruissellement locale des eaux.

Une des autres orientations de conservation du DOCOB est le maintien des milieux rivulaires en bon état et la limitation de leur fréquentation anarchique. Le projet se trouve à 1 km des berges de la Dordogne.

Le projet est donc compatible avec les orientations de conservation des espèces rivulaires.

Conclusion

Le projet ne touche aucune zone humide ni aucun habitat d'espèce d'intérêt communautaire.
Le projet respecte les orientations de conservation du site en assurant le maintien des milieux rivulaire et la conservation de la qualité des eaux.
Le projet n'aura donc aucune incidence directe sur les habitats, habitats d'espèce et espèce d'intérêt communautaire présent dans le site FR7200660.

6.2 ANALYSE DE L'ENSEMBLE DES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES DE LA CREATION DU NOUVEAU ZONAGE SUR L'ENSEMBLE DES DIMENSIONS ENVIRONNEMENTALES QUI PEUVENT ETRE CONCERNÉES

Dimension	Domaine	Analyse des incidences environnementales « Roumanière »
Protection du patrimoine naturel	Espèce et habitats à enjeu de conservation (hors Natura 2000)	Le projet se trouve en dehors de toute zone de protection ou zonage d'inventaire du patrimoine naturel. Le lit mineur de la Dordogne au niveau de BERGERAC a fait l'objet d'un Arrêté de Protection de Biotope en date du 3 décembre 1991, de Cazoules à Saint-Pierre-d'Eyraud : il porte sur la conservation des habitats à usage de zone de frai ou de nourrissage, ou abri pour le saumon, l'alose feinte et la grande alose, les lamproies fluviatiles et marines. Le projet ne touche pas le lit mineur de la Dordogne, il permet le maintien de la qualité des eaux (cf infra). ➔ **Incidence de la déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU nulle**
Ecologique	Milieux naturels	La présente déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU n'a pas pour objet de consommer de nouveaux espaces naturels ou agricoles, le changement d'affectation des sols concerne une zone ayant déjà pour vocation l'accueil d'activités industrielles. Les terrains d'implantation du projet sont composés essentiellement de milieux ouverts soumis à un entretien par fauche dont l'intérêt a été considéré comme moyen à faible dans l'étude d'impact du projet. ➔ **Incidence de la déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU faible**
	Espèces	Selon l'étude d'impact du projet, la grande majorité des espèces végétales rencontrées sur les terrains du projet peuvent être considérées comme communes à très communes. Cependant, une partie de la jachère post-culturale prenant place en partie Est du site accueille d'importantes stations du lotier grêle (Lotus angustissimus subsp. angustissimus) espèce annuelle protégée à l'échelle régionale. L'espèce étant relativement commune malgré son statut, l'enjeu est considéré comme faible d'autant que seule une partie de la station sera perturbée par le projet durant la phase travaux. Aucune espèce animale d'intérêt patrimonial n'a été identifiée sur le site. Le projet sera protégé visuellement sur ses façades Nord et Est par une haie vive d'environ 2 m de haut, composée d'essences locales attractives pour les insectes et les oiseaux. Les espaces inter-rangées ne subiront aucune végétalisation ou traitement particulier. L'espacement des rangées permettra alors un retour des espèces végétales typiques de la zone d'implantation du projet. ➔ **Incidence de la déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU faible**
Pollution	Air, eaux, sols	Le projet n'émet aucun rejet gazeux ou aqueux, il ne rejette aucun polluant que cela soit solide ou liquide. ➔ **Incidence de la déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU nulle**
	Déchets	Le projet ne génère aucun déchet en phase d'exploitation. Les déchets de chantier seront traités par des entreprises spécialisées. ➔ **Incidence de la déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU nulle**
Ressources naturelles	Eau (adduction en eau potable)	Le projet ne consomme pas d'eau. ➔ **Incidence de la déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU nulle**
	Sols et espace	Le projet s'implante sur des terrains ayant déjà une vocation industrielle. ➔ **Incidence de la déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU nulle**
	Energie et matières premières	Le projet possède un bilan énergétique positif, il est producteur d'énergie. ➔ **Incidence de la déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU positive**
Sécurité		Le projet ne présente aucun risque pour la santé humaine ou la salubrité publique. ➔ **Incidence de la déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU nulle**

Dimension	Domaine	Analyse des incidences environnementales « Roumanière »
Cadre de vie	Paysage	Le projet sera protégé visuellement sur ses façades Nord et Est par une haie vive d'environ 2 m de haut, composée d'essences locales. Les espaces inter-rangées ne subiront aucune végétalisation ou traitement particulier. L'espacement des rangées permettra alors un retour des espèces végétales typiques de la zone d'implantation du projet, ce qui diminuera l'impact visuel des châssis métalliques. ➔ **Incidence de la déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU nulle**
	Nuisances	Le projet n'émet aucun rejet aqueux ou gazeux. Le projet ne fait pas de bruit, il ne génère pas de circulation automobile. ➔ **Incidence de la déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU nulle**
Patrimoine	Sites et monuments	Le projet se trouve en dehors de toute zone de protection des sites et des paysages ainsi que du patrimoine bâti. ➔ **Incidence de la déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU nulle**

Conclusion : Ainsi, on notera l'absence d'incidences notables significatives de la présente déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU **sur l'environnement**.

6.3 CONCLUSION

Ainsi, le projet présenté ne remet pas en cause l'équilibre général du document d'urbanisme applicable.

7
PIECES MODIFIEES

La pièce modifiée devra être substituée à celle du dossier de PLU actuellement en vigueur, dès l'approbation de la présente mise en compatibilité.

La mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme envisagée porte sur la pièce suivante :

Pièce du dossier de PLU	N° de la pièce modifiée	Page ou secteur (s) modifié(s)
2 – Projet d'Aménagement et de Développement Durable	2	Sommaire Pages 15 et 16
4.1 – Règlement : pièce écrite	4.1	Le chapeau de la zone UX Les articles 2, 6, 7, 8, 11 et 12 du secteur UXph
4.2 - Règlement : pièces graphiques (zonage)	4.2	Secteur de « Roumanière » : la zone UX dédiée au site de l'aéroport est classée pour partie en secteur UXph (partie nord)

➔ **Voir les pièces modifiées dans le volet n°2 du dossier.**

8
ANNEXES

Annexe 1 : Etude ex L.111-1-4, aujourd'hui L.111-6 du code de l'urbanisme réalisée à l'occasion de la réalisation de la rocade sud de Bergerac (RD936E1) – Citadia – Décembre 2008

Annexe 2 : Courrier du Conseil Départemental de la Dordogne en date du 10 Août 2016

PLU DE Bergerac

Département de la Dordogne

Commune de Bergerac

Elaboration du **P**lan **L**ocal d'**U**rbanisme

DCM lançant l'élaboration : 15 décembre 2004

Projet arrêté : 12 juillet 2007

Projet approuvé : 10 décembre 2008

1.2 - Etude L.111-1-4 Amendement Dupont

Cachets et visas

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Municipal du 10 décembre 2008 approuvant le Plan Local d'Urbanisme

CITADIA

CITADIA CONSEIL SUD OUEST
1029 Bd Blaise Doumerc
82000 MONTAUBAN
Tél. 05 63 92 11 41
Fax 05 63 93 25 47
citadiasudouest@wanadoo.fr
Site : www.citadia.com

ETUDES L.111-1-4 REALISÉES

Nom de la voie	Section concernée	Lieux-dit	Distance par rapport à l'axe de la voie (m)	Bureau d'étude	Mise en oeuvre par modification ou révision simplifiée
R.N. 21 – Sud	du giratoire du Terme à la limite de la commune	Saint-Christophe	25/35 m		
R.D 933	du giratoire de Bridet à la limite de la commune	Bridet Est	25/35 m	DDE Mai 1999	23 novembre 2000
RD 936-E1 (contournement Sud)	de la RD 933 à la RD 13	Vallade	35 m	Urbanisme Acoustique juillet 2000	
RN 21 Nord	800 mètres au niveau de Pombonne Ouest	Pombonne Ouest	"Observer un recul suffisant pour obtenir un rapport d'échelle satisfaisant entre bâti et espace libre"	DDE Mai 1999	14 décembre 2001
RD 936 – E-1 (contournement Sud)	à hauteur des lieux-dits	Les Sardines Petit Brousse La Mouthe Bridet Sud	25 m 35 m 35 m 35 m	Urbanisme Acoustique Juillet 2000	
RD 660 (route de Lalinde)	De l'allée des Grands Ducs à la limite de la commune	Les Gilets	10 m de l'alignement	DDE Mai 1999	30 mai 2005
R.D. 936 E1	parcelle section BS n° 243	Petit Brousse	35 m	Urbanisme et Acoustique Juillet 2000	8 décembre 2005
R.N. 21	de la voie communale n° 205 (route de l'aéroport) à la R.D. n° 14 E2	Saint-Christophe Nord	25/35 m	DDE Mai 1999	
R.D. 936 E1	Entre la R.D. 936 E1 et le chemin de la Sabatière (V.C. n° 205) sur 200 mètres	Les Renards	25/35 m	Ville de Bergerac 2006	24 septembre 2007

Sommaire

PRÉAMBULE & EXPOSÉ DES MOTIFS....4

1.Etude L.111-1.4 – Amendement Dupont....4

a)Références juridiques....4

b)Contenu....4

c)Objectifs généraux....5

d)Champs d'application....5

2.Note de contexte de la présente étude....5

SITUATION – CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE....6

1.Situation générale....6

2.Contexte règlementaire : PLU & traduction de l'article L.111-1.4....7

a)Plan Local d'Urbanisme....7

b)Traduction de l'article L.111-1.4....9

STRUCTURE PHYSIQUE DU SITE D'ÉTUDE....11

1.Hydrogéomorphologie....11

a)Site RD936E1-Les Sardines....11

b)Site RD936E1-Feyronnie....11

2.Occupation du sol....11

a)Site RD936E1-Les Sardines....11

b)Site RD936E1-Feyronnie....13

CONTEXTE PAYSAGER....14

1.Eléments structurants du paysage et points d'appel....14

a)Site RD936E1-Les Sardines....14

b)Site RD936E1-Feyronnie....14

2.Séquences paysagères....15

a)Site RD936E1-Les Sardines....15

b)Site RD936E1-Feyronnie....15

FONCTIONNEMENT / DYSFONCTIONNEMENT DU SITE....18

1.Diagnostic accessibilité et sécurité....18

a)Site RD936E1-Les Sardines....18

b)Site RD936E1-Feyronnie....19

2.Diagnostic risques & nuisances....20

PROJET – PARTI D'AMÉNAGEMENT.....21

1.Les enjeux et objectifs du projet d'urbanisme.....21

2.Le parti d'aménagement.....21

PROPOSITIONS.....22

1.Principes généraux.....22

2.Propositions relatives au réglement des zones.....23

CONCLUSION.....30

Préambule & exposé des motifs

1. Etude L.111-1.4 – Amendement Dupont

a) Références juridiques

- La loi n°95-101 du 2 février 1995 sur le renforcement de l'environnement dite « Loi Barnier » (article 52)
- La loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux (article 200)
- La loi n°93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages
- La circulaire du 13 mai 1996 relative à l'application de l'article L.111-1.4 du Code de l'Urbanisme sur l'amendement Dupont
- L'article L.111-1.4 du Code de l'Urbanisme relatif à l'Amendement Dupont
- Les articles L.122-1 à L.122-5, L.151-1, L.151-2 et L.151-5 du Code de la Voirie routière et l'article R.1 du Code de la Route sur le classement des infrastructures routières.

b) Contenu

« En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du Code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.

Cette interdiction ne s'applique pas :

- *aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;*
- *aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;*
- *aux bâtiments d'exploitation agricole ;*
- *aux réseaux d'intérêt public.*

[...] (Loi n°2005-157 du 23 février 2005, art. 200) Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article [L.111-1.4 du Code de l'Urbanisme] lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Dans les communes dotées d'une carte communale, le conseil municipal peut, avec l'accord du préfet et après avis de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites, fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article au vu d'une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages. »

c) Objectifs généraux

L'amendement Dupont a pour objectifs de :

- Inciter les communes à promouvoir un urbanisme de qualité le long des voies routières les plus importantes,
- Lancer une réflexion préalable et globale sur l'aménagement futur des abords des principaux axes routiers,
- Finaliser un projet urbain qui trouvera sa traduction réglementaire dans les documents d'urbanisme locaux.

d) Champs d'application

Les dispositions de l'article L.111-1.4 du Code de l'Urbanisme sont applicables :

- à toutes les communes dont une partie du territoire longe une autoroute, une voie express, une déviation ou une route classée à grande circulation.
- aux espaces non urbanisés situés le long de ces voies.

2. NOTE DE CONTEXTE DE LA PRÉSENTE ÉTUDE

La commune de Bergerac s'est récemment engagée dans une procédure d'élaboration de Plan Local d'Urbanisme.

La commune de Bergerac est concernée dans sa partie Sud par une route classée déviation et trois routes classées à grande circulation, pour lesquelles l'article L.111-1.4 du Code de l'Urbanisme s'applique et impose :

- un recul des constructions de 100m à partir de l'axe des **RD936E1 et RN21.**
- un recul des constructions de 75m à partir de l'axe des **RD660 et RD933.**

➲ **Le but de la présente étude est d'intégrer à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme les dispositions permettant de déroger au recul de 100/75m imposé par l'article L.111-1.4 du Code de l'Urbanisme au niveau des RD936E1, RD933 et RN21 de la partie Sud de la ville de Bergerac.**

La présente étude garantit la prise en compte des différents points abordés dans l'article L.111-1.4 du Code de l'Urbanisme, à savoir :

- La protection contre les risques et les nuisances,
- La sécurité des riverains et des utilisateurs des infrastructures citées ci-dessus,
- La qualité des principes urbanistiques du site,
- La qualité architecturale et paysagère du site.

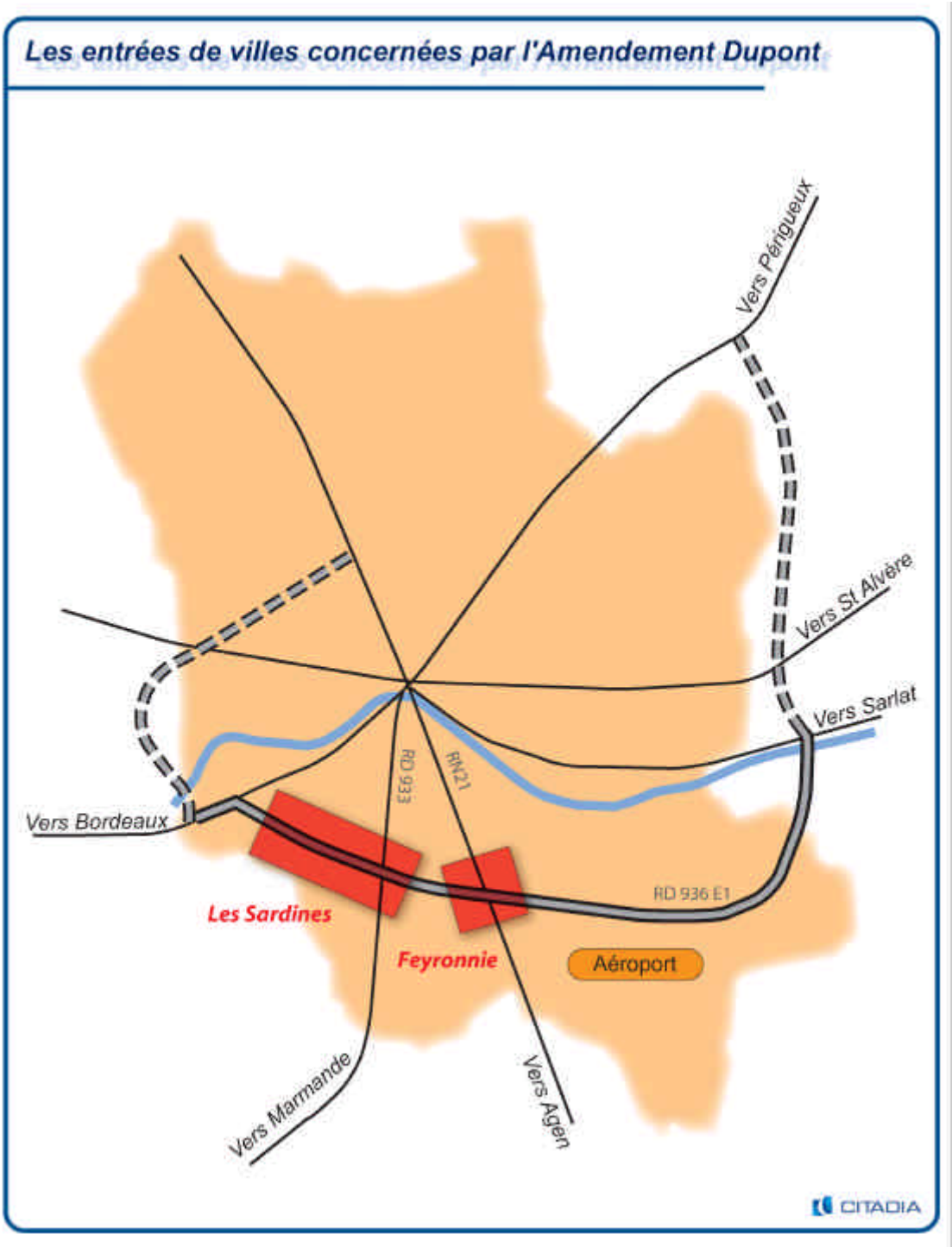
La présente analyse permet de :

➲ **Comprendre la logique de site (analyse de la structure spatiale et de la fonctionnalité du site) des zones aux abords des routes à grande circulation concernées par l'article L.111-1.4 du Code de l'Urbanisme.**

➲ **Justifier le choix de réduire la bande inconstructible de 100/75 m pour ces zones.**

Situation – Contexte réglementaire

1. Situation générale

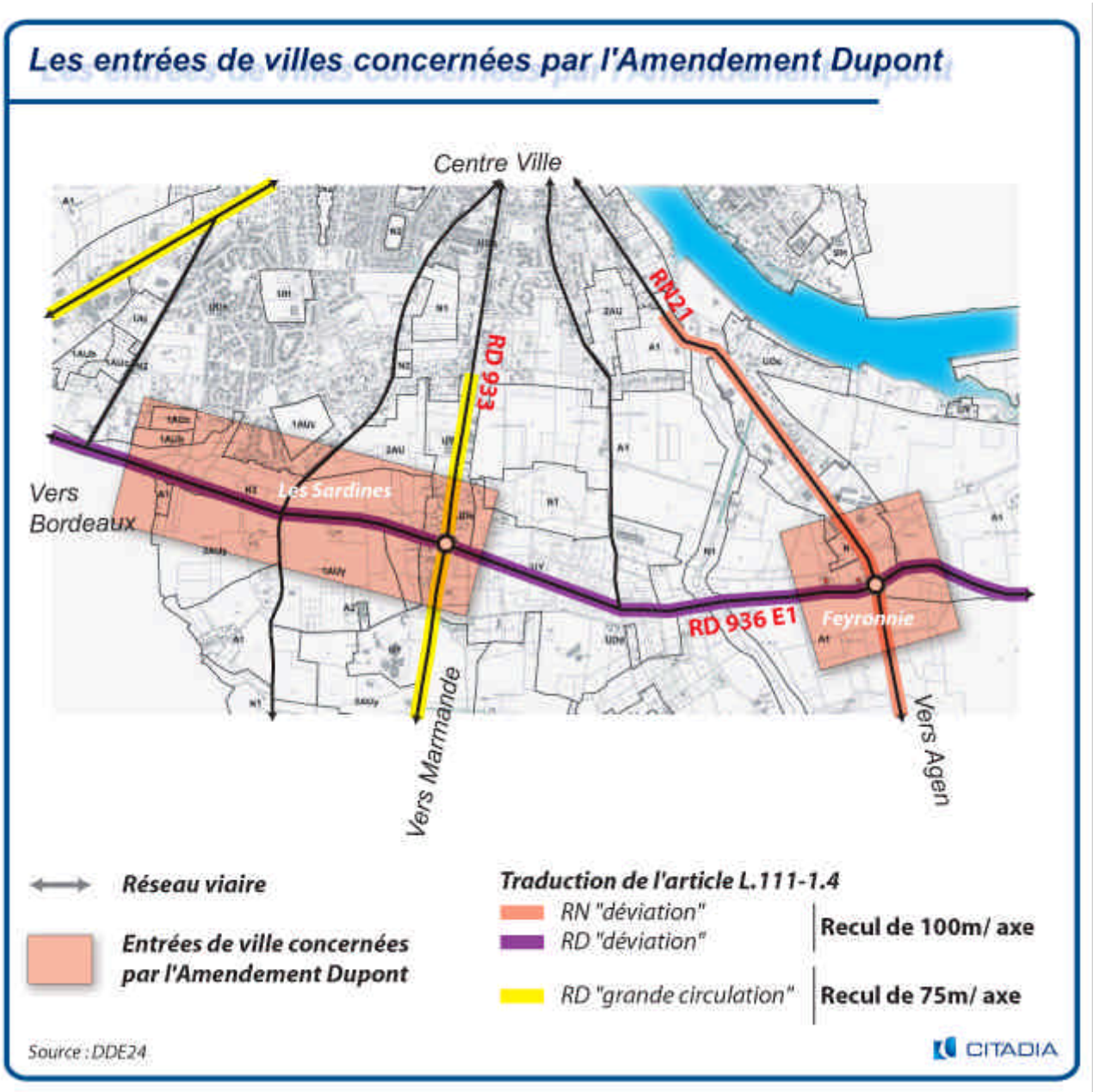


2. Contexte règlementaire : PLU & traduction de l'article L.111-1.4

a) Plan Local d'Urbanisme

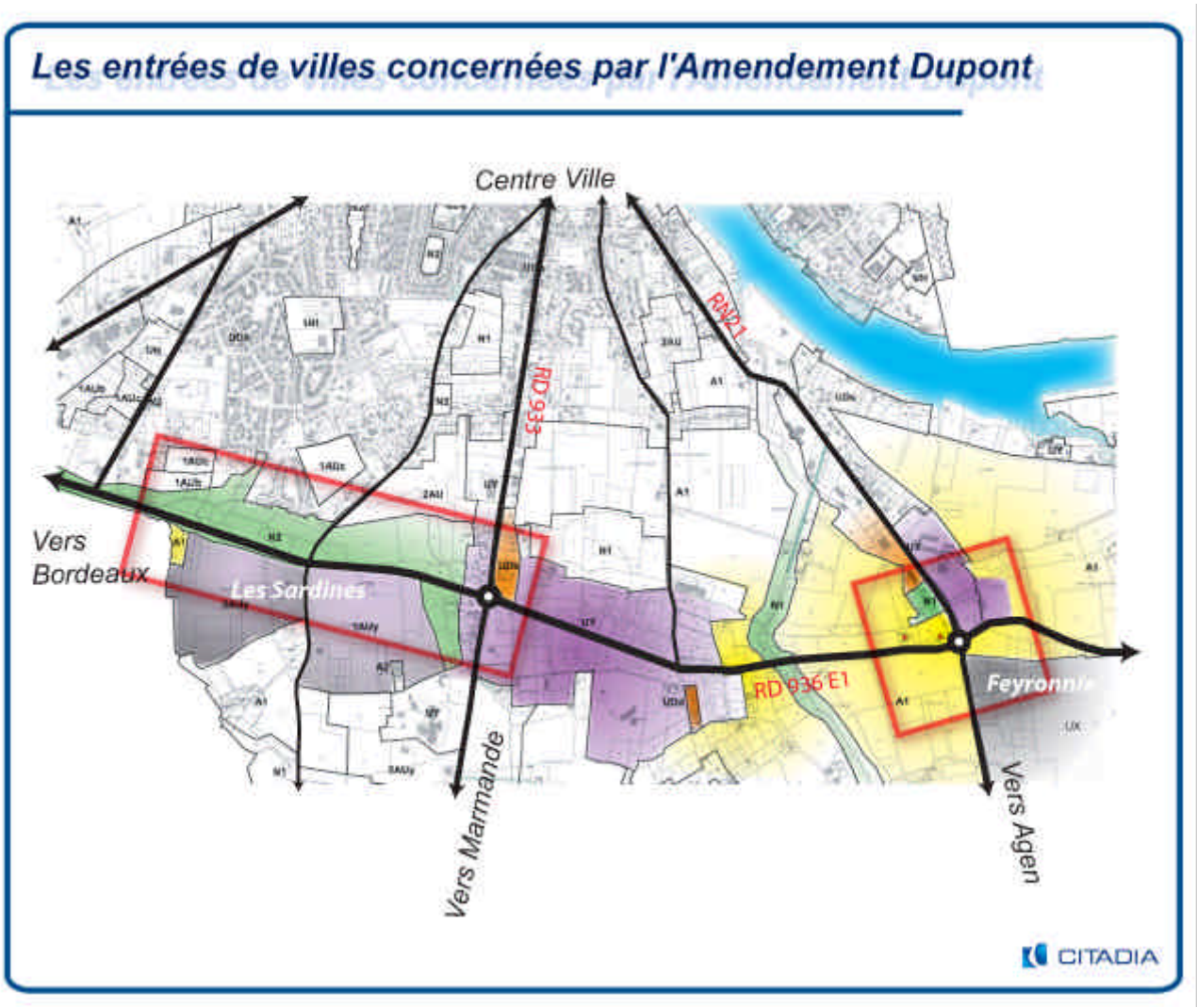
Les zones faisant l'objet de cette présente étude se concentrent au Sud de la commune de Bergerac, sur 2 sites :

- Le site "RD936E1 - Feyronnie" : carrefour entre la RN21Sud et la RD936E1.
- Le site "RD936E1 – Les Sardines" : le long de la RD936E1 entre le carrefour avec la RD933 et la VC5 (La Pélissonne).

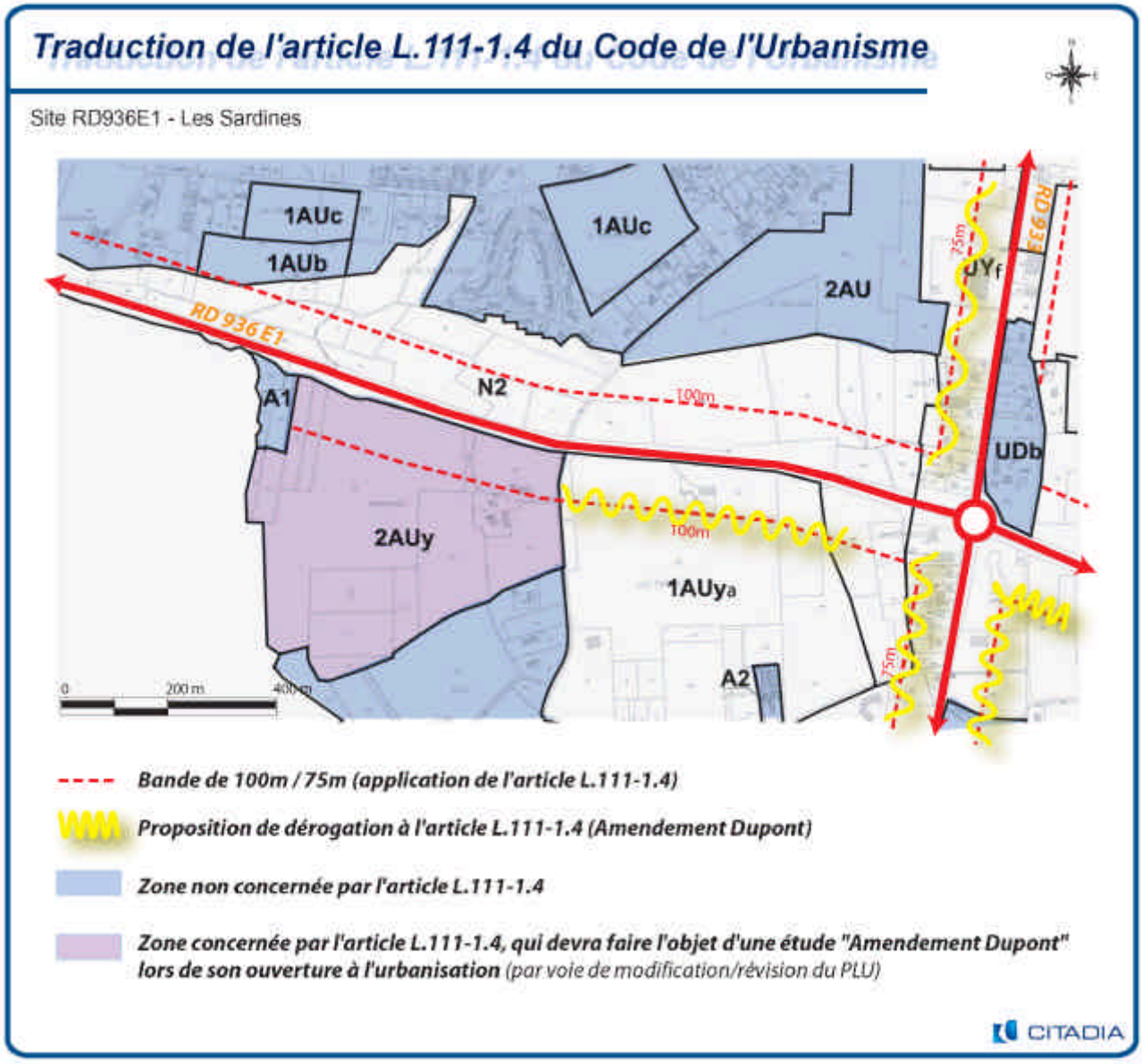


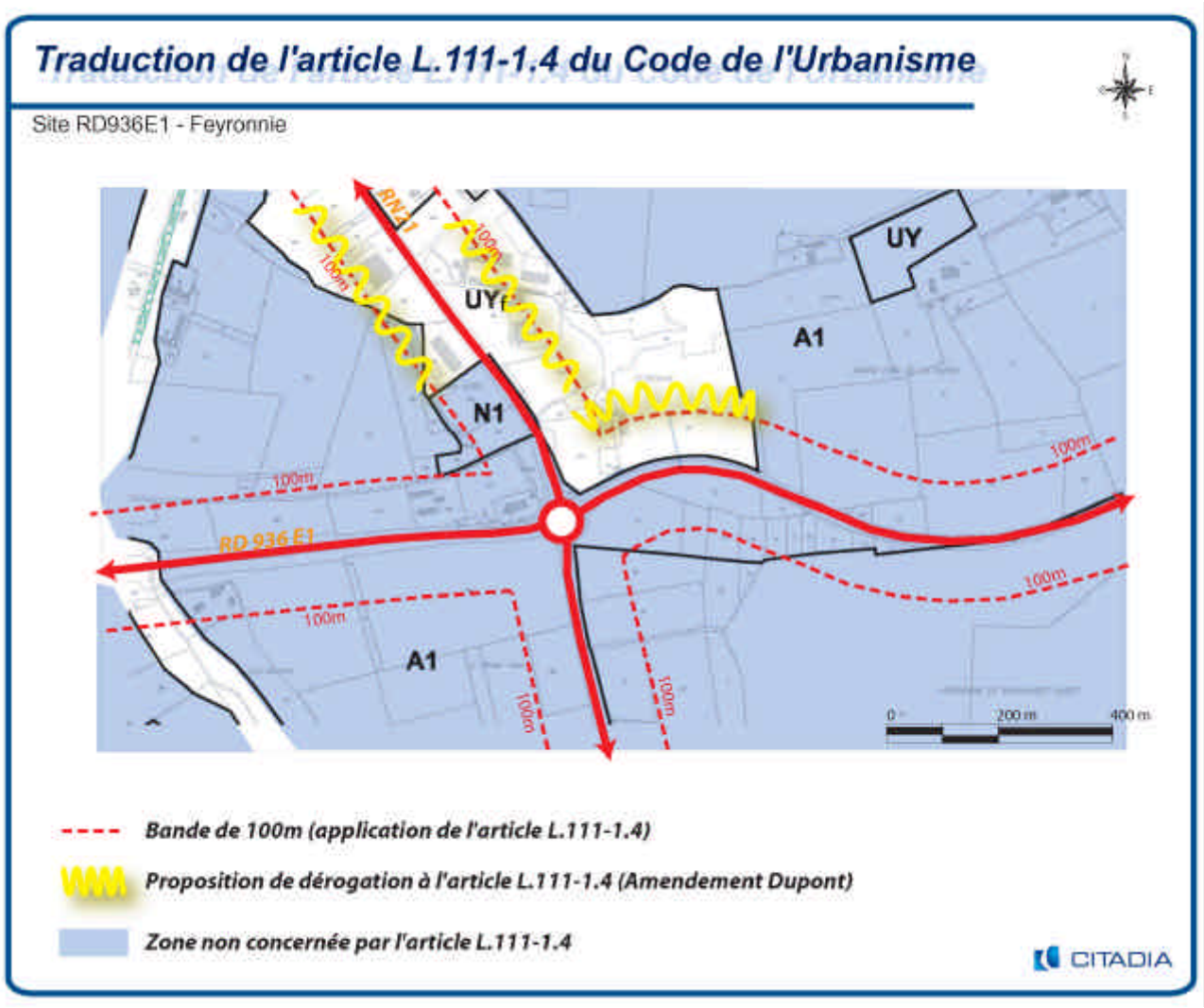
Divers types de zones au plan de zonage du Plan Local d'Urbanisme sont présentes sur le périmètre d'étude :

- zones d'activités, "UYf" et "UX",
- zones ouvertes à l'urbanisation à vocation d'activités, "1AUya",
- zones naturelles à vocation de loisirs, "N2".



b) Traduction de l'article L.111-1.4




Traduction de l'article L.111-1.4 du Code de l'Urbanisme
Site RD936E1 - Feyronnie
RN 1
UY
UYf
A1
N1
RD 936 E1
100m
0
200 m
400 m
Bande de 100m (application de l'article L.111-1.4)
Proposition de dérogation à l'article L.111-1.4 (Amendement Dupont)
Zone non concernée par l'article L.111-1.4
CITADIA

Structure physique du site d'étude

1. Hydrogéomorphologie

a) Site RD936E1-Les Sardines

La topographie le long de la RD936E1 est relativement plane. Il est à noter que l'axe de la départementale est légèrement encaissé, ses abords étant surmontés de talus d'une dénivellation oscillant entre 1 et 3m.

b) Site RD936E1-Feyronnie

Le giratoire de la Feyronnie est caractérisé par un accident topographique qui rompt avec le relief plan environnant. Cette dénivellation fait le lien avec l'agglomération qui suit une surface à la topographie légèrement ondulée.

2. Occupation du sol

a) Site RD936E1-Les Sardines

Le milieu non bâti est principalement à vocation agricole :

- les prairies et espaces libres parsemés de plantations dominent
- les cultures représentent d'importantes surfaces
- des parcelles de vignes s'intercalent dans cet espace agraire.

La végétation est variée et importante :

- les ripisylves accompagnant les petits cours d'eau sont composées de feuillus (frênes, peupliers, ...)
- les bosquets ceinturent les terres cultivées
- les haies et des alignements de feuillus agrémentent les jardins privés
- les rideaux d'arbres bordant la RD936E1.

Le milieu bâti est composé de :

- hameaux et écarts agricoles à l'architecture traditionnelle (R+C), agrémentés de jardins et de rideaux d'arbres
- tissu pavillonnaire de constructions récentes (R), agrémentées de petits jardins et bordées de haies
- tissu de constructions d'activités avec parkings et entrepôts, en particulier le long de la RD933
- tissu mixte et diffus de constructions hétérogènes , en particulier le long de la RD933: bâtiments d'artisanat, corps de ferme, habitations résidentielles à l'architecture standard.

Principes d'occupation du sol

Site RD936E1 - Les Sardines



Non bâti

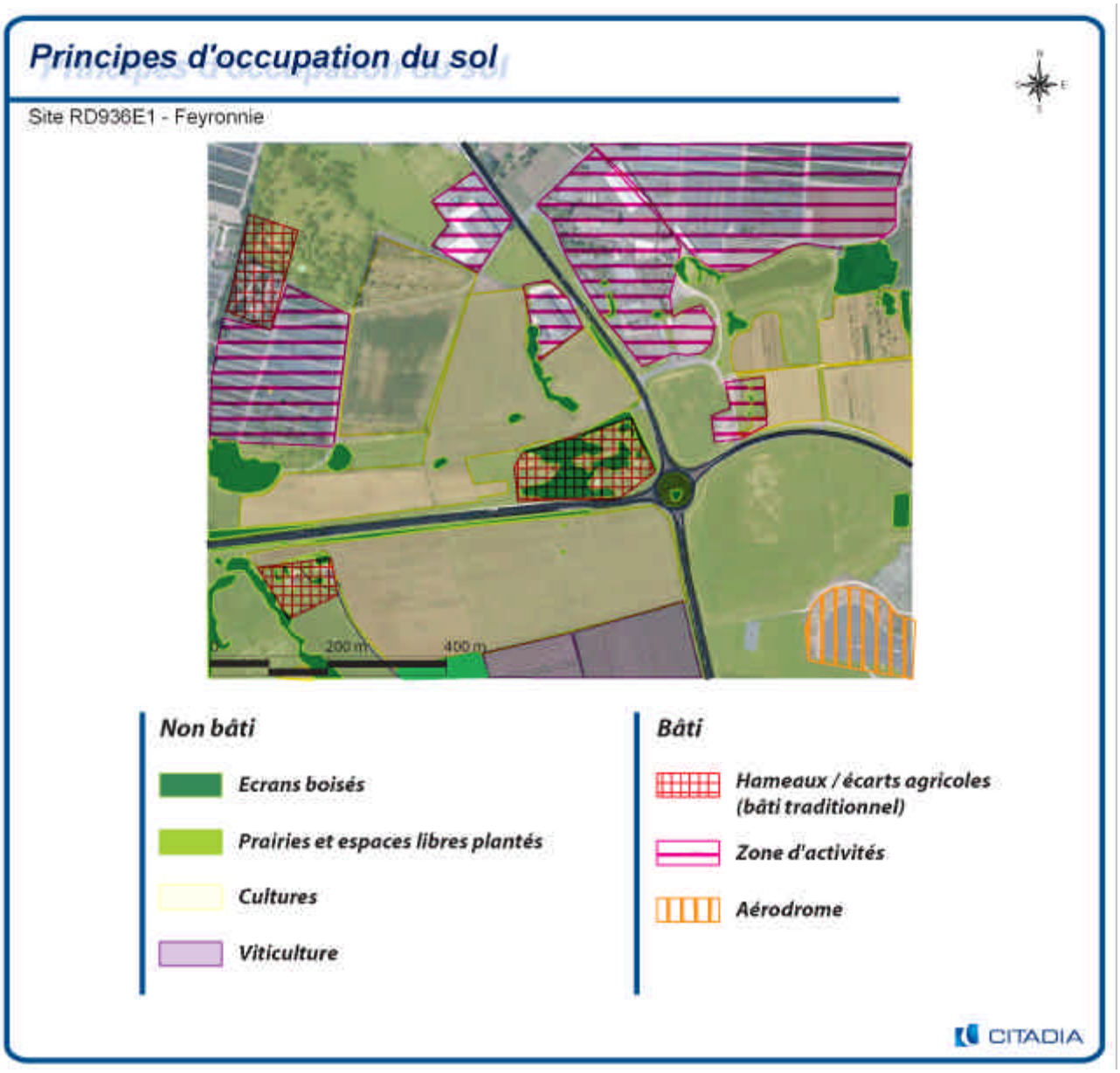
- Ecrans boisés
- Prairies et espaces libres plantés
- Cultures
- Viticulture

Bâti

- Hameaux / écarts agricoles (bâti traditionnel)
- Tissu pavillonnaire
- Zone d'activités
- Tissu mixte (pavillonnaire, corps de ferme, artisanat)

CITADIA

b) Site RD936E1-Feyronnie



Le milieu non bâti est principalement à vocation agricole :
- les prairies, espaces libres et cultures - parsemés de plantations - dominent
- des parcelles de vignes s'intercalent dans cet espace agraire.

La végétation est variée et importante :
- les bosquets ceinturent les terres cultivées et les corps de ferme
- les haies et des alignements de feuillus agrémentent les jardins privés
- le parking paysagé de la jardinerie offre un cadre agréable en bordure de la RN21.

Le milieu bâti est composé de :
- d'un écart agricole à l'architecture traditionnelle (R+C) et de son bosquet
- d'un tissu commercial hétéroclite.

Contexte paysager

1. Eléments structurants du paysage et points d'appel

D'une manière générale – et d'un point de vue *plastique*[1] - , les principaux éléments structurant du paysage sont de trois ordres :

Les volumes

Les principaux volumes qui structurent le paysage et lui apportent une "troisième dimension" sont végétaux :

- **Bosquets et arbres isolés :** représentent des éléments paysagers ponctuels et apportent un rythme au paysage selon le niveau de répétition.
- **Haies :** soulignent la rectitude des voies de communication et constituent également un élément paysager linéaire.



Illustration 1: Masque boisé bordant la RD936E1

Les lignes

Les lignes directrices du paysage sont dictées par :

- **Les routes, accompagnées de hauts talus**
- **Les haies et rideaux d'arbres,** soulignant la rectitude des voies de communication : leur impact visuel est particlièrement fort sur le site d'étude.

Les surfaces

Les vastes surfaces présentes sont :

- **Les prairies et les cultures,** prédominantes sur le site d'étude
- **Les parcelles de vignes,** qui font également l'image de la ville de Bergerac
- **Les parkings et aires de stockage** des bâtiments d'activité, au traitement paysager inégal.

Ces composantes paysagères jouent le rôle de *codes visuels.* Elles sont toutes présentes sur les deux sites de l'étude, avec plus ou moins de force. Voici ce qui marque plus fortement le caractère visuel de chacun des 2 sites :

a) Site RD936E1-Les Sardines

L'élément visuel majeur est la ligne et le volume, matérialisés par talus surmontés d'épais et de hauts rideaux d'arbres, en bordure de la RD936E1.

Leur impact visuel est si fort que les autres codes visuels énumérés précédemment en sont presque oubliés.

Les effets qui en résultent sont la symétrie et la fermeture des perspectives.

b) Site RD936E1-Feyronnie

Les volumes végétaux sont également très présents sur ce site.

Cependant ces volumes restent ponctuels, ce qui rend :

- le rapport de force entre volumes et surfaces plus équilibré : les vignobles et les prairies sont davantage visibles depuis la route
- le paysage plus ouvert et les vues plus lointaines.

1 *Analyse plastique du paysage : il s'agit d'analyser le paysage comme un tableau qui s'offre à la vue et d'en dégager les composantes essentielles permettant de retranscrire ce qui fait l'identité de ce paysage en quelques coups de crayon*

2. SÉQUENCES PAYSAGÈRES

Il s'agit de décrire les perceptions dynamiques du paysage, à travers l'oeil d'un observateur automobiliste.

a) Site RD936E1-Les Sardines

Ce site compte 4 types de séquences juxtaposées :

- **La séquence agricole,** prédominante sur le site d'étude : du fait de la présence des hauts et épais écrans végétaux surmontant le talus de part et d'autre de la RD936E1, le paysage qui en résulte est fermé.
- **La séquence urbaine traditionnelle** : masquée par des boisements, elle n'est pas directement visible depuis la RD936E1. Elle est caractérisée par la présence d'habitations à l'architecture traditionnelle.
- **La séquence d'habitat diffus** : est présente le long de la RD933 et se caractérise par la présence de constructions de type pavillonnaire, à l'architecture modeste et commune, ou de type résidentiel. La végétation y est très présente.
- **La séquence artisanale**, avec ses bâtiments d'activités à l'architecture ordinaire.



A gauche, vignoble de la séquence viticole (RD936E1)

b) Site RD936E1-Feyronnie

Ce site compte 5 types de séquences juxtaposées :

- **La séquence agricole,** offre des surfaces de respiration (paysage ouvert visuellement). Elle surplombe légèrement les RD936E1 et RN21 grâce à la présence d'un haut talus.
- **La séquence en mutation** : est caractérisée par la présence de friches, supports de projets d'urbanisation (construction de parkings notamment).
- **La séquence urbaine traditionnelle** : masquée par des boisements, elle n'est pas directement visible depuis la RD936E1. Elle est caractérisée par la présence de corps de ferme à l'architecture traditionnelle.
- **La séquence commerciale diffuse** : est présente le long de la RN21 et se caractérise par la présence de bâtiments d'activité à l'architecture simpliste. Des parkings sans traitement paysager marquent une limite floue entre l'espace public et l'espace privé. De nombreuses enseignes publicitaires mitent "visuellement" cette séquence au caractère modeste.
- **La séquence commerciale paysagée** de la jardinerie contraste clairement avec la séquence précédente. Le grand parking paysagé marque une limite nette entre espace public et espace privé. La qualité paysagère soignée du lieu en fait une séquence agréable à la vue.



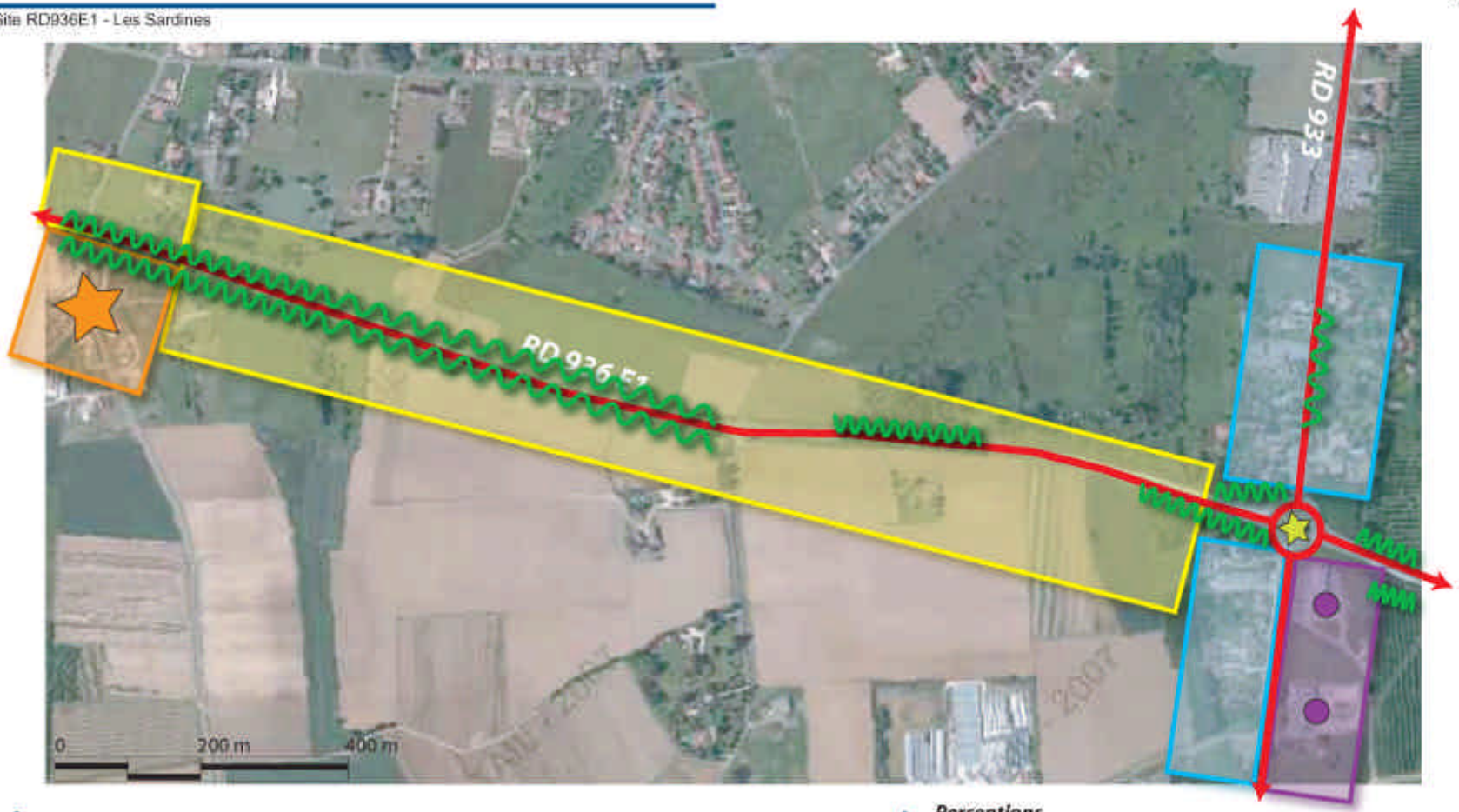
Espace en mutation au niveau de l'intersection RD936E1/RN21



Séquence commerciale diffuse le long de la RN21

Principes paysagers

Site RD936E1 - Les Sardines



Séquences

Séquence agricole
Paysage agricole et naturel fermé du fait de la présence de haies champêtres d'arbres de haute tige

Séquence d'habitat diffus
Paysage urbain hétéroclite architecture traditionnelle / modeste

Séquence urbaine traditionnelle
Hameau agricole

Séquence artisanale
Bâtiments commerciaux à l'architecture simpliste parallélépipédique, parking "basique" à l'avant terrains libres (friches) intercalés

Perceptions

Talus surmonté d'un rideau d'arbres -> *Effet "écran" très fort*

Points d'appel

Architecture traditionnelle, rurale

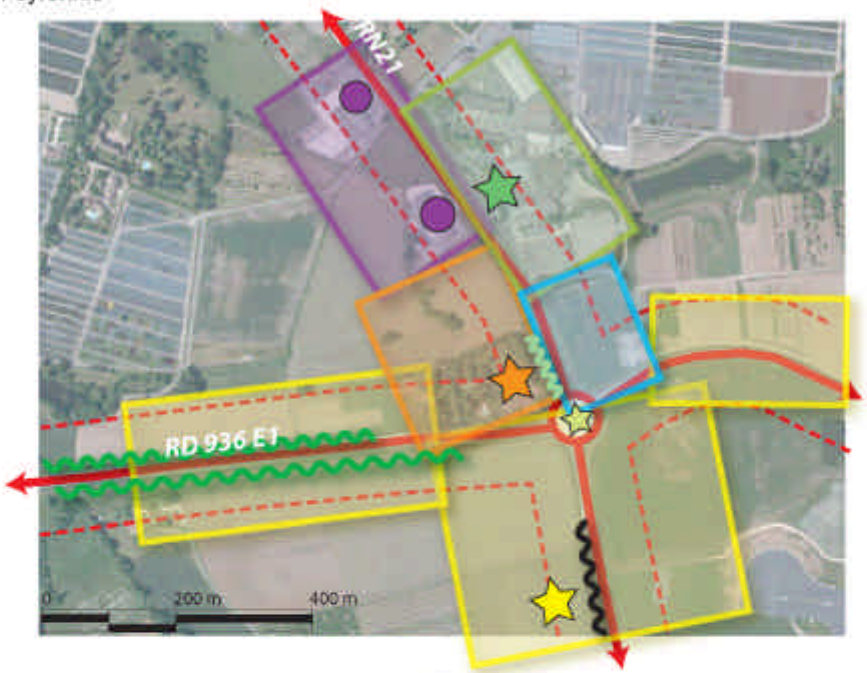
Rond-point paysagé

Bâtiments d'activités

CITADIA

Principes paysagers

Site RD936E1 - Feyronnie



Séquences

Séquence agricole
Paysage ouvert de cultures /vignobles agrémenté de plantations

Séquence en mutation
Paysage de friche en mutation : parking en construction

Séquence urbaine traditionnelle
Corps de ferme et jardin boisé attenant

Séquence commerciale diffuse
Bâtiments commerciaux à l'architecture simpliste parallélépipèdique, parking "basique" à l'avant
terrains libres (friches) intercalés "mitage" des percées visuelles par des enseignes publicitaires diffuses

Séquence commerciale paysagée
Jardinerie et parking paysagé entretenu, de qualité

Perceptions

Talus

Talus surmonté d'un rideau d'arbres

Ecran boisé (bosquet)

Points d'appel

Vignoble

Corps de ferme

Parking paysagé

Rond-point paysagé

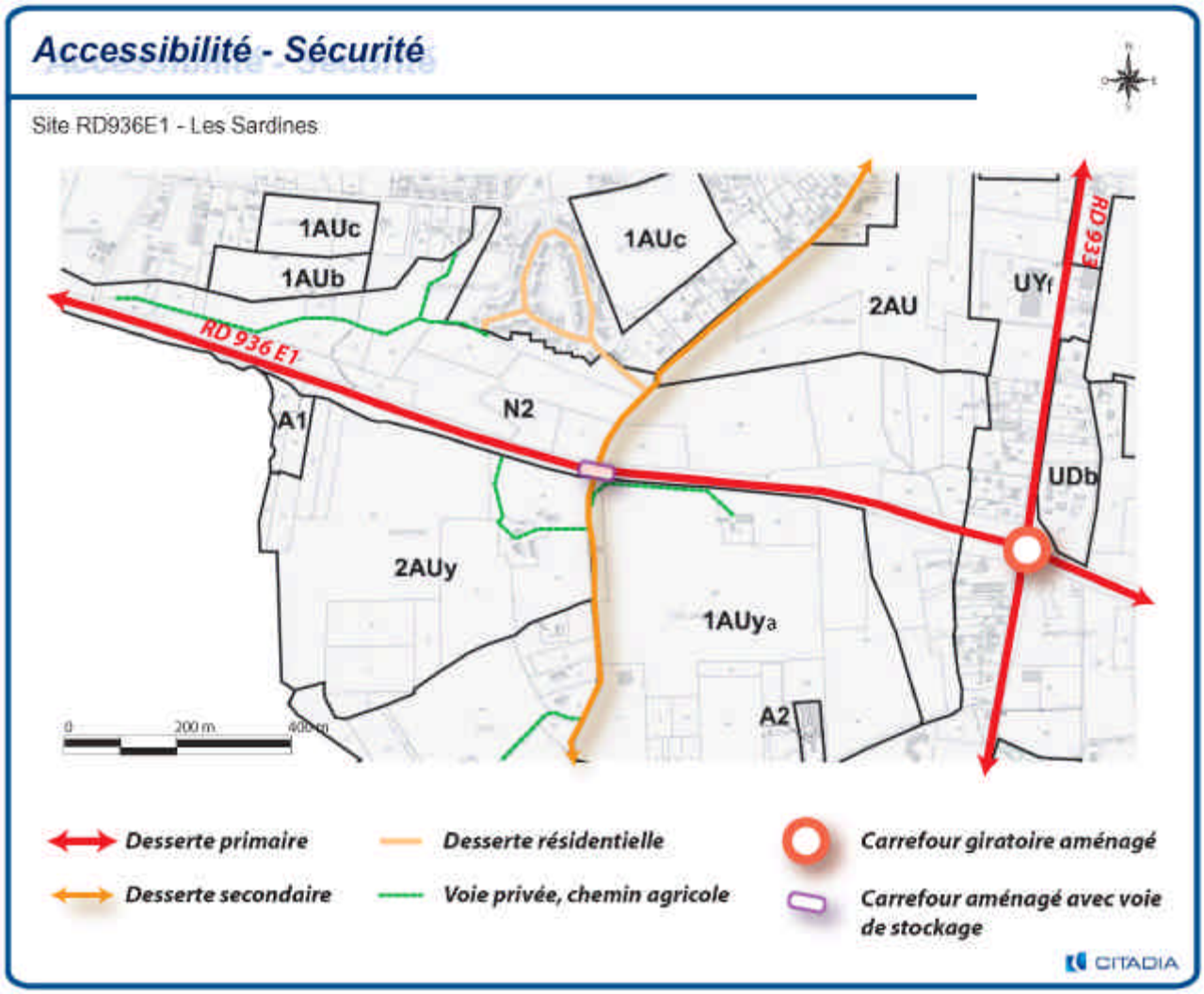
Bâtiments commerciaux

CITADIA

Fonctionnement / dysfonctionnement du site

1. Diagnostic accessibilité et sécurité

a) Site RD936E1-Les Sardines



- **Caractéristiques de la voie**

La RD933 comporte une large chaussée à 2 voies et la RD936E1 est en partie à 2x2 voies. Leur traitement est de type routier : enrobé noir, rives marquées au sol, accotements enherbés et arasés, pas d'éclairage public.

Leur point d'intersection a été aménagé en carrefour giratoire.

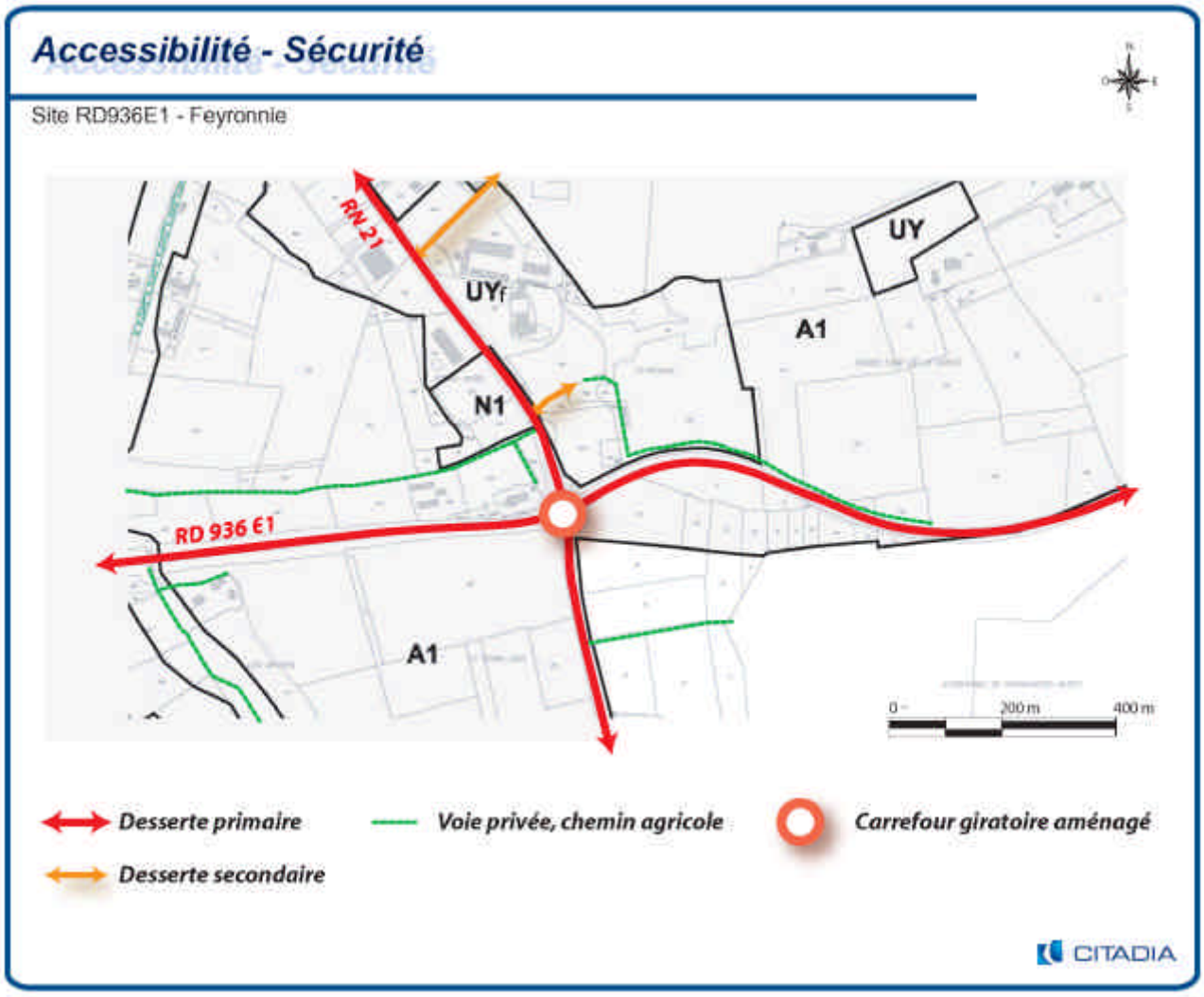
Une voie de desserte secondaire, la rue du Combal coupe perpendiculairement la RD936E1 : le carrefour a été aménagé avec une voie de stockage.

- **Circulation**

Les vitesses observées sur les axes principaux (RD936E1 et RD933) dépassent les vitesses autorisées : 90 à 100 km/h.

Ces deux axes de desserte principale ont une fonction de transit et sont classés "voies à grande circulation".

b) Site RD936E1-Feyronnie



- **Caractéristiques de la voie**

La RN21 comporte une large chaussée à 2 voies et la RD936E1 est partiellement à 2x2 voies. Leur traitement est de type routier : enrobé noir, rives marquées au sol, accotements enherbés et arasés, pas d'éclairage public.

Leur point d'intersection a été aménagé en carrefour giratoire.

Une voie de desserte secondaire, l'accès à la pépinière, coupe perpendiculairement la RN21 à proximité du giratoire : cette intersection est aménagée par un stop.

- **Circulation**

Les vitesses observées sur les axes principaux (RD936E1 et RD933) dépassent les vitesses autorisées : 90 à 100 km/h

Ces deux axes de desserte principale ont une fonction de transit et sont classés "voies à grande circulation".

2. DIAGNOSTIC RISQUES & NUISANCES

Les principales nuisances sont d'ordre sonore.

La loi n°92-1444 du 31 décembre 1992, relative à la lutte contre le bruit, pose le principe de la prise en compte des nuisances liées aux infrastructures terrestres bruyantes dans les documents d'urbanisme.

➲ **Les RD936E1, RD933 et RN21 sont classées infrastructures bruyantes de catégorie 3 par arrêté préfectoral du 7 mars 2000 : les espaces affectés par le bruit s'étendent sur une bande de 100m de part et d'autre des axes des voies.**

De plus, l'aérodrome à proximité de la zone d'étude est doté d'un Plan d'Exposition au Bruit (9 septembre 2008), comportant des mesures d'isolement acoustique particulières pour toute implantation nouvelle de constructions.

Projet – Parti d'aménagement

1. Les enjeux et objectifs du projet d'urbanisme

- **Des axes de desserte principale à grande circulation : RD936E1, RD933 et RN21**
- **Un environnement bocager et viticole relativement de qualité**
- **Des séquences paysagères plus ou moins rythmées et lisibles**
- **Des caractéristiques de voie (traitement routier, lignes droites, visibilité large) incitant à la vitesse**
- **Des nuisances sonores importantes**

2. Le parti d'aménagement

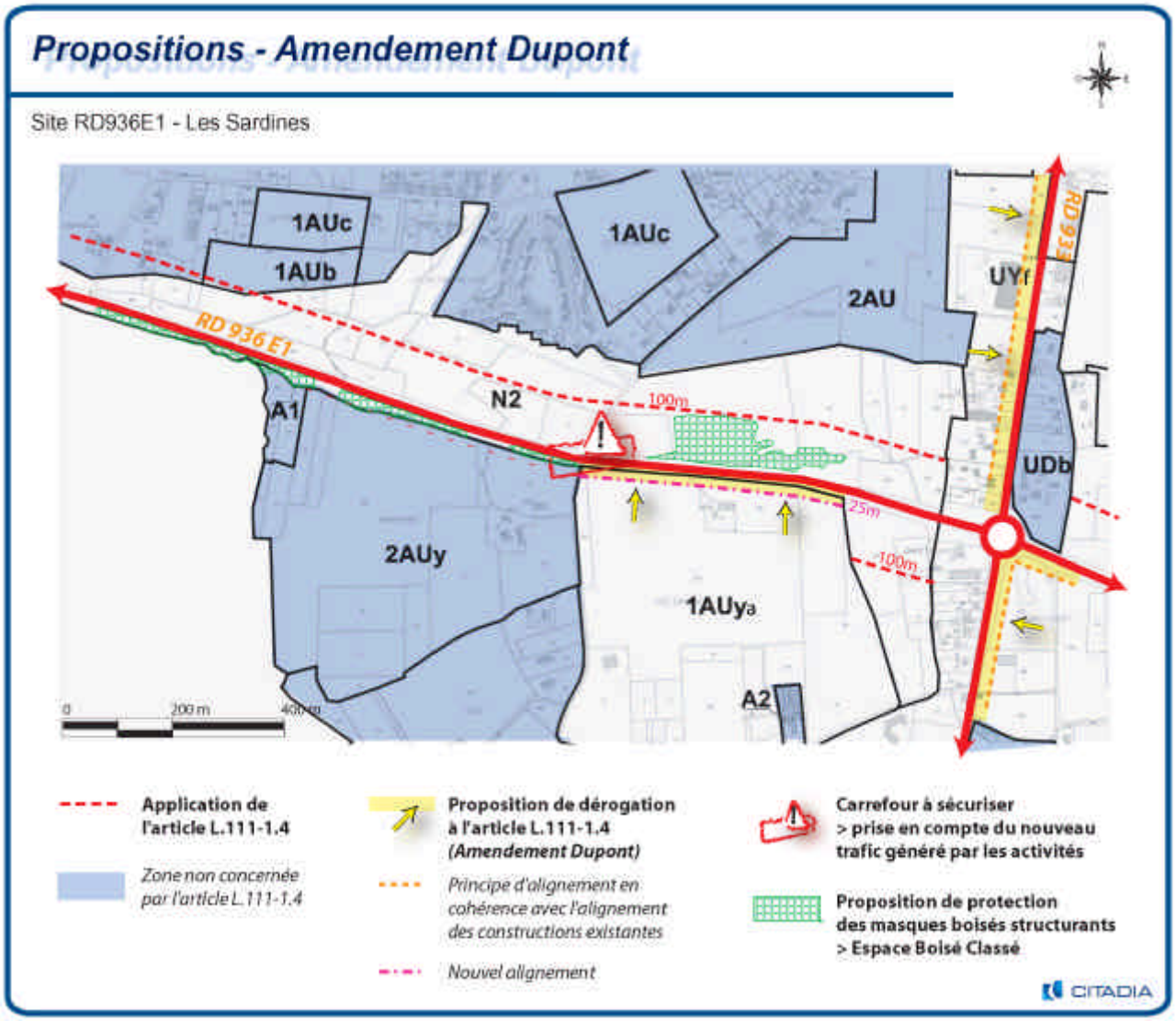
Le PLU souhaite créer, aux abord des RD faisant l'objet de cette présente étude, des zones tampons pour isoler les constructions des nuisances liées à ces voies : une zone naturelle a ainsi été instaurée le long de la RD936E1.

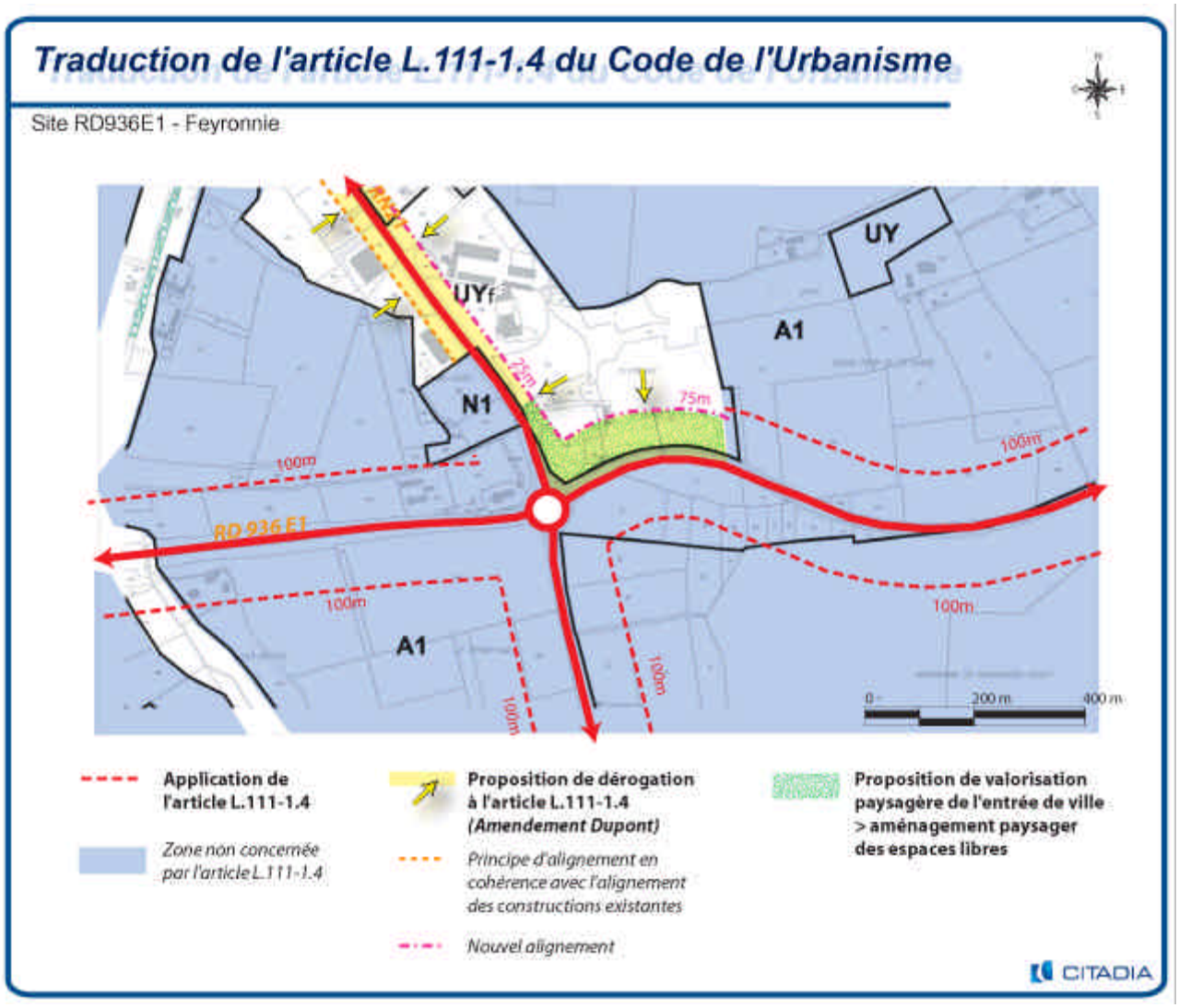
Par ailleurs, le PLU souhaite redonner de la lisibilité aux entrées villes : une réflexion est menée quant aux masques boisés significatifs à protéger et aux distances d'implantation des constructions par rapport à la voie pour générer un front urbain structurant ("vitrine d'activités" le long de la RD936E1 notamment).

Propositions

1. Principes généraux

- **Protéger les espaces agricoles et viticoles de transition le long des RD**
- **Préserver les masques boisés structurants (recherche de rythmes visuels, rappel des haies bocagères, principes de préservation des corridors biologiques)**
- **Isoler les constructions des nuisances acoustiques générées par le trafic routier**
- **Sécuriser les accès aux RD depuis les zones d'urbanisation future**
- **Créer une vitrine commerciale et économique lisible, d'entrée de ville, paysagée**
- **Interdire les parkings et entrepôts en façade à proximité immédiate des RD, sauf s'ils bénéficient d'un traitement paysager de qualité**





2. Propositions relatives au réglement des zones

Périmètre d'étude	Voies concernées	Zones concernées
"**Site RD936E1-Les Sardines**"	**RD936E1** **RD933**	UYf 1AUya N2
"**Site RD936E1-Feyronnie**"	**RD936E1** **RN21**	UYf

Zone UYf	Propositions PLU	Propositions Etude Amendement Dupont	Motivations	Critères
ARTICLE 2 “ Les occupations et utilisations du sol suivantes sont admises si elles respectent les conditions ci-après : ▯ [...] Les aires de stationnement et les dépôts de véhicules hors d’usage désignés à l'article R442-2 du code de l'urbanisme, ainsi que dans le secteur UYd, les affouillements et exhaussements du sol, tels que prévus par l’article R.442-2 al.c du Code de l’Urbanisme lorsqu'ils sont liés à l'activité.”		➲ Localiser les dépôts de matériaux et des véhicules hors d'usage à l'arrière des unités foncières. ➲ Localiser les parcs de stationnement à l'arrière des constructions. ➲ Autoriser les parcs de stationnement en façade sous réserve qu'ils soient accompagnés d'un traitement paysager végétalisé.	▯ Conserver un environnement de qualité en bordure des voies	**PAYSAGE** **URBANISME**
ARTICLE 3 “Accès : [...] Leur raccordement sur les voies publiques doit être aménagé en fonction de l'importance du trafic des dites voies, en assurant notamment une visibilité satisfaisante vers la voie.“		➲ A conserver	▯ Sécuriser les accès sur les RD933 et 936E1	**SÉCURITÉ**
ARTICLE 6 “ 1) Au sein des secteurs urbanisés : – retrait de 20 mètres minimum en bordure des RD – retrait de 10 mètres minimum depuis l'alignement existant ou prévu en bordure des autres voies. 2) Dans les secteurs non urbanisés : L’article L.111-1.4 du Code de l’Urbanisme s’applique et impose un retrait de : – 75 mètres minimum depuis l’axe des RD classées « à grande circulation » – 100 mètres minimum depuis l’axe de la RD936E1 et de la RN21 classées « déviations ». Dans certains secteurs une dérogation à l’article L.111-1.4 du Code de l’Urbanisme peut être admise au titre de l’Amendement Dupont : le recul d’implantation des constructions varie de 25 à 35 mètres. Se référer au plan de zonage et aux orientations d'aménagement pour les secteurs concernés. 3) Une implantation différente peut être admise : [...] “		➲ A conserver ➲ ***Amendement Dupont :*** autoriser l'implantation des constructions dans la continuité de l'alignement des constructions existantes, à une distance au moins égale à 25m, 35m ou 75m depuis l'axe des RD933, 936E1 et de la RN21 (*cf schéma précédent)*	▯ Créer un front bâti structurant ▯ Ménager un isolement acoustique des constructions ▯ Ménager un dégagement visuel minimum en bordure des voies	**NUISANCES** **PAYSAGE** **URBANISME**
ARTICLE 9 “L'emprise au sol des constructions ne peut excéder 60 % de la superficie totale de l'unité foncière [...].“		➲ A conserver	▯ Maintenir une densité modérée du bâti et des espaces “naturels”	**PAYSAGE** **URBANISME**

Zone UYf	Propositions PLU	Propositions Etude Amendement Dupont	Motivations	Critères
ARTICLE 10	" [...] Dans le secteur Uye, la hauteur des constructions est limitée à 7 mètres. En secteur UYf, la hauteur des constructions ne doit pas excéder 9 mètres. Elle n'est pas réglementée pour les ouvrages techniques ou travaux exemptés de permis de construire nécessaires au fonctionnement des divers réseaux. "	➲ A conserver	Conserver un front urbanisé structurant	**PAYSAGE URBANISME**
ARTICLE 11 *Aspects extérieurs des constructions*		➲ Article complet, à conserver		**PAYSAGE URBANISME**
ARTICLE 12 *Stationnement*		➲ Interdire les aires de stationnement dans une bande de 20m, sauf si elles bénéficient d'un traitement paysager végétalisé	Conserver le caractère "naturel" des abords des voies	**PAYSAGE URBANISME**
ARTICLE 13	"Les espaces libres de toute construction ainsi que les délaissés des aires de circulation et de stationnement doivent être aménagés en espaces verts. [...] Dans les secteurs UYd, UYe et UYf : – le nombre minimum d'arbres à planter sera : – d'un arbre de haute tige pour 200 mètres carrés de surface engazonnée, – d'un arbre de haute tige pour quatre places de stationnement, – afin d'assurer une cohérence avec le paysage environnant, sera privilégié l'emploi d'essences champêtres, – en vue de la conservation du patrimoine boisé, les propriétaires sont tenus de conserver, sauf impératif majeur, les haies vives ainsi que les arbres déjà existants, – les installations et les mouvements de terre complémentaires éventuels devront être réalisés de telle manière qu'aucun bouleversement ne soit sensible au niveau du système radiculaire de ces végétaux, ce qui aurait pour effet de provoquer leur mort, – les haies, ainsi que les espaces verts à créer devront être soigneusement entretenus, – les haies en bordure des voies de desserte automobile ne pourront être supprimées en façade des établissements que si le propriétaire du lot concerné présente un projet qui prévoit à l'intérieur de son lot, en plus des espaces verts à établir par ailleurs, la création d'un volume végétal au moins égal à celui dont il demande la suppression. [...]"	➲ A conserver et éventuellement compléter : ➲ Dissimuler les dépôts par des plantations ➲ Regrouper les plantations autour des bâtiments ➲ Donner un rythme aux perceptions des abords des voies grâce à un jeu des plantations/espaces ouverts ➲ Instaurer un ratio de végétalisation des parcelles (engazonnement à hauteur de 15% de la superficie des parcelles)	Intégrer les abords de la voie et les futures constructions dans le paysage environnant Favoriser la gestion des eaux pluviales "propres" à la parcelle	**PAYSAGE NUISANCES GESTION DE L'EAU**

Zone 1AUya	Propositions PLU	Propositions Etude Amendement Dupont	Motivations	Critères
ARTICLE 2 *Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières*		➲ A conserver et à compléter éventuellement : ➲ Localiser les dépôts de matériaux et des véhicules hors d'usage à l'arrière des unités foncières. ➲ Localiser les parcs de stationnement l'arrière des constructions. ➲ Autoriser les parcs de stationnement en façade sous réserve qu'ils soient accompagnés d'un traitement paysager végétalisé.	Conserver un environnement de qualité en bordure de la RD936E1	**PAYSAGE** **URBANISME**
ARTICLE 3 "Accès : [...] Les accès donnant sur les RN21 et RD709 devront être regroupés au maximum."		➲ Obliger l'aménagement et la sécurisation des accès sur la RD936E1 ➲ Interdire les accès directs sur la RD936E1	Sécuriser les accès sur la RD936E1	**SÉCURITÉ**
ARTICLE 6 " 1) Au sein des secteurs urbanisés : – retrait de 20 mètres minimum en bordure des RD – retrait de 10 mètres minimum depuis l'alignement existant ou prévu en bordure des autres voies. 2) Dans les secteurs non urbanisés : L'article L.111-1.4 du Code de l'Urbanisme s'applique et impose un retrait de : – 75 mètres minimum depuis l'axe des RD et RN classées « à grande circulation » – 100 mètres minimum depuis l'axe de la RD936E1 classée « déviation ». Dans certains secteurs une dérogation à l'article L.111-1.4 du Code de l'Urbanisme peut être admise au titre de l'Amendement Dupont : le recul d'implantation des constructions varie de 25 à 35 mètres. Se référer au plan de zonage et aux orientations d'aménagement pour les secteurs concernés. 3) Une implantation différente peut être admise : [...] "		➲ A conserver ➲ ***Amendement Dupont :*** autoriser l'implantation des constructions dans la continuité de l'alignement des constructions existantes, à une distance au moins égale à 25m ou 35m depuis l'axe de la RD936E1	Créer un front bâti structurant Ménager un isolement acoustique des constructions Ménager un dégagement visuel minimum en bordure de la RD936E1	**NUISANCES** **PAYSAGE** **URBANISME**
ARTICLE 9 "L'emprise au sol des constructions ne peut excéder 60 % de la superficie totale de l'unité foncière. "		➲ A conserver	Maintenir une densité modérée du bâti et des espaces "naturels"	**PAYSAGE** **URBANISME**

Zone 1AUya	Propositions PLU	Propositions Etude Amendement Dupont	Motivations	Critères
ARTICLE 10	" […] En secteur 1AUya, la hauteur des constructions depuis le terrain naturel avant travaux ne peut excéder 9 m à l'égout du toit. Les dispositions générales ci-dessus peuvent ne pas s'appliquer aux édifices publics en raison d'impératifs techniques ou architecturaux liés à la nature de la construction. "	➲ A conserver	Conserver un front urbanisé structurant Conserver un rapport d'échelle cohérent (éviter le "monumentalisme")	**PAYSAGE** **URBANISME**
ARTICLE 11 *Aspects extérieurs des constructions*		➲ Article complet, à conserver		**PAYSAGE** **URBANISME**
ARTICLE 12 *Stationnement*		➲ A conserver et compléter éventuellement : ➲ Interdire les aires de stationnement dans une bande de 25m, sauf si elles bénéficient d'un traitement paysager végétalisé	Conserver le caractère "naturel" des abords de la RD933	**PAYSAGE** **URBANISME**
ARTICLE 13	" 1) Espaces libres : Les espaces libres de toute construction ainsi que les délaissés des aires de circulation et de stationnement doivent être aménagés en espaces verts. 2) Plantations : Il doit être prévu des surfaces engazonnées plantées de groupement d'arbres de hautes tiges. En bordure des voies de desserte, et le long des limites séparatives latérales, ces plantations devront préserver des cônes de visibilité et être constituées d'essences végétales champêtres principalement. Les aires de stationnement doivent être plantées à raison d'un arbre pour quatre places. "	➲ A conserver et compléter éventuellement : ➲ Dissimuler les dépôts par des plantations ➲ Regrouper les plantations autour des bâtiments ➲ Créer des effets de gradation des hauteurs en compensant l'impact visuel des constructions hautes par un accompagnement paysager de même "poids" visuel ➲ Donner un rythme aux perceptions des abords des voies grâce à un jeu des plantations/espaces ouverts ➲ Instaurer un ratio de végétalisation des parcelles (engazonnement à hauteur de 15% de la superficie des parcelles)	Intégrer les abords de la voie et les futures constructions dans le paysage environnant Favoriser la gestion des eaux pluviales "propres" à la parcelle	**PAYSAGE** **NUISANCES** **GESTION DE L'EAU**

Zone N2	Propositions PLU	Propositions Etude Amendement Dupont	Motivations	Critères
ARTICLE 2 *Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières*		➲ A conserver	Conserver un environnement de qualité en bordure de la RD936E1	**PAYSAGE** **URBANISME**
ARTICLE 3 “Les accès et la voirie privés doivent présenter les caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de sécurité de défense contre l'incendie, de sécurité publique. Aucune opération ne peut prendre accès sur les pistes de défense de la forêt contre l'incendie, les sentiers touristiques. “		➲ A conserver	Sécuriser les accès sur la RD936E1	**SÉCURITÉ**
ARTICLE 6 “Les constructions nouvelles seront implantées à une distance minimale : de 100 m de l'axe de la RD936E1 classée « déviation » et située hors agglomération de 75 m de l'axe des voies à grande circulation situées hors agglomération de 15 m de l'axe de toute autre voie Les ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics et équipements publics (transformateurs, pylônes, station de relevage, bassins de rétention, …) peuvent être implantés librement par rapport aux voies et emprises publiques dès lors que les règlements particuliers de ces installations (bruit, hygiène, ...) sont respectés.”		➲ A conserver	Créer un front bâti structurant Ménager un isolement acoustique des constructions Ménager un dégagement visuel minimum en bordure de la RD936E1	**NUISANCES** **PAYSAGE** **URBANISME**
ARTICLE 9 Non réglementé		➲ A conserver	Maintenir une densité modérée du bâti et des espaces “naturels”	**PAYSAGE** **URBANISME**
ARTICLE 10 “La hauteur maximale des constructions autorisées dans la zone est fixée à 4 m à l'égout du toit et 6 m au faîtage sauf en zone N3 et N4”		➲ A conserver	Conserver des volumes de construction adaptés à la morphologie du site	**PAYSAGE** **URBANISME**
ARTICLE 11 Non réglementé		➲ A conserver		**PAYSAGE** **URBANISME**
ARTICLE 12 *Stationnement*		➲ A conserver	Conserver le caractère “naturel” des abords de la RD933	**PAYSAGE** **URBANISME**

Zone N2	Propositions PLU	Propositions Etude Amendement Dupont	Motivations	Critères
	ARTICLE 13 “ [...] Le couvert végétal sera conservé pour maintenir l’écosystème du site.”	➲ Préserver les masques boisés structurants, en “pointillés” afin de conserver un jeu d'ouvertures/fermetures rythmant les perceptions depuis la RD936E1 : instaurer la mise en place d'Espaces Boisés Classés	Intégrer les abords de la voie et les futures constructions dans le paysage environnant Favoriser la gestion des eaux pluviales “propres” à la parcelle Maintenir les corridors écologiques de cette zone naturelle	**PAYSAGE** **NUISANCES** **GESTION DE L'EAU** **BIODIVERSITÉ**

Conclusion

Cette étude s'inscrit dans une démarche :

- d'adaptation des règles d'urbanisme aux évolutions constatées sur le territoire,
- d'optimisation de la ressource foncière,
- de prise en compte des dispositions de l'article L.111-1.4 à travers les partis d'aménagement retenus pour le projet.

Dordogne PÉRIGORD
LE DÉPARTEMENT dordogne.fr

République Française
Liberté - Egalité - Fraternité

DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DES TRANSPORTS

Direction des Routes et du Patrimoine Paysager
Service Foncier et Domaine Public
Bureau de la Gestion du Domaine Public

Affaire suivie par : Karine MONTEIL
Tél. : 05.53.06.87.60
Courriel : k.monteil@dordogne.fr

Périgueux, le 10 AOUT 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

à

Direction Départementale des Territoires de la Dordogne
A l'attention de Madame Séverine GIRAUD
Cité Administrative
24024 PERIGUEUX CEDEX

Objet : CUB 024 037 16 C0356 – LANGA SOLUTION – Construction d'un champ photovoltaïque- BERGERAC – RD19

Réf. : FL/KM/ OPADE : 18830

P. J. : 1 dossier en retour

Avis favorable à la présente demande de Certificat d'Urbanisme, sous réserve de l'application des prescriptions suivantes, à la charge et aux frais du pétitionnaire :

- la desserte du projet sera réalisée par la voie communale n°201,

- en phase chantier, il sera nécessaire, en fonction du type de véhicule intervenant sur le chantier, de leur tonnage, de la fréquence de passage et de la durée du chantier, de mettre en œuvre des mesures de police de circulation sur la RD19 afin de maintenir une circulation sécurisée sur cet axe. Aussi, le pétitionnaire devra solliciter une permission de voirie auprès de l'Unité d'Aménagement de BERGERAC au minimum 15 jours avant le début des travaux.

- le rejet des eaux usées du projet est interdit dans les dépendances de la route départementale (sauf existence de réseau communal),

- l'écoulement naturel et le rejet des eaux de pluie sur la voirie départementale ne doivent pas être aggravés par le projet,

- une permission de voirie devra être sollicitée auprès de l'Unité d'Aménagement de BERGERAC préalablement à toute intervention sur ou en limite du domaine public routier départemental.

Pour le Président et par Délégation,
Le Chef du Service Foncier et Domaine Public,

François LAVIELLE

Copie pour information : - UA de BERGERAC s/c du Responsable du Pôle Territoires,
- Pôle Routes / Mission sécurité

2 – PIECE MODIFIEE

PADD - pièce n°2, Règlement : pièce écrite (extrait) – pièce n°4-1

Département de la Dordogne
Communauté d'Agglomération Bergeracoise

Commune de **BERGERAC**

DECLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME



DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

Plan Local d'Urbanisme	Déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1	Révision à modalités simplifiées	Modification/ Modification Simplifiée
Approbation : le 10 Décembre 2008	Déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 : *en cours*	Révision Simplifiée n°1 approuvée le 13 Décembre 2012 Révision à modalités simplifiées n°2 approuvée le 26 février 2014	Modification Simplifiée n°1 approuvée le 20 Mai 2010 Modification Simplifiée n°2 approuvée le 23 Septembre 2010 Modification Simplifiée n°3 approuvée le 28 Juin 2011 Modification Simplifiée n°4 approuvée le 11 avril 2016 Modification n°1 approuvée le 13 Décembre 2012 Modification n°2 approuvée le 26 février 2014 Modification n°3 approuvée le 09 novembre 2015 Modification n°5 approuvé le 19 décembre 2016

URBAM
conseil, études, projets

URBAM : urbaniste qualifiée par l'OPQU
Siège social : 24-26 rue de Marlacca -33620 CAVIGNAC - Etablissement secondaire : Parc Innolin – CS 60073 - 15 allée des Acacias - 33700 MERIGNAC
Tèl : 05-57-68-69-73 – Fax : 05-57-68-61-02 – contact@urbam33.fr – site : www.urbam33.fr



Pièce 2

Projet d'Aménagement et Développement Durables (PADD)

URBAM : urbaniste qualifiée par l'OPQU
Siège social : 24-26 rue de Marlacca -33620 CAVIGNAC - Etablissement secondaire : Parc Innolin – CS 60073 - 15 allée des Acacias - 33700 MERIGNAC
Tèl : 05-57-68-69-73 – Fax : 05-57-68-61-02 – contact@urbam33.fr – site : www.urbam33.fr

PLU DE Bergerac

Département de la Dordogne

Commune de Bergerac

Elaboration du Plan Local d'Urbanisme

DCM lançant l'élaboration : 15 décembre 2004

Projet arrêté : 12 juillet 2007

Projet approuvé : 10 décembre 2008

2 - Projet d'Aménagement et de Développement Durable

CITADIA
IA CONSEIL SUD OUEST
29 Bd Blaise Doumerc
82000 MONTAUBAN
Tél. 05 63 92 11 41
Fax 05 63 93 25 47
iasudouest@wanadoo.fr
ite : www.citadia.com

Cachets et visas

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Municipal
du 10 décembre 2008 approuvant le Plan Local d'Urbanisme










SOMMAIRE

I - MAITRISER L'URBANISATION ET ASSURER LE DEVELOPPEMENT D'EQUIPEMENTS ADAPTES SUPPORTS DE LA MIXITE URBAINE ET SOCIALE.....4

I.1 Privilégier les possibilités de densification des constructions dans certains secteurs déjà urbanisés 5
I.2 Maîtriser les besoins de déplacements, de stationnement et d'accessibilité..... 6
I.3 Fixer des limites claires et durables entre espaces urbains, agricoles et naturels 7
I.4 Favoriser le développement de constructions de qualité en terme architectural, paysager et environnemental..... 8
I.5 Créer, au sein des secteurs urbanisés, des parcs et espaces naturels de détentes..... 9
I.6 Favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale 10

II – RENFORCER DURABLEMENT LA PRESERVATION DES DIFFERENTS ESPACES AGRICOLES, VITICOLES, HORTICOLES, NATURELS, DE DETENTE,….....12

II.1 Une protection et une valorisation des zones humides et zones naturelles sensibles 13
II.2 Un classement approprié de chacun des espaces 13

III – ORGANISER ET PROGRAMMER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.....15

III.1 Anticiper le développement des zones dédiées aux activités 16
III.2 Véhiculer une image positive et de qualité 16
III.3 Faciliter l'accessibilité.....16
III.4 Permettre le développement des énergies renouvelables…….....16

IV – INSCRIRE LE DEVELOPPEMENT DE LA VILLE DANS LA DEMARCHE INTERCOMMUNALE 18










Préambule

Dans le cadre de l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme, la commune de Bergerac souhaite mettre en œuvre un certain nombre d'orientations et d'outils visant à assurer aux résidents et riverains une qualité de vie à la hauteur de leurs espérances.

Le projet s'attache particulièrement à favoriser un développement durable et équilibré qui s'organise autour de quatre thèmes majeurs :

- Maîtriser, planifier et accompagner le développement urbain d'équipements adaptés.
- Assurer la préservation pérenne des espaces agricoles et naturels de qualité.
- Organiser et programmer le développement économique, toutes filières confondues.
- Inscrire le développement de la ville dans la démarche intercommunale.

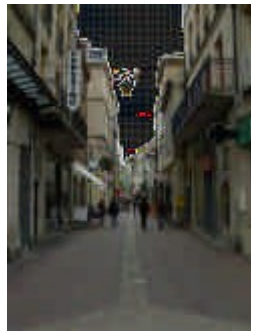




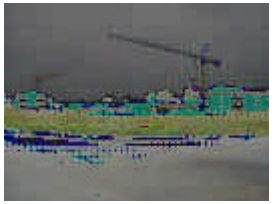





I - MAÎTRISER L'URBANISATION ET ASSURER LE DEVELOPPEMENT D'EQUIPEMENTS ADAPTES SUPPORTS DE LA MIXITE URBAINE ET SOCIALE

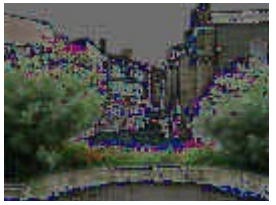


Partie d'un centre urbain relativement dense et homogène, la commune de Bergerac a vu naître dans la seconde partie du XX^{ème} siècle une urbanisation nettement moins ramassée, organisée autour de deux formes urbaines caractéristiques : les quartiers d'habitat collectif et les quartiers résidentiels pavillonnaires. La ville s'est étalée très rapidement et sur de très grandes surfaces entre les années 60 et 90, consommant des espaces agricoles et naturels importants. Aujourd'hui, l'enjeu principal est de structurer l'armature urbaine à partir des différentes entités existantes (quartiers, hameaux, extensions récentes, …). Le Plan Local d'Urbanisme envisage de contrôler les extensions et de retravailler la forme urbaine pour faire de Bergerac une ville moderne et dynamique dans un écrin de verdure. Pour y répondre, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable fixe les grands objectifs suivants :



- Privilégier les possibilités de densification des constructions dans les secteurs déjà urbanisés à proximité des équipements.
- Maîtriser les besoins de déplacements, de stationnement et d'accessibilité.
- Fixer des limites claires et durables entre espaces urbains, agricoles et naturels.
- Favoriser le développement de constructions de qualité en terme architectural, paysager et environnemental.
- Créer, au sein des secteurs urbanisés, des parcs et espaces naturels de détente.
- Favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale.







I.1 Privilégier les possibilités de densification des constructions dans certains secteurs déjà urbanisés

La Ville de Bergerac ne pourra pas s'étendre indéfiniment. Les vignobles, les coupures vertes, les berges de la Dordogne, les coteaux, les parcelles enherbés, les jardins… situés au cœur de la ville sont autant d'atouts identitaires qu'il est aujourd'hui nécessaire de préserver.

Néanmoins, Bergerac, ville centre d'une agglomération en fort développement, ne peut refuser de se moderniser et d'accueillir les populations qui souhaitent y résider et y travailler. Pour répondre aux besoins économiques et démographiques, le Plan Local d'Urbanisme vise à privilégier les actions de :

- renouvellement urbain (quartiers de La Catte et Naillac),
- création d'un boulevard urbain (Rue Michelet, Boulevard Chanzy, Boulevard Auguste Comte, Rue du Docteur Roux)
- rénovation immobilière (centre ancien dans le cadre du PRI et rue Berggren),
- restructuration (secteur boulevard Beausoleil / rues de la Boétie / Saint-Martin / Durou),
- réhabilitation des friches industrielles (SAICA, ancien bâtiment Ancelet, ancienne poudrerie Ouest, bâtiment de la Périgourdine, ancienne fonderie Pasquet, SNPE, Laiterie Pont Roux, Caville, Doumen), des friches commerciales (Nouvelles Galeries, locaux BRAI, barre commercial de Naillac) et les friches de nature diverse (ancien lycée agricole).

Le Plan Local d'Urbanisme vise également à accompagner les démarches engagées récemment de restructuration du centre-ville et des faubourgs (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat, Programme de Restauration Immobilière, Programme Local de l'Amélioration de l'Habitat/Projet d'intérêt Général) en limitant les possibilités de développement urbain sur des espaces naturels distants du centre ville et des pôles d'équipements.










I.2 Maîtriser les besoins de déplacements, de stationnement et d'accessibilité

Le développement de l'urbanisation passe nécessairement par la restructuration ou l'extension de réseaux d'infrastructure (assainissement, eau potable, eau pluviale, voirie, cheminements piétons et cyclables, …).

Le projet de la ville de Bergerac est d'organiser le développement urbain dans ce souci de maîtrise des besoins de déplacements, de stationnement et d'accessibilité.

Pour ce faire, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable vise à :

- assurer la coexistence des différents modes de transports et de circulation, en privilégiant les modes doux de déplacements comme les cheminements piétons et pistes cyclables,
- développer les capacités de stationnement par la création de nouveaux parcs (parc souterrain Place de la République), notamment à proximité des commerces du centre ville,
- réduire progressivement le stationnement dans les secteurs à forts enjeux patrimoniaux (notamment place de la Mirpe et sur le port).










I.3 Fixer des limites claires et durables entre espaces urbains, agricoles et naturels

L'urbanisation des coteaux nord Bergerac s'est réalisée sous forme dispersée et diffuse entraînant par là même des coûts financiers et environnementaux importants.

Aujourd'hui, la ville se doit de recadrer plus précisément les possibilités de développement dans ce secteur. Le Plan Local d'Urbanisme est l'occasion de fixer des limites claires et durables entre espaces urbanisés, agricoles, viticoles et naturels. Ainsi, les zones NB du Plan d'Occupation des Sols feront l'objet d'une étude approfondie dans le cadre de la traduction réglementaire du futur Plan Local d'Urbanisme.

Au préalable trois orientations sont définies :

- Lorsque les droits à bâtir ont été utilisés, les terrains concernés seront reclassés en zone non constructible,
- lorsque la zone est sensible du point de vue environnemental et paysager, les terrains concernés seront classés en « non constructible »,
- lorsque le terrain n'est pas situé dans un site sensible et que les droits à bâtir n'ont pas été utilisés, une analyse détaillée permettra de définir si le terrain sera constructible ou non.

D'autre part, les hameaux Le Lardeau, la Conne, Sainte Foy des Vignes, Pécharmant et le Vieux Pombonne doivent être support d'un développement urbain maîtrisé respectant leur identité. Il convient pour cela de :

- maîtriser l'extension et la densité de l'urbanisation,
- inventorier, protéger et valoriser le patrimoine.

Les limites entre espaces urbains et naturels ou agricoles feront l'objet d'une attention particulière. Ces zones « entre-deux » sont souvent des zones de rupture paysagère qu'il convient de traiter.

Le Plan Local d'Urbanisme, par l'intermédiaire du règlement, pourra définir les règles assurant une plus grande cohérence paysagère.

De plus, un traitement particulier sera défini pour les entrées de ville les plus importantes (RN 21, RD 933, RD 936, RD 709, RD 32, RD 660).










I.4 Favoriser le développement de constructions de qualité en terme architectural, paysager et environnemental

La commune de Bergerac s'engage à favoriser les constructions de qualité en terme architectural et paysager. Cet objectif de qualité passe par la valorisation du patrimoine bâti et par le développement des techniques d'efficience énergétique pour la construction.

Afin de valoriser le patrimoine, la ville a d'ores et déjà engagé et adopté une Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager sur son territoire.

L'élaboration d'une charte renforcera le dispositif de mise en valeur. Elle permettra de mieux définir l'identité locale des constructions pour une mise en valeur du petit patrimoine et des immeubles remarquables situés hors de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (ZPPAUP). Le Plan Local d'Urbanisme, dans le cadre de la traduction réglementaire, veillera à respecter le patrimoine et incitera les futurs constructeurs, sur chaque secteur de la commune, à intégrer leurs projets dans le paysage naturel, urbain et historique.

De plus, la ville souhaite encourager les constructions moins consommatrices d'énergie, plus respectueuses de l'environnement.

En ce sens, de multiples expériences s'inspirant de la démarche Haute Qualité Environnementale (HQE) verront le jour à travers la ville (école de musique, projet d'écoconstruction à Pombonne,…).










I.5 Créer, au sein des secteurs urbanisés, des parcs et espaces naturels de détentes

La recherche de densification des espaces actuellement urbanisés et des franges agricoles ou naturelles d'espaces urbains doit se faire de façon contrôlée et dans le respect du site.

La ville de Bergerac est le cœur d'une agglomération située dans un écrin de verdure. Le recherche de densification visant à limiter les déplacements automobiles et à valoriser les équipements publics d'infrastructure (voirie, réseau d'assainissement, réseau d'eau, …) et de superstructure (stades, gymnases, salles de spectacles, …) existants doit être accompagnée d'une réelle politique de valorisation des espaces publics et espaces verts.

Ainsi, le Plan Local d'Urbanisme (et les outils qui l'accompagnent) favorisera la création de parcs et espaces naturels de détentes :

- sur le site de Pombonne de part et d'autre du Caudeau (parc public de 50 ha),
- le long de la coulée verte du Caudeau,
- entre la rue Faure et l'avenue Paul Doumerc,
- à Naillac,
- à Beauplan,
- le long du contournement sud,
- ...

D'autre part, le Plan Local d'Urbanisme visera à développer le végétal dans la ville, par l'intermédiaire de son règlement. Les essences locales y seront privilégiées afin de préserver l'identité de Bergerac.










I.6 Favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale

La mixité sociale est faiblement présente dans certains secteurs de la ville. Il existe un besoin de rééquilibrer entre les quartiers l'offre en équipements, services, infrastructures, espaces verts et de détente. Le projet de renouvellement urbain retenu par l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine) permettra d'affirmer ces orientations.

Le Plan Local d'Urbanisme sera le support réglementaire de ces orientations, notamment à travers les traductions possibles de la Loi Engagement National pour le Logement qui a pour objectif de :

- augmenter l'offre de logements à loyers maîtrisés,
- favoriser l'accession sociale à la propriété pour les ménages à bas revenu,
- renforcer l'accès de tous à un logement confortable.

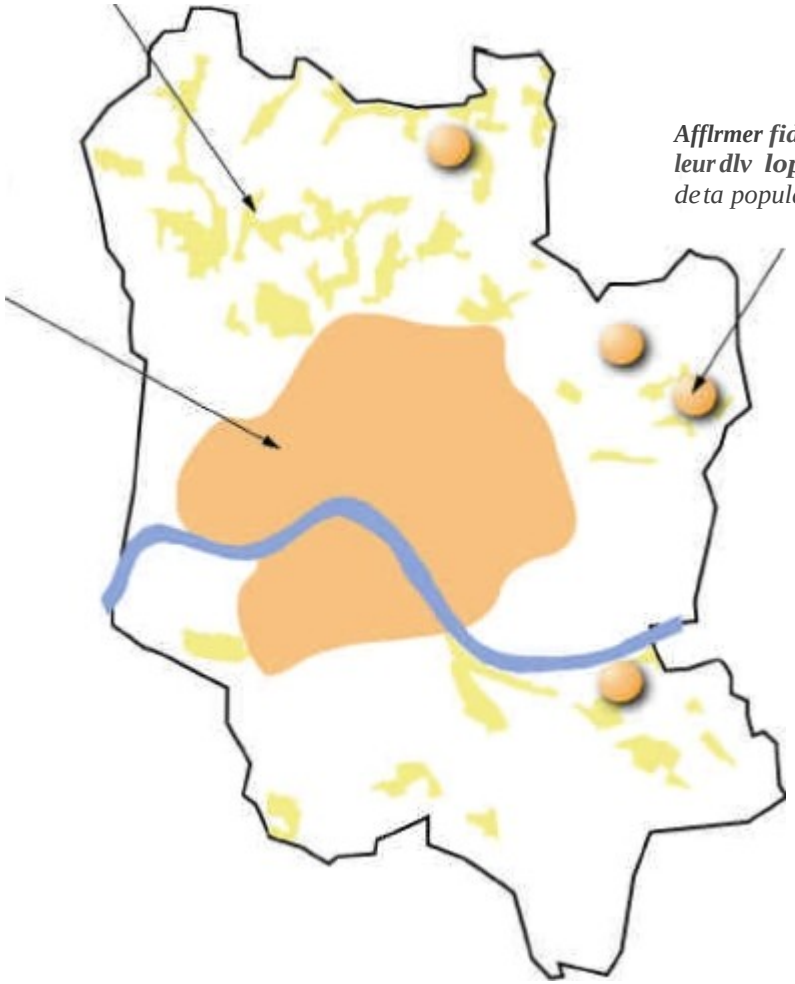









Affirmer du limites daires et durabls entre e.spoctSurboni.si.s e:t espaces naturels dans les s«teurs de coteaux slrus ou Nord dfl la commun



Maitristr et organiser le développement *urbain de la part/ogglomlrle*

Accompogn•r fr divelopprmtnt urbain *t!'iqulpemonrs adaptis aux besoins des population.*

Fovorlser la mlx;rë urbaine et sodale

Afflrmer fidentiû da hameaux et structurer leur dlv loppemtnt afin d'auurerft ttnouvellemen *de ta population* son. *los dlnaturor*



II – RENFORCER DURABLEMENT LA PRESERVATION DES DIFFERENTS ESPACES AGRICOLES, VITICOLES, HORTICOLES, NATURELS, DE DETENTE,…

La commune bénéficie d'un cadre de vie de qualité. Son territoire est riche d'espaces agricoles, viticoles, horticoles, et naturels. Cette diversité offre des paysages d'exception qui fondent l'identité de Bergerac. Afin de préserver, voire renforcer, cette identité, il convient de préserver et valoriser ces différents espaces.



La ville se donne les moyens de préserver ces espaces, d'une part en contenant l'urbanisation dans des limites précises, d'autre part en mettant en place des dispositifs de protection adaptés à chaque site.



Cet objectif passe par :

- Une protection et une valorisation des zones humides et zones naturelles sensibles,



- Un classement approprié de chacun des espaces.





II.1 Une protection et une valorisation des zones humides et zones naturelles sensibles

Afin de renforcer le dispositif de protection des espaces naturels sensibles, un inventaire de ces espaces a été réalisé dans le cadre du diagnostic préalable et des réflexions d'échelle intercommunale. La grande majorité des zones humides sensibles seront classées en espace à vocation naturelle dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme. Les divers cours d'eau seront valorisés par un entretien régulier de leurs lits et de leurs abords (bandes enherbées, ripisylves …).

Dans les espaces les moins sensibles du point de vue environnemental, des dispositifs de rétention des eaux pluviales et/ou de valorisation en équipement public (aires de jeux, cheminements cyclables, parcs arborés, parcs publics …) pourront être étudiés.

II.2 Un classement approprié de chacun des espaces

Le classement en zone agricole ou naturelle du Plan Local d'Urbanisme permettra de protéger durablement les différents espaces sensibles des projets de développement urbain.

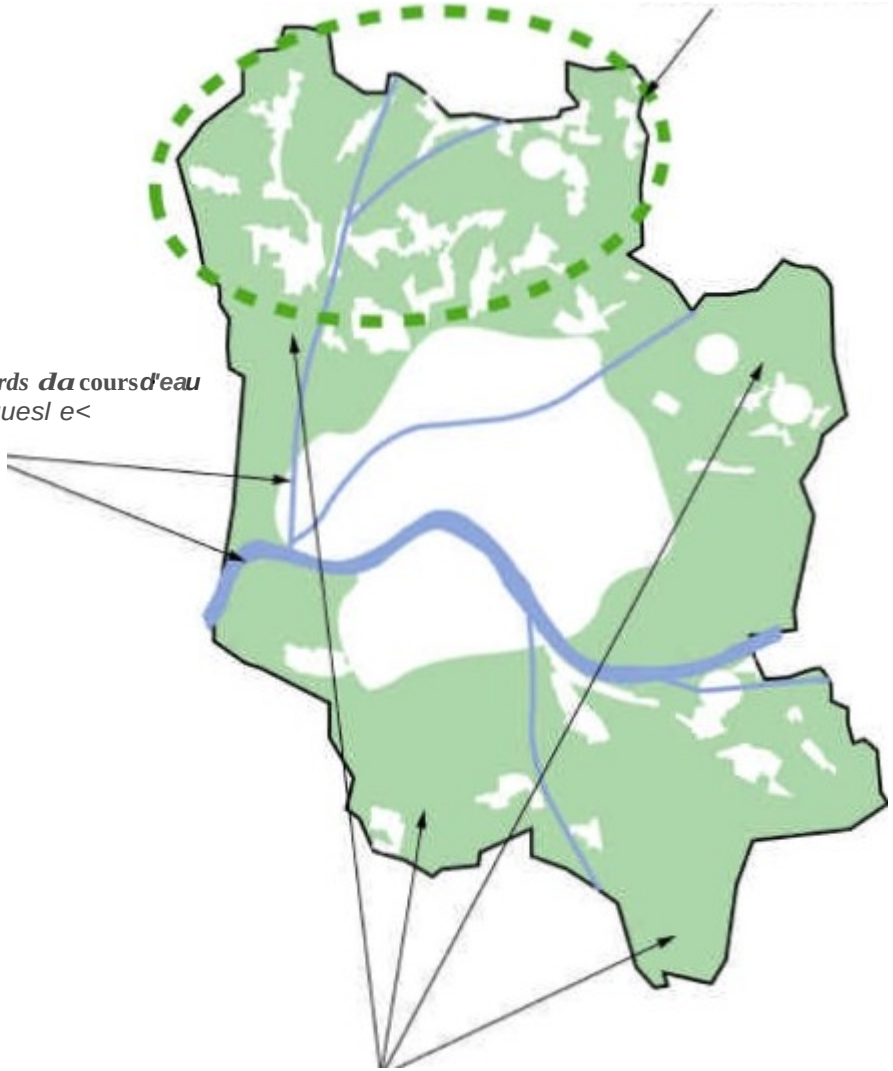
Le projet est de classer les terres « productives » en zone agricole et les zones sensibles d'un point de vue paysager en zone naturelle. L'ensemble des espaces agricoles, viticoles et horticoles seront concernés par ce classement.

Les milieux naturels comprenant les cours d'eau et les espaces verts de détente seront protégés par un classement affirmant la vocation naturelle des sites dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme.



Protéger l'espoces notur«fs sensibles situés ou tour du coteOU:X'

Présuver et *volori$«r* **lu** *obords* **da cours** *d'eau*
en *Integrant* I<J *probllmorlques* I *e<*
ouriJque *lnondotlon*



Valoriser et protéger ces principaux t«noirs viticoles



III – ORGANISER ET PROGRAMMER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE



La dynamique économique de Bergerac passe par une réponse appropriée aux besoins des diverses entreprises. Il faut dès aujourd'hui prévoir des capacités de développement suffisantes pour être en mesure de réagir rapidement à la demande. C'est pourquoi, la commune s'engage, en partenariat avec la Communauté de Communes, à développer les espaces, réseaux et services destinés aux activités en lien avec les préoccupations des entreprises et citoyens locaux.

Afin de répondre à cet objectif, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable pose les principes suivants :

- Anticiper le développement de secteurs adaptés aux besoins des activités économiques,
- Véhiculer une image positive et de qualité,
- Faciliter l'accessibilité.
- Permettre le développement des énergies renouvelables





III.1 Anticiper le développement des zones dédiées aux activités

Actuellement, il existe trois zones d'activités sur la commune. Leur disponibilité résiduelle est faible, elles ne pourront pas répondre à elles seules aux besoins futurs. Il faut anticiper le développement de ces zones et prévoir la réalisation de nouvelles zones de développement à moyen et long terme.

Afin d'équilibrer ce développement sur le territoire, les nouvelles zones se situeront en partie Ouest (à proximité de la déviation) et Sud (dans le prolongement de la zone des Sardines) de la commune, à proximité des voies routières à fort trafic et des équipements aéroportuaires. Compte tenu des réflexions menées par la Communauté de Communes, le Plan Local d'Urbanisme doit envisager la création de secteurs à vocation économique sur une superficie comprise entre 30 et 50 hectares.

III.3 Faciliter l'accessibilité

Il s'agit de contribuer à la satisfaction d'un besoin collectif par la production d'électricité vendue au public, sans compromettre les espaces agricoles ainsi que les espaces boisés d'intérêt.

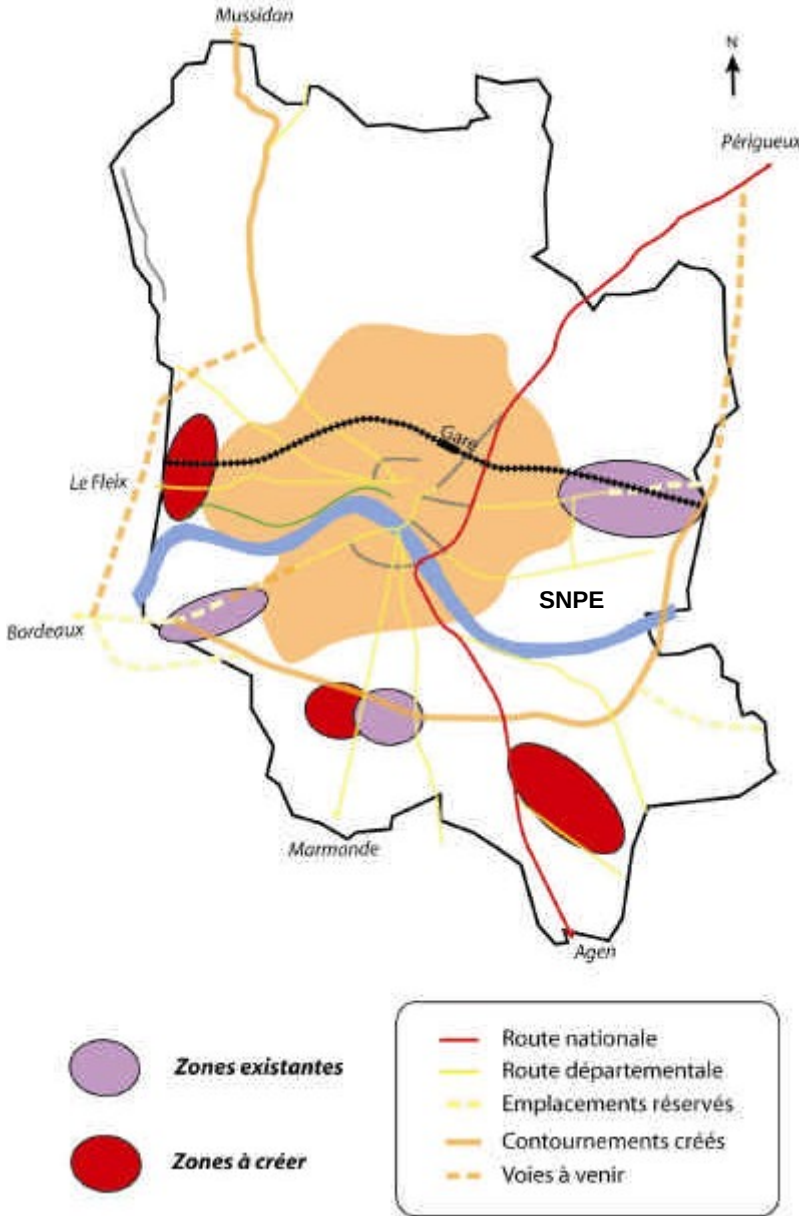
III.2 Véhiculer une image positive et de qualité

L'attractivité d'un territoire pour les entreprises est en grande partie liée au cadre de vie et à la situation géographique de la ville (proximité de Bordeaux, ensoleillement, terroirs agricoles,…). Le patrimoine architectural et les paysages sont des atouts indéniables qu'il convient de préserver (comme il l'a été rappelé précédemment), mais il convient également d'offrir des services et équipements adaptés aux besoins des entreprises. Dans ce cadre, un travail particulier mérite d'être mené sur l'accessibilité et l'image des grands services publics comme la gare SNCF, l'aéroport, la Mairie, l'hôpital, …

III.3 Faciliter l'accessibilité

Le développement économique passe également par l'accessibilité des sites de production et de vente. Les projets envisagés au niveau de l'agglomération seront inscrits dans le Plan Local d'Urbanisme (déviations Est et Ouest).




Mussidan
N
Périgueux
Gare
Le Fleix
SNPE
Bordeaux
Marmande
Agen
Zones existantes
Zones à créer
Route nationale
Route départementale
Emplacements réservés
Contournements créés
Voies à venir










IV – INSCRIRE LE DEVELOPPEMENT DE LA VILLE DANS LA DEMARCHE INTERCOMMUNALE

La volonté de la commune est d'assurer un développement cohérent à l'échelle du bassin de vie. Bergerac s'est d'ores et déjà inscrit dans la réflexion intercommunale à travers la Communauté de Communes de Bergerac Pourpre et le Pays du Grand Bergeracois. Le Plan Local d'Urbanisme vise à intégrer les problématiques et enjeux des communes riveraines afin de mettre en œuvre un projet cohérent à l'échelle de l'agglomération.

Ainsi, les réflexions relatives à la préservation et à la valorisation des milieux naturels sensibles (paysages viticoles, environnements boisés, zones humides, …), au développement d'itinéraires cyclables et piétons en site propre, … sont menées en partenariat avec les communes voisines.

Plusieurs thématiques seront par ailleurs analysées voire mises en œuvre à l'échelle intercommunale pour une plus grande cohérence, au titre desquelles :

- les transports collectifs,
- l'aménagement des rives de la Dordogne,
- l'assainissement non collectif et, peut-être à terme l'assainissement collectif,
- l'urbanisme commercial : une certaine cohérence sera favorisée entre les différentes zones d'activités du bergeracois (Saint-Nexans, Prigonrieux, Creysses, Bergerac),
- les équipements : une plus grande complémentarité sera recherchée à l'échelle subsidiaire de l'intercommunalité,







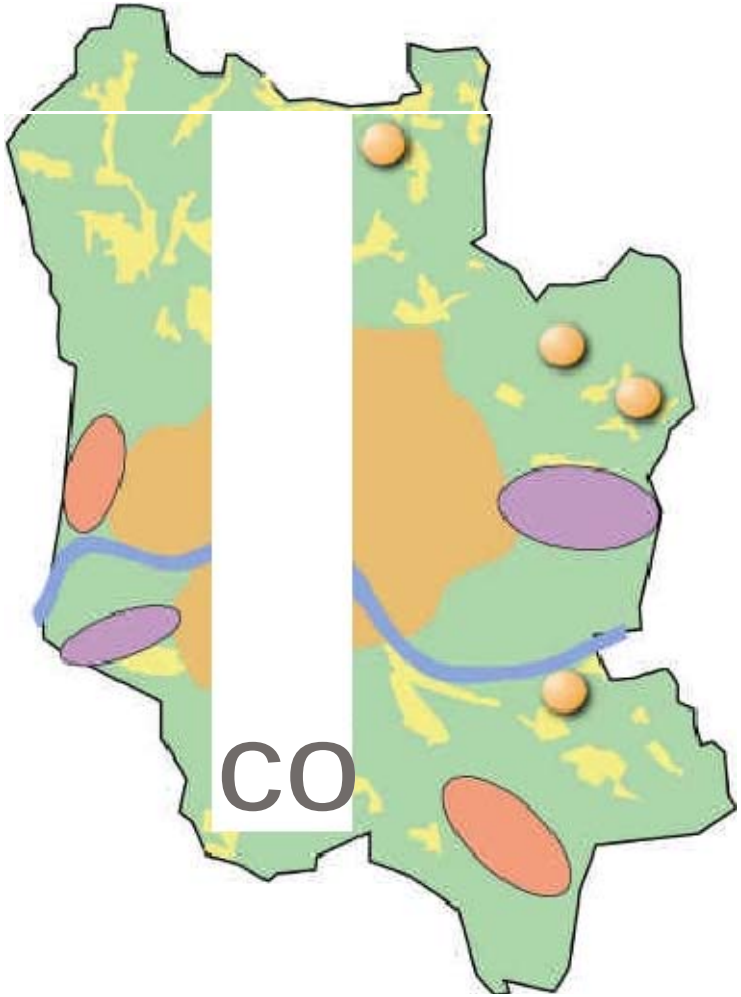



- les pistes cyclables : plusieurs fuseaux ont d'ores et déjà été proposés entre les différentes communes (fuseau entre Lembras et Bergerac via Pombonne, fuseau entre Bergerac, Lamonzie Saint-Martin et Gardonne, …),
- les sentiers de randonnées,
- l'aire d'accueil des gens du voyage.

D'autre part, la commune s'inscrit pleinement dans les futurs projets de rang communautaires : Schéma de COhérence Territoriale, Programme Local de l'Habitat, …



SYNTHESE: LES GRANDES UGNES DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE





Maitriser l'urbanisation



Préserver les différents espaces agricoles, viticoles, horticoles et naturels



Prévoir les espaces néçessaires au développement économique



Assurer un développement cohérent à l'échelle intercommunale



Pièce 4-1

Règlement : pièce écrite (extrait)

URBAM : urbaniste qualifiée par l'OPQU
Siège social : 24-26 rue de Marlacca -33620 CAVIGNAC - Etablissement secondaire : Parc Innolin – CS 60073 - 15 allée des Acacias - 33700 MERIGNAC
Tèl : 05-57-68-69-73 – Fax : 05-57-68-61-02 – contact@urbam33.fr – site : www.urbam33.fr

.....ZONE UX.....

CARACTERE DE LA ZONE

Cette zone est spécifique aux activités et installations de l'aérodrome. Elle est concernée par un Plan d'Exposition au Bruit. Elle comprend un secteur UXph destiné à accueillir un champ solaire équipé avec des panneaux photovoltaïques.

Précision : les constructions et occupations non mentionnées aux articles UX1 et UX2, c'est à dire non interdites ou soumises à des conditions particulières sont autorisées de fait.

Article UX 1 : Les occupations et utilisations du sol interdites

- La création de nouveaux logements est interdite à l'exception de celles visées à l'article UX2, paragraphe 3,
- L'ouverture et l'exploitation de carrières,
- Les constructions à usage agricole,
- Les constructions à usage industriel,
- Les terrains de camping et de caravaning,
- Le stationnement isolé de caravanes et les résidences mobiles de loisirs,
- Les installations et travaux divers désignés à l'article R442-2 du Code de l'Urbanisme hormis ceux cités à l'article UX2,
- Les dépôts de toute nature.

Article UX 2 : Les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

En dehors du secteur UXph :

Sont admises toutes occupations et utilisations du sol ne figurant pas dans la liste citée à l'article UX1, et notamment :

- Les constructions à usage d'habitation destinées au logement des personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer le fonctionnement, la surveillance ou le gardiennage des établissements et installations implantés dans la zone
- La reconstruction à l'identique d'un bâtiment sinistré à condition que la densité soit au plus égale à celle du bâtiment sinistré.
- L'extension des constructions à usage d'habitation dans la limite de 30 % de l'emprise au sol existante et de 250m2 de surface de plancher totale.
- Les changements de destination
- Les bâtiments annexes des constructions à usage d'habitation tels que garages, remises, abris
- Les aires de stationnement et les dépôts de véhicules
- Les constructions à usage de bureau ou de commerce, ainsi que les bâtiments recevant du public, à condition de présenter une isolation acoustique.
- Les panneaux photovoltaïques au sol.

Dans le secteur UXph :

Sont uniquement admis les panneaux photovoltaïques au sol.

Article UX 3 : Les conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

1) Accès :

Les constructions et installations autorisées doivent avoir accès à une voie publique ou privée, soit directement, soit par passage aménagé sur les fonds voisins.

Ces accès doivent présenter les caractéristiques minimales définies ci-dessous :

- Leurs caractéristiques géométriques doivent répondre à l'importance et à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles qu'ils desservent, pour satisfaire aux exigences de la sécurité, de la protection civile, et de la défense contre l'incendie.
- Leur raccordement sur les voies publiques doit être aménagé en fonction de l'importance du trafic des dites voies, en assurant notamment une visibilité satisfaisante vers la voie.

En particulier, les accès doivent être adaptés à la circulation des véhicules lourds et leur permettre d'entrer et de sortir sans manœuvre.

2) Voirie :

La desserte de la zone UX doit être assurée par des voies répondant à l'importance et à la destination des immeubles susceptibles d'y être édifiés.

En particulier :

- Les voies publiques à créer doivent avoir au minimum 10 mètres de plate-forme et une chaussée d'une largeur minimale de 7 mètres.
- Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale de façon à permettre aux véhicules, notamment aux véhicules lourds, de faire aisément demi-tour.

Les placettes et tournes-bride auront une surface qui devra permettre au moins l'inscription d'un cercle de 11 mètres de rayon, non compté la largeur des trottoirs.

Article UX 4 : Les conditions de desserte par les réseaux

1) Alimentation en eau :

Toute construction ou installation qui requiert une desserte en eau potable doit être alimentée par branchement sur une conduite publique de distribution de caractéristiques suffisantes, située au droit du terrain d'assiette.

Par ailleurs, un moyen de lutte contre l'incendie suffisant doit être présent à moins de 200 m de la construction.

2) Assainissement :

a - Dispositions générales :

Eaux usées

Les eaux usées de toute nature doivent être évacuées par des canalisations souterraines au réseau public d'assainissement en respectant ses caractéristiques.

Toutefois, les eaux usées autres que domestiques devront faire l'objet d'un pré-traitement adapté à la nature des rejets avant déversement dans les égouts publics. Les dispositions à adopter et les caractéristiques des eaux usées susceptibles d'être reçues par le réseau public seront définies, préalablement à tout déversement, avec le service gestionnaire du réseau d'assainissement, soit conformément au règlement sanitaire départemental, soit conformément à la réglementation concernant les installations classées.

Eaux pluviales

Les eaux pluviales devront être traitées par infiltration et/ou rétention sur le terrain de l'opération. Si le rejet au fossé ou au réseau est nécessaire, le pétitionnaire doit prévoir des solutions alternatives de façon à ce que le débit de fuite au fossé ou au réseau public n'excède pas 3 litres/hectare/seconde.
Le dimensionnement des ouvrages est établi sur la base des précipitations vicennales. Une attention particulière sera portée à la gestion des apports importants sur courte période (orages).
Un traitement des eaux de ruissellement pourra être prescrit, en tant que de besoin, pour certaines installations le nécessitant (station-service, parkings, etc.)

b - Dispositions applicables dans l'attente du réseau public :

Lorsque le réseau public n'est pas mis en place, et seulement dans ce cas, l'installation de dispositifs d'assainissement provisoire peut être autorisée, à condition que les caractéristiques de l'unité foncière (surface, forme, pente, etc.) et la nature du sol, permettent de satisfaire à la réglementation d'hygiène en vigueur.

Les eaux usées autres que domestiques devront être traitées et évacuées selon le cas, soit conformément au règlement sanitaire départemental soit conformément à la réglementation concernant les installations classées.

En outre, les installations devront être conçues et établies de manière à pouvoir se raccorder ultérieurement au réseau public prévu dans les projets d'assainissement et une installation distincte de raccordement futur au réseau public pourra être prévue.

Les bénéficiaires de ces dispositions seront tenus de se brancher sur le réseau dès qu'il sera construit et devront satisfaire à toutes obligations réglementaires vis à vis du gestionnaire de ce réseau. Ce branchement sera effectué à leur frais.

Les aménagements réalisés sur tout terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales.

Un traitement des eaux de ruissellement pourra être prescrit, en tant que de besoin, pour certaines installations le nécessitant (station-service, parkings, etc.)

Article UX 5 : La superficie minimale des terrains constructibles

Non réglementé

Article UX 6 : L'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions doivent être implantées à une distance de :

- au moins égale à 10 mètres de l'alignement existant ou prévu des voies et emprises publiques communales, en dehors du secteur UXph,
- au moins égale à 4 mètres de l'alignement existant ou prévu des voies et emprises publiques communales, dans le secteur UXph,
- au moins égale à 30 mètres de l'axe de la route nationale 21.

L'extension des constructions existantes est autorisée en continuité du bâti existant.

Une implantation différente peut être admise :

- pour tenir compte d'impératifs techniques ou fonctionnels directement liés à l'exploitation de l'aérodrome, sous réserves des conditions de sécurité ;
- lorsque le projet de construction prolonge une construction existante en bon état ;
- pour les ouvrages techniques et travaux exemptés de permis de construire nécessaires au fonctionnement des divers réseaux.

Article UX 7 : L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

L'extension des constructions existantes est autorisée en continuité du bâti existant, sans aggraver la situation existante.

1) **Constructions hors habitation**

En dehors du secteur UXph :

La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

Dans le secteur UXph :

Les constructions peuvent être implantées sur l'une des limites séparatives de propriété, en ordre continu ou semi-continu. Dans le cas contraire, la distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapprochée doit être au moins égale à 3 mètres.

Des marges plus importantes peuvent être imposées par l'autorité compétente lorsque des conditions particulières de sécurité ou de défense civile doivent être strictement respectées.

2) **Constructions à usage d'habitation et leurs annexes :**

Les constructions peuvent être implantées sur une limite séparative. Dans le cas contraire, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à trois mètres.

3) **Ces marges pourront être réduites** compte tenu d'impératifs techniques et sous réserve du respect des conditions de sécurité.

Article UX 8 : L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

En dehors du secteur UXph :

La distance entre deux constructions édifiées sur une même unité foncière doit être au moins égale à 6 mètres. Des marges d'isolement plus importantes peuvent être imposées lorsque des conditions particulières de sécurité doivent être respectées. Une distance inférieure peut être admise pour des impératifs techniques ou fonctionnels directement liés à l'exploitation de l'aérodrome ou à l'exercice d'un service public.

Dans le secteur UXph :

Non réglementé.

Article UX 9 : L'emprise au sol des constructions

Non réglementé

Article UX 10 : La hauteur maximale des constructions

Les constructions nouvelles devront veiller à respecter les règles de hauteur établies par les servitudes aéronautiques qui s'appliquent sur la zone.

Article UX 11 : L'aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

1) **Dispositions générales :**

Les constructions doivent présenter une unité d'aspect et de matériaux compatible avec le caractère des constructions avoisinantes, du site et des paysages.

Les constructions, par leur situation, leur architecture, leur dimension ou l'aspect extérieur des bâtiments à édifier ou à modifier, ne devront pas être de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains, ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

2) Constructions autres que celles visées au point 3) du présent article UX 11

La forme des bâtiments sera simple et extérieurement justifiée par les impératifs techniques liés à la nature de la construction.

a - Matériaux :

Les surfaces extérieures pleines ne pourront être brillantes.

Les matériaux suivants sont interdits pour un usage extérieur :

- peinture ou revêtement de couleur vive ou blanche, sauf dans le cas d'impératif technique ou réglementaire lié à la nature de la construction,
- tôle galvanisée et papier goudronné employée à nu,
- parpaings ou briques creuses non revêtus d'un enduit,
- enduits autres que ceux du ton des sables locaux.

b - Toitures :

Les constructions doivent être terminées par des toitures en pente, mises en œuvre conformément aux règles de l'art .Les couvertures seront en bardage pour les bâtiments à vocation économique et les bâtiments recevant du public. Toutefois, lorsque le parti architectural le justifie, les prescriptions ci-dessus peuvent ne pas être appliquées. Par exemple, dans les cas suivants :

- lorsque le parti architectural intègre des toitures terrasses ou toitures végétales ;
- lorsque le parti architectural justifie l'emploi du zinc et des tuiles mécaniques ou à emboîtement ;
- pour les restaurations de toitures existantes, réalisées en tuiles d'une autre nature ou en ardoise ;
- lorsque des capteurs d'énergie solaire sont utilisés, pour les parties de toiture intéressées. Il est rappelé que les capteurs d'énergie solaire doivent être implantés dans le plan de toiture et non en saillie.

Les tuiles de couleur très claire sont interdites.
Dans le secteur UXph, les toitures terrasses sont autorisées.
.

c - Clôtures :

Les clôtures à proximité immédiate des accès aux établissements et des carrefours des voies ouvertes à la circulation doivent être établies de telle sorte qu'elles ne créent pas de gêne pour la circulation publique, notamment en diminuant la visibilité.

L'implantation des clôtures sera soumise aux règles suivantes :

- en limite séparative, elles pourront être mitoyenne ou non, et doublée d'une haie libre ou d'une bande boisée d'essence champêtre principalement ;
- les haies végétales continues constituées de conifères de forme géométrique régulière sont à proscrire ;
- dans tous les cas, cette doublure végétalisée ne devra se poursuivre le long des voies afin de ménager des cônes de visibilité.

Les clôtures tiendront compte du voisinage des arbres existants et veilleront à maintenir le réseau racinaire actuel et futur.

3) Constructions à usage d'hôtel ou de restaurant, de logements, et leurs annexes :

a - Façades

: Sont interdits :
- les enduits autres que ceux du ton des sables locaux.
- les façades de couleur blanche
- l'emploi à nu de tôle galvanisée ou de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'un enduit tels que briques creuses, parpaings, etc.

b - Toitures :

Les constructions doivent être terminées par des toitures en pente, mises en œuvre conformément aux règles de l'art :
- couverture en bardage pour les bâtiments à vocation économique et les bâtiments recevant du public.

Toutefois, lorsque le parti architectural le justifie, les prescriptions ci-dessus peuvent ne pas être appliquées. Par exemple, dans les cas suivants :
- lorsque le parti architectural intègre des toitures terrasses ou toitures végétales ;
- lorsque le parti architectural justifie l'emploi du zinc et des tuiles mécaniques ou à emboîtement ;
- pour les restaurations de toitures existantes, réalisées en tuiles d'une autre nature ou en ardoise ;
- lorsque des capteurs d'énergie solaire sont utilisés, pour les parties de toiture intéressées. Il est rappelé que les capteurs d'énergie solaire doivent être implantés dans le plan de toiture et non en saillie.

Les tuiles de couleur très claire sont interdites.

4)- Les bâtiments annexes

Les bâtiments annexes, tels que garages, abris ou remises sont soumis aux mêmes règles d'aspect que les constructions principales ; toutefois, les bâtiments enterrés dans le terrain naturel peuvent être admis, à condition que cela favorise leur intégration au paysage environnant.

Article UX 12 : Obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement

En dehors du secteur UXph :

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions ou installations doit être assuré en dehors des voies ouvertures à la circulation publique.
Pour les équipements accueillant du public, il doit être créé des aires de stationnement dont le nombre de places est à déterminer en fonction de la capacité d'accueil des installations.

Dans le secteur UXph :

Non réglementé.

Article UX 13 : Les espaces libres et les plantations

1) Espaces libres :

Les délaissés des aires de circulation et de stationnement doivent être aménagés en espaces verts.

2) Plantations :

En bordure des voies de desserte et dans la limite des conditions d'exploitation aéronautiques, il doit être prévu des surfaces engazonnées plantées d'arbres. Ces plantations devront être constituées d'essences végétales champêtres principalement.
Les aires de stationnement doivent être plantées à raison d'un arbre pour quatre places.

Article UX 14 : Le coefficient d'occupation du sol

Non réglementé

Article UX 15 : Les obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière de performances énergétiques et environnementales

Non réglementé.

Article UX 16 : Les obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

Dans le cadre de la mise en place progressive de la fibre optique sur le territoire, toute nouvelle construction devra prévoir :
- un fourreau adapté (du type PVC 42/45, aiguillé sans annelures).



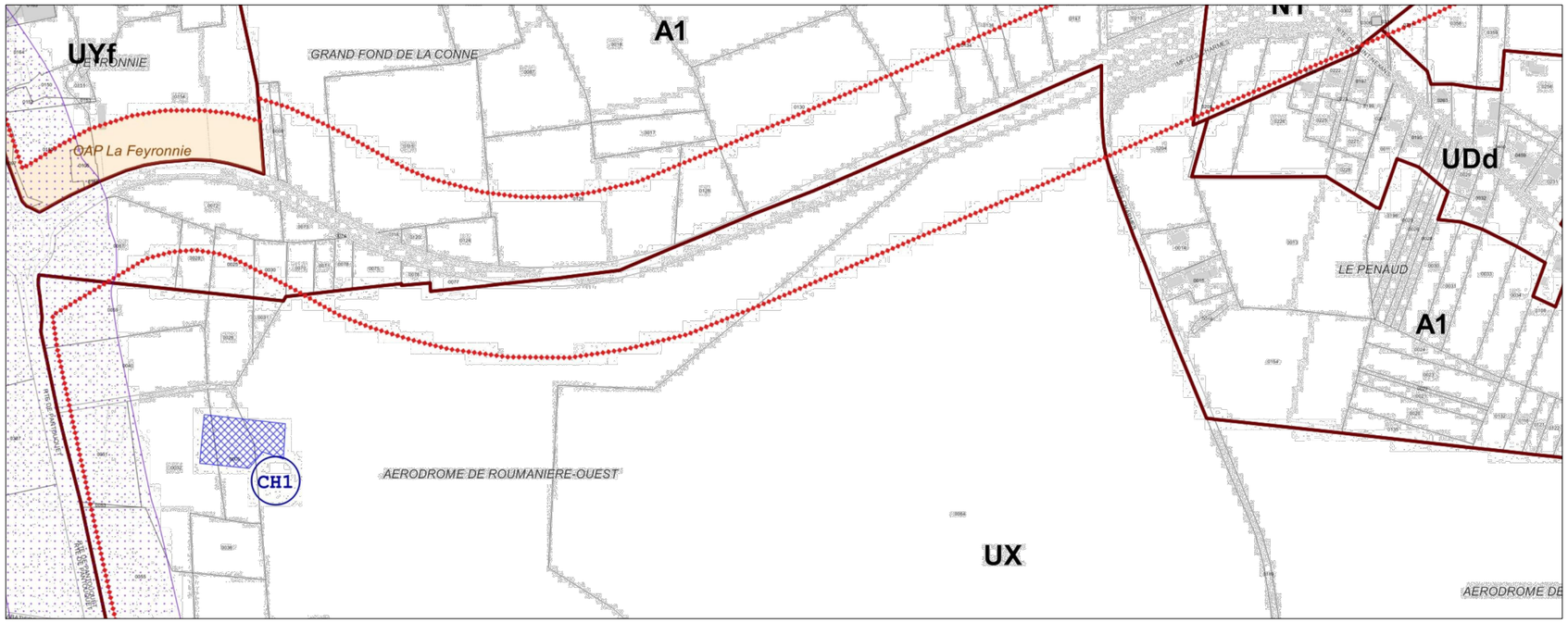
Pièce 4-2

Règlement : pièce graphique (extrait)

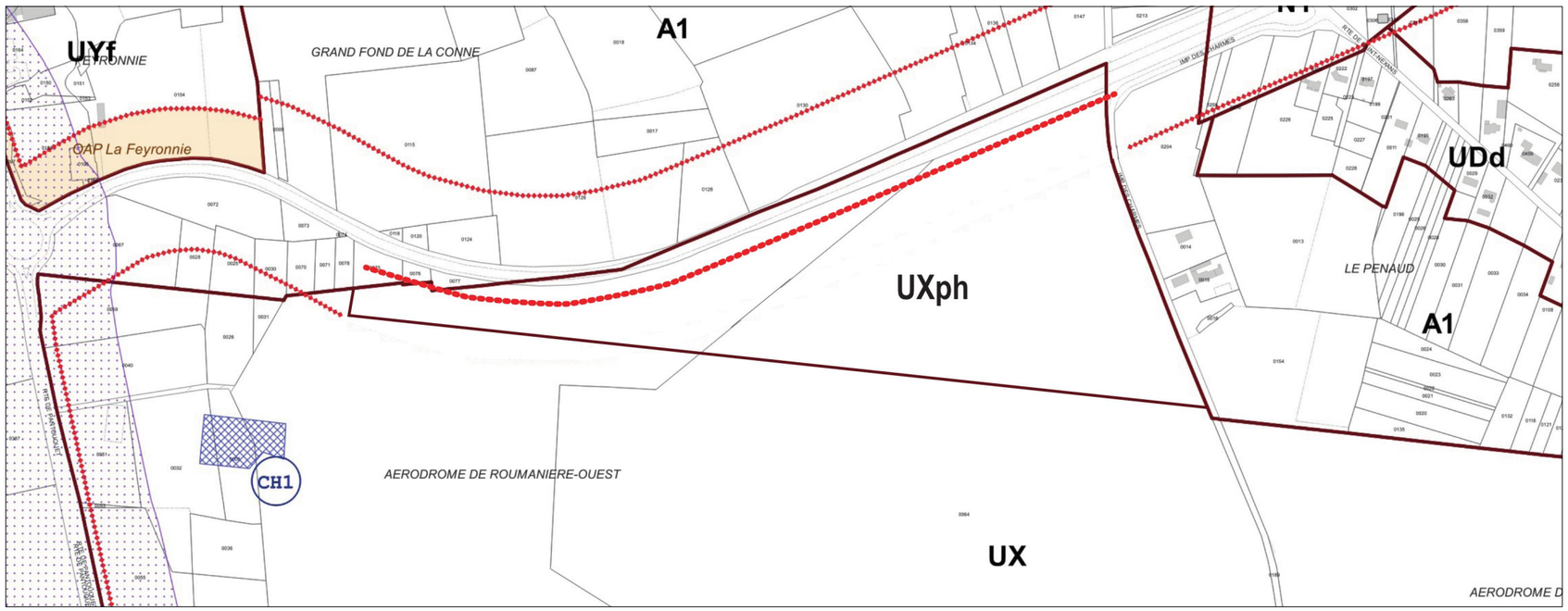
URBAM : urbaniste qualifiée par l'OPQU
Siège social : 24-26 rue de Marlacca -33620 CAVIGNAC - Etablissement secondaire : Parc Innolin – CS 60073 - 15 allée des Acacias - 33700 MERIGNAC
Tèl : 05-57-68-69-73 – Fax : 05-57-68-61-02 – contact@urbam33.fr – site : www.urbam33.fr

Secteur "Roumanière"

AVANT MEC 1



APRES MEC 1



UX -18,1720 ha
UXph + 18,1720 ha

Recul au titre de l'article L.111-6 du code de l'urbanisme réduit à 30m

N

URBAM conseil, études, projets

Représentation graphique URBAM - Avril 2018

3– PROCES-VERBAL D'EXAMEN CONJOINT ET AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES

Département de la Dordogne
Communauté d'Agglomération Bergeracoise

Commune de **BERGERAC**

DECLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME



DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

Plan Local d'Urbanisme	Déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1	Révision à modalités simplifiées	Modification/ Modification Simplifiée
Approbation : le 10 Décembre 2008	Déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 : *en cours*	Révision Simplifiée n°1 approuvée le 13 Décembre 2012 Révision à modalités simplifiées n°2 approuvée le 26 février 2014	Modification Simplifiée n°1 approuvée le 20 Mai 2010 Modification Simplifiée n°2 approuvée le 23 Septembre 2010 Modification Simplifiée n°3 approuvée le 28 Juin 2011 Modification Simplifiée n°4 approuvée le 11 avril 2016 Modification n°1 approuvée le 13 Décembre 2012 Modification n°2 approuvée le 26 février 2014 Modification n°3 approuvée le 09 novembre 2015 Modification n°5 approuvé le 19 décembre 2016

URBAM
conseil, études, projets

URBAM : urbaniste qualifiée par l'OPQU
Siège social : 24-26 rue de Marlacca -33620 CAVIGNAC - Etablissement secondaire : Parc Innolin – CS 60073 - 15 allée des Acacias - 33700 MERIGNAC
Tèl : 05-57-68-69-73 – Fax : 05-57-68-61-02 – contact@urbam33.fr – site : www.urbam33.fr

Mandataire :

URBAM
conseil, études, projets

COMPTE-RENDU DE REUNION

Collectivité :	Communauté d'Agglomération Bergeracoise (Dordogne)
Prestation :	Mise en compatibilité n°1 du Plan Local d'Urbanisme de BERGERAC
Date :	Lundi 09 Juillet 2018 à 14 h 30
Lieu de la réunion :	Communauté d'Agglomération
Type de réunion :	Comité de pilotage n°1
Ordre du jour :	Examen conjoint.
Participants :	M. Christian BORDENAVE (vice-président CAB) M. Christophe ANDRES (SYCOTEB) Mme PUYMALY (Conseil Départemental) Mme Marie-Odile GROS (DDT 24 – ST Bergerac) Mme Hélène DURAND-LAVILLE (Urbaniste – URBAM)
Excusés :	UDAP, Mme HÄNNINEN DREAL Chambre d'Agriculture, M. MICHAU

Il s'agit de procéder à l'examen conjoint du dossier de déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU de BERGERAC.

Mme DURAND-LAVILLE ouvre la séance, évoque l'objet de cette rencontre et rappelle les grandes lignes du projet et du contenu du dossier.

- Chambre d'Agriculture 24 :

La Chambre d'Agriculture, absente et excusée, précise, dans un courrier en date du 02 juillet, qu'un réseau d'irrigation se situe en limite de zone. Il est acté de le préciser dans le dossier qui sera approuver en Conseil Communautaire.

- Conseil Départemental 24 :

Le présent dossier est arrivé tardivement au Conseil Départemental.
Le Département émet un avis favorable du Département ➔ *cf. courrier transmis le 10 août 2016 à la Communauté d'Agglomération.*
Le Conseil Départemental souligne que ce projet répond à une politique d'optimisation du foncier.

- DDT 24 :

Il est difficile d'instruire ce projet sans créer un secteur (par exemple UXph). Il n'est pas possible d'indiquer dans un règlement écrit des règles applicables à certaines parcelles et pas à d'autres : les numéros de parcelles peuvent évoluer dans le temps. En effet, on se retrouve avec deux règles différentes pour une même zone : cela fragilise juridiquement le projet.
Il est donc acté de créer un secteur spécifique pour le champ photovoltaïque dans son intégralité (tranches 1 et 2) : ce secteur sera nommé UXph.
De plus, à chaque fois que le dossier évoque « l'article L.111-1-4 » indiquer plutôt « ex. article L.111-1-4, aujourd'hui article L.111-6 ».

- SCoT

M. ANDRES précise que le PCET arrêté est a évoqué en introduction du dossier : ce projet participe à sa mise en œuvre.
Le projet n'induit pas de contrainte en matière paysagère et en matière environnementale.
Il serait intéressant de préciser à quel poste source se raccorde le projet et où il se situe. Comment est acheminée l'énergie ?
On note donc un rapport de compatibilité entre le dossier de déclaration de projet valant mise en compatibilité et le SCoT opposable ainsi que le projet de PCET arrêté.

La DREAL rendra son avis mi-septembre, puis l'enquête publique sera organisée.

La séance est ensuite levée.

FEUILLE DE PRESENCE

EXAMEN CONJOINT

REUNION 9 JUILLET 14H30

ORGANISME	SIGNATURE	MAIL
SYCOTEB C. ANDRES		
BORDENAVE Christian Vice P° CAB		cbordenave@bergerac.fr
GROS Marie-Odile - DDT		marie-odile.gros@dordogne.gouv.fr
CD 24. URBANISME		a.puymaly@dordogne.fr
Helene DURAND-LAVILLE URBAM		contact@urbam33.fr
Fabienne Fayette. Urbaniste. CAB		f.fayette@la-cab.fr

AGRICULTURES & TERRITOIRES
CHAMBRE D'AGRICULTURE DORDOGNE

Département Dynamiques environnementales et foncières
Tél. 05 53 45 47 85

Siège Social
Boulevard des Saveurs
Crè@Vallee Nord
Coulounieix-Chamiers

Adresse postale
CS 10250
24060 PERIGUEUX CEDEX 9
Tél. 05 53 35 88 88
accueil@dordogne.chambagri.fr

Coulounieix-Chamiers, le 02 juillet 2018

Monsieur le Président
Communauté d'Agglomération
Bergeracoise
La Tour Est
CS 40012
24112 BERGERAC CEDEX

Réf : JM/NL

Dossier suivi par Julien MICHAU
Tél. : 05.53.45.47.85
email : julien.michau@dordogne.chambagri.fr

Objet : **Procédure de Déclaration de projet n°1 Bergerac valant Mise en Compatibilité du PLU de BERGERAC**

Copie à :
Julien BONDUE : DDT-SUHC
Thierry JULLIEN : DDT-SCAT
ST Bergerac DDT

Monsieur le Président,

Vous nous avez transmis, pour avis, le dossier de procédure de déclaration de projet n°1 Bergerac valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de BERGERAC et nous vous en remercions.

Après étude de ce dossier par le Département Dynamiques Environnementales et Foncières et selon des critères techniques d'analyse, nous vous faisons part des observations suivantes :

- Avis favorable aux évolutions apportées au PADD ainsi qu'au règlement.

Nous vous rappelons que les parcelles concernées par le projet sont en prairies et qu'un réseau d'irrigation se situe en limite de la zone Uxph (voir pièce jointe – source ADHA 24).

En conséquent, la Chambre d'Agriculture émet un avis favorable sous réserve de prise en compte des remarques ci-dessus.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
loi du 03/01/1924
Siret 182 400 010 00 191
APE 9411
www.dordogne.chambagri.fr

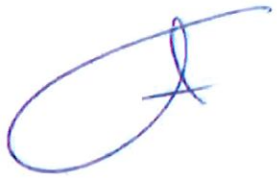
Nous vous saurions gré de bien vouloir nous transmettre sous format CD.Rom la version exécutoire de la déclaration de projet N°1 valant mise en compatibilité du PLU de la commune de BERGERAC .

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire,

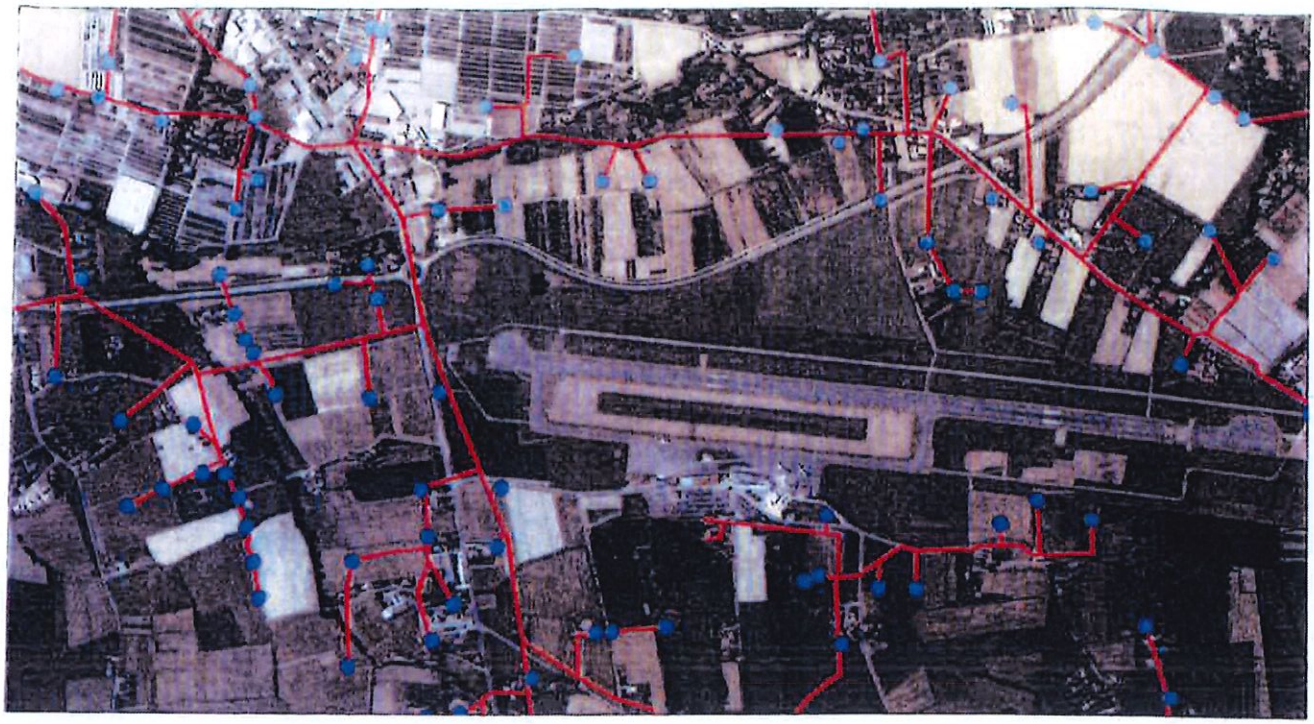
nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, nos salutations distinguées.

Le Président,

Jean-Philippe GRANGER



PJ : plan réseau ASA



Le plan du réseau de l'ASA de Bergerac Sud est donné à titre informatif.
Le tracé du réseau n'ayant jamais était vérifié par les responsables de l'ASA,
la responsabilité de l'ADHA24 ne pourra pas être recherchée si le tracé réel diffère
de celui présenté ci dessus.

O.F.F.A GETTE

SDE 24
Syndicat Départemental d'Energies

territoire d'énergie DORDOGNE

Périgueux, le 2 juillet 2018

Le Président

3036
ARRIVÉE LE
09 JUIL. 2018
C.A.B.

à

Monsieur le Président
De la Communauté d'Agglomération Bergeracoise
Domaine de La Tour

24112 BERGERAC Cedex

Nos réf. : PhD/DB/VG N°195-ER-13
Objet : Déclaration de projet n°1 Bergerac valant mise en compatibilité du PLU de Bergerac
P.J. : Guide des aides

Interlocuteurs :
Chargé d'opérations : David BARBIERI Tél. : 05 53 06 62 25
Gestionnaire technique : Véronique GIBILY Tél. : 05 53 06 62 04

Monsieur le Président,

Vous m'avez convié à participer à la réunion concernant la déclaration de projet n°1 Bergerac valant mise en compatibilité du PLU de Bergerac et je vous en remercie.

J'ai le regret de vous informer qu'il ne me sera pas possible d'assister ou de me faire représenter à cette réunion et je vous prie de bien vouloir m'en excuser.

Cependant, pour vous permettre d'effectuer une approche objective de la desserte en énergie électrique des différentes zones de votre document d'urbanisme, je vous joins le guide des aides du SDE 24 *(Attention, ce document est régulièrement actualisé. Il est accessible sur notre site internet www.sde24.fr).* Il reprend les différentes prestations réalisées sous la maîtrise d'ouvrage du SDE 24 et les modalités financières correspondantes.

Mes services restent à votre disposition pour tout complément d'information qui vous sera utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes respectueuses salutations.

Le Président,
Vice-Président de la FNCCR,

Philippe DUCÈNE

Copie : M. Alain CASTANG - Vice-Président du secteur de ISSIGEAC-SIGOULES

Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne
7 Allées de Tourny - CS 81225 - 24019 Périgueux Cedex - Tel. 05 53 06 62 00 - Fax. 05 53 09 30 70
accueil@sde24.fr - www.sde24.fr

SDE 24

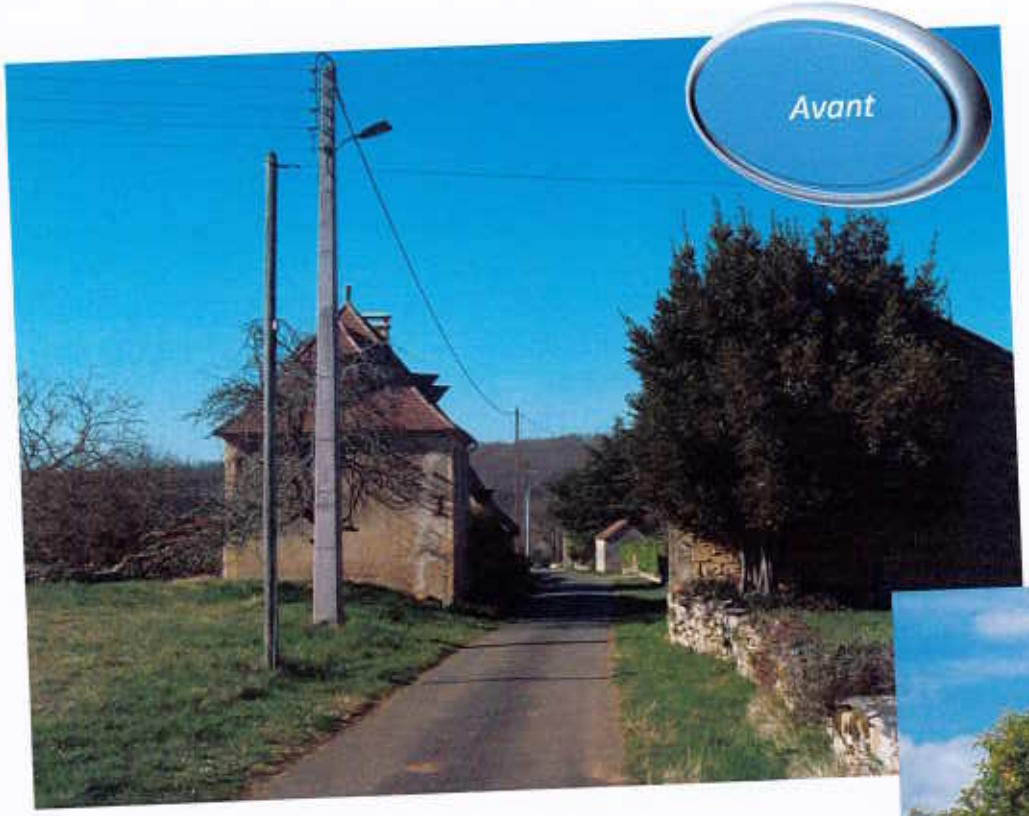
Syndicat Départemental d'Energies

"Le service public de proximité"



Le Guide des aides du SDE 24

Comité syndical du 24/10/2013 - Dernière mise à jour - comité du 20/10/2016


Avant


Après

RENFORCEMENTS / SECURISATION

Nature de l'opération	Financement SDE 24	Financement Commune	Conditions, observations ou précisions
Tranche A du FACE : Renforcements urgents des réseaux de distribution basse tension	100 %	0 %	Opérations à caractère d'urgence (renforcements urgents et Tarifs Jaunes) Coordination de travaux avec le concessionnaire ENEDIS
Tranche B du FACE : Renforcements programmés	100 %	0 %	Renforcements programmés annuellement Contraintes de Tension et d'Intensité (U et I) (Justification des contraintes du réseau par mesures électriques effectuées par le SDE 24 et/ou informations provenant d'ENEDIS)
Tranche S du FACE : Sécurisation des réseaux en fils nus soumis aux aléas climatiques	100 %	0 %	Réseaux en fils nus fragiles aux intempéries. La reconstruction en câble torsadé aérien est privilégiée
Tranche S' du FACE : Remplacement des réseaux en fils nus de faible section soumis aux aléas climatiques	100 %	0 %	Réseaux en fils nus de faible section fragiles aux intempéries (Cuivre <=14mm2 ou autres alliages <=22mm2) La reconstruction en câble torsadé aérien est privilégiée.
Programme S3 Remplacement des réseaux en fils nus soumis aux aléas climatiques	100 %	0 %	Réseaux en fils nus fragiles aux intempéries Pas de contraintes dans la technique de réalisation aérienne ou souterraine (Pas de participation du FACE)



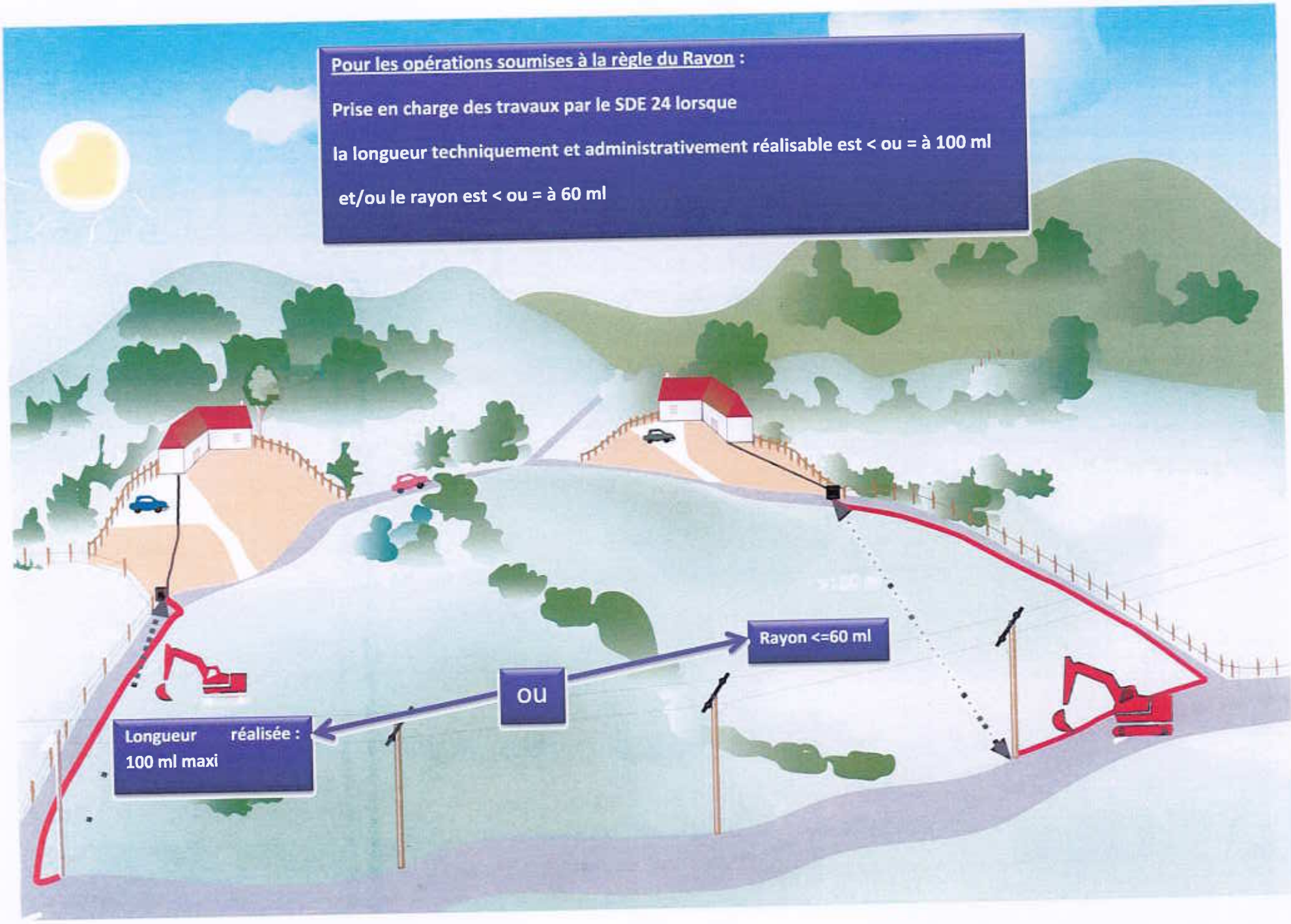

SDE 24



EFFACEMENTS DE RESEAUX

Nature de l'opération	Financement SDE 24	Financement de la Commune	Autres financements ou participations	Conditions, observations ou précisions	Pièces
Programme Environnemental **Tranche C du FACE**	100 %	0 %		Priorité est donnée aux aménagements urbains des bourgs	Joindre projet d'aménagement par la collectivité
Article 8 du cahier des charges					Justification de l'intérêt patrimonial du site et plan du périmètre d'effacement souhaité Article 8 ENEDIS : Un seul projet par année par commune avec un montant de travaux plafonné à 300 000 €. Article 8 SDE : pas de plafond
Communes rurales	60 %	0 %	40 % ENEDIS	Priorité est donnée aux abords de sites et monuments classés ou inscrits avec une proportion représentative de fils nus	
Communes urbaines	voir conditions		40 % ENEDIS	Participation de la commune à hauteur du taux de taxe sur l'électricité, conservé par la commune, sur 60 % du montant HT	
Article 8 SDE					
Communes rurales	100 %	0 %	-	Priorité est donnée aux abords de sites et monuments classés ou inscrit	
Communes urbaines	Voir conditions		-	Participation de la commune à hauteur du taux de taxe sur l'électricité, conservé par la commune, sur 100 % du montant HT	

Pièces à fournir pour toutes les demandes : Demande écrite circonstanciée de la commune et engagement de traiter simultanément l'effacement des réseaux de télécommunications et la prise en charge des équipements d'éclairage public.


Pour les opérations soumises à la règle du Rayon :
Prise en charge des travaux par le SDE 24 lorsque
la longueur techniquement et administrativement réalisable est < ou = à 100 ml
et/ou le rayon est < ou = à 60 ml
Rayon <=60 ml
ou
Longueur réalisée :
100 ml maxi

EXTENSIONS DE LIGNE POUR LES PARTICULIERS – P<= 36 kVA

Nature de l'opération	Financement	Participation
Constructions individuelles privées à usage d'habitation (PC < 4 ans) **Restauration bâtiment existant à usage d'habitation (PC < 4 ans)** **Activités professionnelles agricoles – artisanales – commerciales – industrielles** (L 332.8) avec PC ou DP ou autorisation mairie et justificatif de création d'une nouvelle activité si autorisation d'urbanisme pas nécessaire) **Zones de loisirs (L 332.8)** Camping - Villages de mobil home – PRL **Locaux associatifs privés** **Raccordements de terrains libres sans autorisation d'urbanisme (étang…) : Possible uniquement si demande et prise en charge du coût des travaux par la commune**	COMMUNE ou DEMANDEUR	Règle du rayon **P= (L-100) x 75€** (ou coût réel HT réfacté de 40%)
Extensions sur chemins de servitudes privés (ou propriété du chemin en indivision) : PC - le chemin doit être borné	DEMANDEUR	**P= L x 45 €** (ou coût réel HT réfacté de 40%)
Bâtiment existant à usage d'habitation ou autre sans PC ou avec PC > 4 ans **Captage, pompage pour irrigation** (autorisation mairie + justification MSA) **Edifice cultuel appartenant à une association cultuelle** **Pylône pour téléphonie mobile**	DEMANDEUR	**P= L x 45 €** (ou coût réel HT réfacté de 40%)

Règles générales aux extensions et à l'instruction des permis de construire ou certificats d'urbanisme

R : rayon mesuré en ligne droite du réseau public existant au point de livraison situé en limite du domaine public (Il est toujours mesuré à partir de l'angle de la propriété concernée joignant le domaine public, le plus proche du réseau public existant et détermine la saisine de la commune pour la prise en charge éventuelle de l'extension future.

L : longueur techniquement et administrativement réalisable mesurée sur le terrain

Branchements : Si la distance au réseau est inférieure à 30 m, il s'agit d'un simple branchement sans extension ; le pétitionnaire doit s'adresser directement au concessionnaire ENEDIS.

Les dispositions ci-dessus ne comprennent jamais les branchements qui, toujours à la charge du demandeur, doivent être sollicités auprès du concessionnaire ENEDIS, ni les dessertes privatives à l'intérieur des propriétés qui, constituant des équipements propres, doivent être également prises en charge en totalité par le demandeur.

Au-delà de deux lots, les lotissements privés sont traités directement par ENEDIS

TARIF JAUNE

P> 36 kVA et <=250 kVA

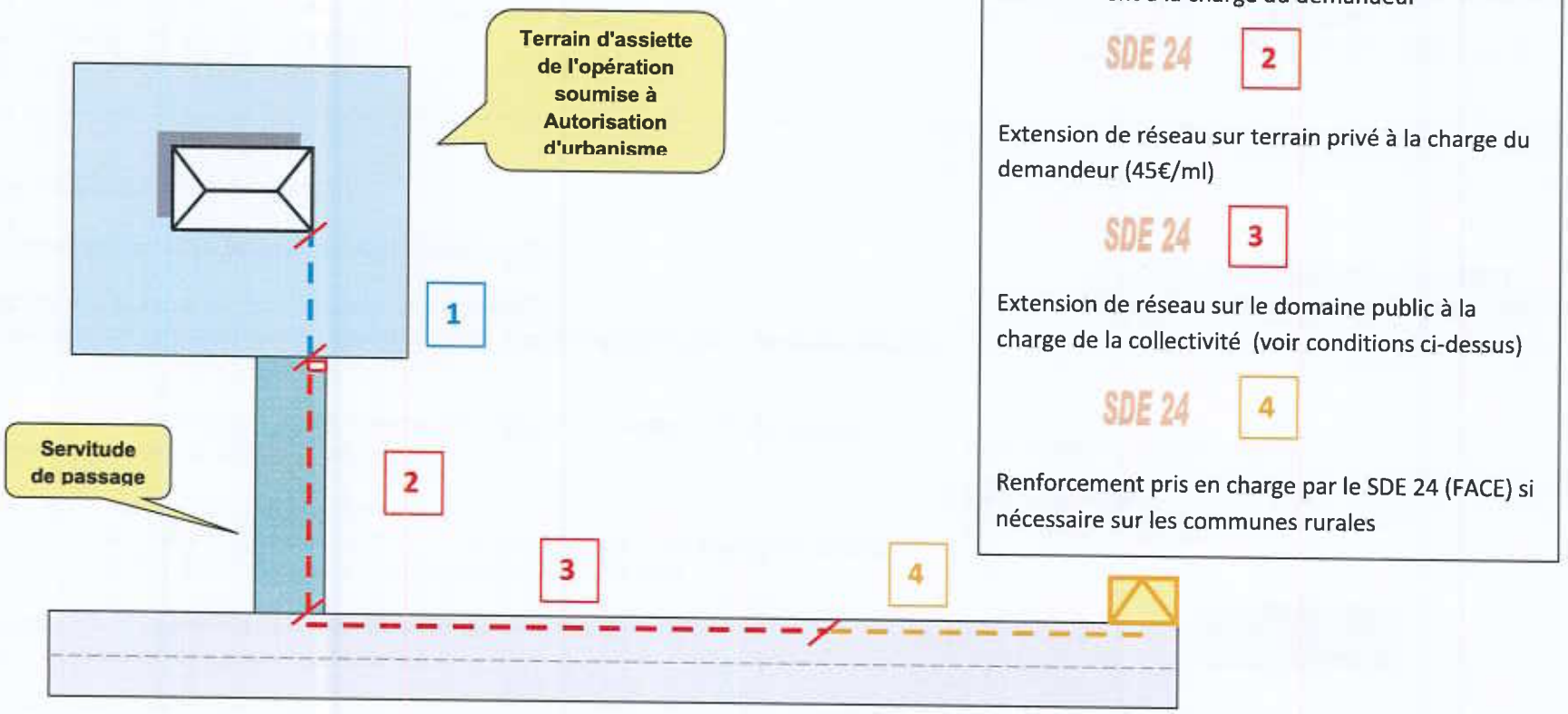
TARIF JAUNE : Puissance comprise entre 36 kVA et 250 kVA **Nouvelle demande de raccordement au tarif jaune** ***L est la longueur techniquement et administrativement réalisable mesurée entre le poste de transformation MT/BT le plus proche et le point de livraison***	DEMANDEUR	P = (3000 + (L X 22)) x Puissance souscrite en kVA/100
Demande d'augmentation de puissance	DEMANDEUR	Première demande de raccordement au TJ antérieure au 11/02/2016 : pas de participation Première demande de raccordement au TJ faite après le 11/02/2016 : participation fonction de la puissance : P = (3000 + (L X 22)) x (Puissance souscrite en kVA/100 – puissance initiale en kVA/100)

Extensions sur servitude privée

Le demandeur du raccordement n'est pas propriétaire de la parcelle d'accès à son terrain mais possède une servitude de passage notariée ou est propriétaire en indivision de la parcelle d'accès.

Le raccordement est réalisé en limite de sa propriété foncière et le coffret sera donc placé au bout du chemin d'accès.

La partie génie civil sur la servitude est obligatoirement effectuée sous maitrise d'ouvrage du SDE 24 et facturée au forfait de 45 € le ml



OPERATIONS SOUS MAITRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE P<=36 kVA

Nature de l'opération	Participation
Equipements communaux et intercommunaux Bâtiment ou installation sportive, culturelle ou associative **Equipements des services annexes communaux et intercommunaux** Déchetterie – station de relevage des eaux usées – station de traitement d'AEP ou d'eaux usées – forage AEP – réservoir d'eau potable… **Aires publiques communales ou intercommunales** Camping – aires de camping-cars - aires d'accueil des gens du voyage – aires de jeux – halte nautique… **Bâtiment communal ou intercommunal destiné à une activité économique exercée par un tiers** (multiples ruraux, pépinières d'entreprises, usines relais) **Desserte de points de comptage pour bornes de marchés** **Edifice cultuel (propriété de la commune)**	**Règle du rayon** **Puissance <=36 kVA** **P= (L-100) x 75€** (ou coût réel HT réfacté de 40%) ***Pour les Puissances >=36 kVA et <250 kVA : voir participation Tarif jaune ci-dessus***
Equipements communaux et intercommunaux Bâtiments administratifs (mairie, sièges EPCI..) Bâtiments des services techniques (hangar, atelier communal, CTM…)	Prise en charge par le SDE 24 à 100 % ***ainsi que*** ***pour les puissances >= 36 kVA et < 250 kVA***
Opérations groupées en maitrise d'ouvrage déléguée (HLM et opérations sous mandats)	Desserte et contributions par ENEDIS
Maîtrise d'ouvrage : Département, Région ou Etat (*sauf conventions spécifiques) **Edifice cultuel (propriété de l'Etat, Région ou Département)**	**P= L x 45 €** (ou coût réel HT réfacté de 40%) ***Pour les Puissances >=36 kVA et <250 kVA : voir participation Tarif jaune ci-dessus***

Nature de l'opération	Financement par SDE 24	Financement par collectivité
Lotissement ou zone artisanales communales ou intercommunales **Communes rurales** **Desserte primaire, externe à l'opération**	**1ère extension HTA + 1er poste de transformation**	**Extension(s) HTA + Poste(s) supplémentaires au coût réel réfacté de 40%**
Desserte interne, propre à l'opération	**Maîtrise d'œuvre**	**Coût réel des équipements HT réfacté de 40%**
Communes urbaines **Desserte primaire, externe à l'opération**	**Maîtrise d'œuvre**	**1ère extension HTA + 1er poste de transformation x taux de taxe conservé par la commune** **Extension(s) HTA + poste(s) supplémentaires au coût réel réfacté de 40%**
Desserte interne, propre à l'opération	**Maîtrise d'œuvre**	**Coût réel des équipements HT réfacté de 40%**
Opérations groupées en maitrise d'ouvrage déléguée (HLM et opérations sous mandats)	Desserte et contributions par ENEDIS	Desserte et contributions par ENEDIS

Documents à fournir pour les demandes de raccordement :

- une copie de l'arrêté du permis de construire
  ou une copie de la déclaration préalable
  ou une autorisation écrite de la mairie

- un plan de situation
  un plan cadastral (échelle 1/2000ème)
  sur lequel sera indiquée l'unité foncière à desservir

- Si activité professionnelle :
  une attestation professionnelle d'inscription au registre du commerce, des sociétés ou agricole

- Si chemin de servitude privé (ou propriété du chemin en indivision) :

  un plan de bornage du chemin de servitude privé

Programme spécifique 2014-2020

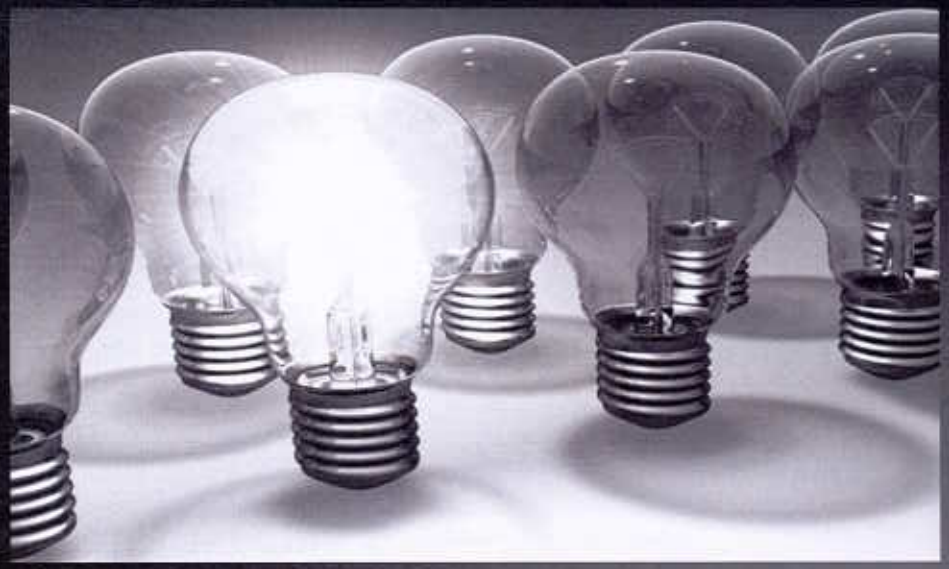
A partir du 20/10/2016, participation des communes :

Communes rurales et communes urbaines reversant la totalité de la taxe au SDE 24 :

15% du montant HT des travaux

Communes urbaines conservant tout ou partie de la taxe :

Montant des travaux HT x taux de taxe conservé



Eclairage public

Conditions techniques,

Administratives et financières

FINANCEMENTS POUR LES TRAVAUX D'INVESTISSEMENT ECLAIRAGE PUBLIC

Les programmes de travaux d'investissement sont soutenus par le SDE 24 suivant des conditions arrêtées chaque année par le comité syndical. La collectivité membre assure, au titre de sa contribution, la part de financement des travaux d'investissement, déduction faite des financements assurés par le SDE 24.

Les financements du SDE 24 en éclairage, décidés lors du comité syndical du 26 septembre 2013, modifiés le 26 février 2015, modifiés le 03 décembre 2015, modifiés le 22 octobre 2016 sont les suivants :

TYPE D'ECLAIRAGE	TYPE DE TRAVAUX	EQUIPEMENTS CONCERNES	Taux de participation du SDE 24
ECLAIRAGE PUBLIC	Création d'équipements avec du matériel de récupération de plus de 20 ans	Voirie et parc communaux	0%
	Création d'équipements – solution sodium		20%
	Création d'équipements - solution sodium (*si solution LED impossible*) ou pose de prises d'illumination		25%
	Création d'équipements – solution LED		30 %
	Renouvellement	Installation < 10 ans	0%
	Renouvellement	Installation entre 10 et 20 ans	25%
	Renouvellement d'équipements avec du matériel de récupération de plus de 20 ans	Installation > 20 ans	0%
	Renouvellement – solution sodium (*si solution LED possible – mais choix de la collectivité en sodium*)		30%
	Renouvellement – solution sodium (*si solution LED impossible*)		50%
	Renouvellement - solution LED		55%
	Extension – solution sodium		20%
	Extension – solution LED		30%
ECLAIRAGE SPECIFIQUE	Création solution sodium	Illuminations monuments	20%
	Création solution LED		30%
	Renouvellement – solution sodium (*si solution LED possible – mais choix de la collectivité en sodium*)		30%
	Renouvellement – solution sodium (*si solution LED impossible*)		50%
	Renouvellement - solution LED		55%
	Création / Renouvellement	Equipements sportifs	20%

Concernant les points lumineux alimentés par énergie photovoltaïque, il est proposé de ne prendre en compte que ceux destinés à répondre à des situations où les coûts d'amenée du réseau seraient prohibitifs et pour les sites isolés : abribus.

L'aide du Syndicat serait alors de 50% du coût HT, limitée à un point lumineux.

Enfin, pour les déplacements d'ouvrages, s'ils émanent de la commune, le SDE 24 participera à hauteur de 50% du montant HT ; s'ils n'émanent pas de la commune pour son propre compte, ils seront à la charge exclusive du demandeur, sans aide du Syndicat.

Priorités d'interventions et de prise en compte des dossiers :

Ordre de priorité	Type de travaux
1	Urgence, sécurité (sinistre, vandalisme)
2	- Obsolescence du matériel - Effacement coordonnés ER - Aménagement de bourg avec maitrise d'œuvre - Maitrise d'ouvrage déléguée (CG 24)
3	Eradication des luminaires type Boule
4	Extension de réseau EP
5	Illumination de monuments historiques et de bâtiments publics Equipement sportifs de plein air







CONTRIBUTIONS POUR LE FONCTIONNEMENT

Maintenance et exploitation :

En contrepartie des prestations détaillées aux articles 7 à 22 des conditions techniques, administratives et financières, la contribution de la collectivité membre pour la maintenance et l'exploitation est calculée en fonction du nombre et du type de luminaire (source, puissance, hauteur).

Lorsque la commune transfère la compétence en cours d'année, la contribution est calculée, prorata temporis, en fonction de la date de ce transfert.
Les contributions pour le fonctionnement, décidés lors du comité syndical du 26 septembre 2013, modifiés le 03 décembre 2015 sont les suivants pour l'année 2016 :

Nature foyers	***Contribution 2016***	
LED	*Par foyer*	**22,00 €**
Lampes incandescentes	*Par foyer*	**15,50 €**
Ballons fluorescents ou Fluo compact	*Par foyer*	**16,00 €**
Lampes à vapeur de Sodium (EP)	*Par foyer*	**22,00 €**
Lampes vapeur de Sodium > 250 W	*Par foyer*	**38,00 €**
Lampes à vapeur de Sodium < 250 W adaptables	*Par foyer*	**14,00 €**
Lampes à Iodures métalliques<= 250 W	*Par foyer*	**21,80 €**
Lampes à Iodures métalliques> 250 W< 400 W	*Par foyer*	**40,00 €**
Lampes à Iodures métalliques > 400 W	*Par foyer*	**78,00 €**
Prises pour Illumination	*Par prise*	**7,00 €**
Armoires de commande y compris module d'illumination et disjoncteurs	*Par armoire*	**35,80 €**
Changement d'heure de fonctionnement hors visite annuelle ou dépannage	*Par armoire*	**54,50 €**

Les prix sont fixés, chaque année en tenant compte de l'actualisation des marchés, par le comité syndical du SDE 24 et suivant les conditions économiques du moment et des résultats financiers du service.

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES POUR LES INSTALLATIONS D'ECLAIRAGE PUBLIC DEVANT INTEGRER LE PARC GERE PAR LE SDE 24

L'installation devra en tout cas répondre aux normes en vigueur notamment la C 17 200, EN 13 201, EN 40 etc. ...

Le câblage pourra être effectué de deux manières différentes, soit un câble de type U 1000 R2V 4 x 16 mm² posé sous gaine TPC 90 avec une couverture du câble de 0.90 m ou un câble de type U 1000 RVFV posé directement dans la tranchée avec une couverture également du câble de 0.90m. Les candélabres seront alimentés en passage (maximum 2 câbles dans chaque lampadaire) . Une liaison à la terre entre chaque candélabre et interconnectée d'une manière indémontable sera réalisée par un conducteur nu en cuivre de 25 mm².

Les télécommandes devront fonctionner sur une fréquence de 175 hertz, ou télécommande gérée avec horloge astronomique 2 sorties programmable par tablette électronique ou ordinateur portable.

Les luminaires devront répondre impérativement aux règles normatives suivantes :

- Les massifs pourront être réalisés de deux manières différentes, soit coulés sur place et vibrés pour éliminer les poches d'air, soit avec des massifs préfabriqués posés sur une assise en béton maigre. Le remblai autour du massif sera effectué par couche successive d'environ 20 cm de hauteur et damé mécaniquement. Dans les deux cas les massifs devront être conformes aux prescriptions du fournisseur, des conduits assureront le passage des câbles dans le massif.
- Luminaires éligibles aux certificats d'économies d'énergie RES-EC-04
- Classe 2
- Corps en aluminium
- Bloc optique IP 66, la vasque devra être interchangeable.
- Appareillage incorporé IP 54 minimum, ferromagnétique ou électronique
- Les sources utilisées seront du type SHP, iodure métallique de puissance 70W, 100W, 150W, 250W à douilles E27, E40, G12, cosmowhite de puissance 60W, 90W ou à Leds.
- Teinte RAL de l'ensemble au choix.
- Pour les luminaires LED, un système de protection contre les surintensités et surtensions prescrit par le fournisseur de la lanterne devra être posé à chaque point lumineux.

Pour permettre l'intégration de ces installations dans le parc d'éclairage public, le lotisseur devra fournir au SDE 24

- Un plan de récolement du réseau éclairage public du lotissement
- Le Type de matériel installé et ses caractéristiques
- Un certificat de conformité de l'installation délivré par un organisme de contrôle agréé et copie du consuel le cas échéant.
- Une étude photométrique pourra être demandé au besoin

En aucun cas le lotisseur ne pourra faire raccorder son installation sur le réseau public existant sans l'accord préalable du SDE 24.

PROCÉDURE DE DEMANDE DE DÉPANNAGE ÉCLAIRAGE PUBLIC

1. OUVERTURE DU SYSTÈME CANDELA

Aller sur Internet et taper www.sde24.fr

Aller sur « ESPACE PRIVÉ » :

- Entrer vos codes «Nom d'utilisateur» et «Mot de passe»
- Cliquer sur Connexion

Aller sur l'onglet « Espace Privé » puis cliquer sur Candela :

2. DEMANDE DE DÉPANNAGE

POSSIBILITÉ N°1 : un foyer est en panne

Cliquer sur l'onglet « cartographie »

- Zoomer pour obtenir les numéros des foyers
- Cliquer sur le foyer concerné par la panne pour ouvrir la fiche du foyer
- Cliquer sur « Signaler en Panne »
- Compléter la fiche (demandeur et observation)
- Valider

POSSIBILITÉ N°2 : plusieurs foyers sont en panne

Cliquer sur l'icône  : le listing de toutes les lampes s'ouvre

- Sélectionner les numéros des foyers concernés
- Cliquer sur icône en bas à droite de l'écran 
- Compléter la fiche (demandeur et observation)
- Valider

POSSIBILITÉ N°3 : un secteur est en panne

- Cliquer sur icône à gauche de l'écran 
- Compléter la fiche (demandeur et observation)
- Valider

SINISTRE SUR FOYER LUMINEUX EP. PROCÉDURE À SUIVRE

1 – Dès constatation d'un sinistre sur foyer lumineux, une demande d'intervention pour mise en sécurité est à adresser au SDE 24 (même procédure que pour les demandes de dépannage EP).

2 – Pour que le remplacement du matériel endommagé puisse être pris en charge à 100 % par le SDE 24, vous devez dans un délai de 15 jours qui suit le sinistre:

⇨ Si un tiers est identifié : établir un constat amiable avec le tiers (voir modèle joint – partie B réservée au SDE),

⇨ Si pas de tiers identifié : déposer plainte auprès de la gendarmerie ;

Selon le cas, retourner le constat amiable ou de dépôt de plainte au SDE 24 – à l'attention de Laurence DUTHEUIL – 7 allées de Tourny – CS 81225
24019 PERIGUEUX cedex

AVANT LE

Passé le délai de 15 jours ET sans l'un de ces documents, les frais occasionnés pour le remplacement du matériel, seront de 100 % à la charge de la commune.

3 – Le matériel endommagé sera déposé par l'entreprise et stocké dans les locaux techniques municipaux pour expertise.

4 – Le SDE24 vous tiendra informé de la réalisation du remplacement du matériel sinistré.

Nous comptons sur votre vigilance dans le respect de cette procédure ci-dessus explicitée, afin que le SDE puisse assurer le remplacement du matériel endommagé.

SCHEMAS DIRECTEURS D'AMENAGEMENT LUMIERE - TARIFICATION

Tarification 2016		
Nombre de communes concernées		**Toutes les communes adhérentes**
VOLET 1 : Recensement et diagnostic technique complet		Gratuit
VOLET 2 : Analyse énergétique des installations et propositions d'économies d'énergie	Communes non adhérentes au Service Énergies	100 € + 0,5 € par habitant
	Communes adhérentes au Service Énergies	Gratuit
VOLET 3 : Stratégie de rénovation et d'amélioration des installations, approche sommaire économique, financière, technique et esthétique.		Coût du marché AMO 2016
VOLET 4 : SDAL. Elaboration d'un document cadre définissant la politique lumière et la typologie d'éclairage, le phasage des opérations, l'impact économique et énergétique		Coût du marché AMO 2016

Les volets 3 et 4 sont préconisés pour les communes ayant plus de 500 points lumineux.

HORLOGES ASTRONOMIQUES EN SUBSTITUTION AU SYSTÈME PULSADIS

PROBLÉMATIQUE

L'extinction et l'allumage de l'éclairage public dans les communes de la Dordogne s'opèrent par le biais de l'envoi d'une impulsion électrique (175 Hz), à partir des différents postes sources qui alimentent les réseaux de distribution de la Dordogne. Ce système est appelé PULSADIS.

Des dysfonctionnements apparaissent régulièrement dans ce processus ayant pour effet direct de maintenir le réseau d'éclairage public sous tension au-delà des heures habituelles ou de tarder à le faire après la tombée de la nuit, sans que ni les maires, ni le SDE 24 n'aient véritablement la possibilité de faire intervenir les techniciens d'ERDF dans des délais rapides. C'est ainsi que l'éclairage public de certains villages reste allumé durant des week-ends entiers et d'autres restent dans le noir.

Aussi, le SDE 24 a réfléchi à une solution qui, à terme, pourrait se substituer au système Pulsadis et rendre les communes autonomes en terme de programmation et de régulation de leur éclairage public.

Cette solution consiste à installer dans chaque armoire EP, un module électronique équivalent à une horloge astronomique permettant de programmer, armoire par armoire, les horaires d'extinction et d'allumage de l'éclairage public.

Le cout de ces matériels est de l'ordre de 500 € par module et par armoire et représente un investissement total l'ordre de 2 000 000 € Hors Taxes, sur les 4038 armoires que compte le département. Cet investissement est à planifier selon les principes du Programme Pluriannuel d'Investissement, sur 4 années, à raison de
500 000 € HT/an.

MODALITÉS DE FINANCEMENT

S'agissant d'une démarche amenant des économies d'énergie et les horloges étant éligibles aux Certificats d'Économies d'Énergie (CEE), il a été décidé que le SDE 24 assurerait l'ingénierie du projet, les procédures de consultation de fournisseurs et d'achat et de mise en place du matériel, et financerait l'intégralité de l'investissement.

Participation communale aux études éclairage public sans suite

Une participation de 700 € (montant forfaitaire) sera demandée aux communes qui ne donneront pas de suite favorable à un projet,

- dans un délai de 3 ans pour les travaux d'éclairage public coordonnés avec les programmes d'effacement ou de renforcement du réseau électrique réalisés sous maitrise d'ouvrage du SDE 24,

- dans un délai de 2 ans pour toutes les autres demandes,

à compter de la date de la demande (délibération de demande de programmation de travaux).

GENIE CIVIL DE TELECOMMUNICATIONS

En opération d'effacement coordonnée avec les programmes FACE C, ARTICLE 8 et renforcement souterrain programme FACE AB

Nature de l'opération	Financement SDE 24	Financement de la Commune	Autres financements ou participations	Conditions, observations ou précisions
Lorsqu'il existe au moins un appui commun	préfinancement	remboursement de la commune à la fin de l'opération sur présentation du décompte définitif des travaux par le SDE 24	câblage pris en charge par l'opérateur	- une convention est conclue pour chaque opération. - Transfert de propriété à la commune - Récupération de la TVA pour la commune (à partir de 3 fourreaux posés)
Lorsqu'il n'existe aucun appui commun	0 %	100 % du Génie civil et du câblage pour la commune	aucune prise en charge par l'opérateur	A traiter directement avec l'opérateur, le SDE 24 n'intervient pas

L'offre du service énergies

L'accompagnement du SDE 24 dans le domaine de l'Efficacité Energétique sur les bâtiments publics :

Domaine d'intervention	Etudes	Coûts	Délai de réalisation	Régime d'aide
Bilan Energétique	Diagnostic factures	Intégré à l'adhésion	Après réception du dossier complet de la commune et fonction du volume de bilans en cours.	Néant puisque réalisé en interne
Bâtiments communaux et communautaires	Pré-diagnostic énergétique	Coûts prestations ALTEREA	2 à 3 semaines (délais pouvant être prolongés si autres études en cours)	Participation SDE 24 : 20 % du montant TTC de l'Etude
	Audit énergétique	Coûts prestations ALTEREA	3 à 4 semaines (délais pouvant être prolongés si autres études en cours)	Subvention ADEME : 50 % du montant H.T de l'étude
	CEE : suivi des dossiers et coordination avec le prestataire	Selon travaux et fiches standardisées	1 à 2 ans	80 % de la prime reversée aux communes adhérentes et aux EPCI "Paquet Energies", sinon 50 %
Eclairage Public	Volets 1 & 2 : Etat des lieux et préconisations d'économie d'énergie	Volet 1 : forfait Volet 2 : 100 € + 0,5 € * nbre d'habitants	A définir	Volet 1 : gratuit pour les communes ayant transféré leur compétence EP au SDE 24 Volet 2 : gratuit pour les communes adhérentes au Service Energies
	Volet 3 : Stratégie de rénovation et d'amélioration des installations EP	Coûts marché AMO lancé en 2016 par le SDE 24		
	Volet 4 : SDAL			
	Il est à noter que le SDE 24 participera à hauteur de 55 % pour les travaux de renouvellement EP si solution LED			

Bilans et suivis énergétiques (bâtiments publics et éclairage public)

Les communes adhérentes au Service Energies et les EPCI signataires de la convention « Paquet Energies » bénéficient de bilans et de suivis énergétiques. Après la signature de la convention, un dossier de renseignements est envoyé aux communes ainsi qu'aux EPCI afin de collecter toutes les informations nécessaires à l'élaboration du bilan énergétique de leur patrimoine (bâtiments (et éclairage public), toutes énergies confondues). Cette étude, sur les 3 dernières années, a pour objectif d'avoir une vision globale sur les postes consommateurs d'énergie et ainsi d'identifier les sites présentant un potentiel en économies d'énergie et pour lesquels une étude plus approfondie pourra être préconisée par le Service Energies.
Chaque année, un suivi permet de comparer les consommations sur deux années.

Ces études sont réalisées à l'aide d'un logiciel de gestion énergétique qui permettra, entre autres :

- dans un premier temps, d'importer de nombreuses factures énergétiques sous format informatique que ce soit dans le domaine du patrimoine bâti ou celui de l'éclairage public ;
- de synthétiser les éléments descriptifs des bâtiments ;
- de mettre en place un suivi des facturations ;
- de proposer des statistiques de consommations d'énergie ;
- de générer des bilans et des rapports ;
- d'optimiser les contrats souscrits.

La réalisation des bilans et des suivis énergétiques est comprise dans l'adhésion de la commune au Service Energies.

Détail des études Bâtiments Communaux

Le **pré-diagnostic** est un bilan technique simplifié, portant sur un bâtiment, destiné à :

- identifier les enjeux économiques et environnementaux ;
- identifier et hiérarchiser les améliorations possibles ;
- engager des investissements simples ou déclencher des études techniques ou des démarches plus conséquentes.

L'**audit énergétique** donne, avec précision, les économies d'énergie réalisables sur le bâtiment et ses usages, et les solutions pour réduire les consommations. Il doit aboutir aux résultats suivants :

- le diagnostic technique, énergétique et financier du bâtiment (enveloppe, installations techniques, consommations…) incluant l'ensemble des études et mesures nécessaires ;
- la proposition chiffrée et argumentée d'un programme d'économie d'énergie ;
- un estimatif des gains énergétiques et des réductions de gaz à effet de serre, ainsi que la quantification des droits associés aux Certificats d'Economie d'Energie (CEE), ceci en rapport avec les fiches d'opérations standardisées.

Détail des études Eclairage Public

Les volets 1 & 2 : **Etat des lieux et préconisations d'économie d'énergie** correspond dans un premier temps au recensement et au diagnostic technique complet du patrimoine d'éclairage public (pour les communes ayant transféré la compétence EP au SDE 24). L'analyse énergétique des consommations, sur la base des factures EP, permettra ensuite de dresser une liste de propositions d'économie d'énergie ainsi que les coûts associés.
Le volet 3 consiste en **l'élaboration d'une stratégie de rénovation et d'amélioration des installations** pour laquelle sera établie une approche financière, technique et économique.
Remarque : le volet 3 ne peut être réalisé sans les volets 1 et 2.

Le volet 4 consiste en **l'élaboration d'un Schéma Directeur d'Aménagement Lumière**. Un document cadre sera donc établi afin de définir la politique lumière de la commune, la typologie d'éclairage, le phasage des opérations ainsi que les impacts économiques et énergétiques.

Remarque 1 : le volet 3 ne peut être réalisé sans les volets 1 et 2.

Remarque 2 : les volets 3 et 4 sont préconisés pour des communes ayant plus de 500 points lumineux.

Plan Climat Air Energie Territorial

Ce document fixe l'état des lieux, la stratégie et le programme d'action de chaque intercommunalité pour une durée de six ans. Il a été renforcé par la Loi pour la Transition Energétique pour la Croissance Verte d'août 2015.
Le SDE 24 propose de porter, pour le compte des intercommunalités qui le souhaitent, le marché d'assistance à l'élaboration et la mise en œuvre de PCAET à l'échelle des intercommunalités de la Dordogne. Cette démarche collective doit permettre de réaliser des économies d'échelle.
Le SDE 24 apporte également son assistance administrative et technique : le SDE 24, accompagné par la DREAL, le Service Connaissance et Animation du Territoire de la DDT et l'ADEME.
De plus, le SDE 24 participera financièrement à la réalisation des PCAET :

- à hauteur de 20 % du montant TTC de ces études pour l'ensemble des intercommunalités engagées dans la démarche du SDE 24 ;
- pour les intercommunalités « volontaires » c'est-à-dire non soumises à obligation de réalisation de PCAET, cette participation sera modulée et sera égale à la moitié de l'aide apportée par l'ADEME.

Accompagnement du SDE 24 dans le domaine des Energies Renouvelables :

Note d'opportunité ENR : étude « succincte » d'un projet ENR sur le territoire d'une commune / d'une intercommunalité. Cette note vise à critiquer les caractéristiques d'un projet sous trois aspects :

- Technique : choix emplacement, technologies proposées…
- Financier : rentabilité du projet, tarif de rachat, coût de construction…
- Administratif : démarche urbanisme, contraintes règlementaires, occupation du sol…

Coût prestation : Cette note d'opportunité est facturée au demandeur (forfait de 700 € H.T selon délibération du 16 juin 2016).

Analyse approfondie et accompagnement du projet ENR : Il s'agit d'une étude approfondie d'un projet ENR spécifique (photovoltaïque au sol / toiture, éolien ou micro-hydroélectricité…) de la collectivité permettant à celle-ci de saisir les enjeux techniques, administratifs et financiers du projet. Cette mission vise à accompagner de façon personnalisée la collectivité au plus près de son projet ENR. Cette assistance technique neutre et indépendante suppose l'activation d'une phase d'amorçage, durant environ une année.

Coût prestation : La mission d'analyse du projet ENR se base sur un service payant avec un forfait suivant l'étape considérée du projet.

Les Certificats d'Economies d'Energie (CEE) :

Ce dispositif a pour but d'accompagner les communes qui engagent des travaux de rénovation énergétique sur leurs bâtiments communaux. Le SDE 24 accompagne les communes dans le montage et le suivi de leurs dossiers jusqu'à l'obtention de la prime consécutive à la revente des CEE.

Les horloges astronomiques

Le SDE 24, afin de rendre les communes autonomes en matière de programmation et de régulation de leur éclairage public installe donc sur chaque armoire EP un module électronique permettant de programmer les horaires d'extinction et d'allumage. L'achat et l'installation de ces modules, qui peuvent s'apparenter à des horloges astronomiques, sont entièrement financés par le SDE 24.

Le déploiement des bornes de charge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables

Le SDE 24, dans sa mission d'aménagement du territoire, déploie un réseau de près de 148 bornes de charge pour véhicules électriques rechargeables. Un programme de près de 3,6 M d'€ a été voté afin de mettre en place ces différentes bornes sur l'ensemble du département selon des critères bien définis et validés par l'ADEME. L'installation de ces bornes est intégralement prise en charge par le SDE 24 ainsi que les deux premières années de consommations. L'ensemble des bornes sera posé entre fin 2015 et 2018.

Adhésion au Service Energies :

- Adhésion à titre individuel : les communes qui souhaitent adhérer au Service Energies du SDE 24 doivent prendre une délibération en conseil municipal puis signer une convention valable jusqu'en 2020. Le montant de l'adhésion est :

	Renouvellement adhésion	Nouveaux tarifs d'adhésion
Moins de 200 habitants	50 €	100 € + 0,25 € * nbre d'hab
200 à 500 habitants	100 €	
500 à 2 000 habitants	200 €	
Plus de 2 000 habitants	500 €	

- Convention de partenariat SDE 24 et d'un EPCI : l'EPCI doit prendre une délibération en conseil communautaire et une convention de partenariat « Paquet Energies » doit être signée entre l'EPCI et le SDE 24. Cette convention, valable jusqu'en 2020, prévoit la prise en charge des adhésions de ses communes membres aux tarifs suivants :

Moins de 200 habitants	50 €
200 à 500 habitants	100 €
500 à 2 000 habitants	200 €
Plus de 2 000 habitants	500 €

auxquels s'ajoute le montant de l'adhésion de l'EPCI qui est de la moitié du montant total des adhésions des communes membres de l'EPCI.

Dans un souci de réduire le coût de l'adhésion des EPCI, le SDE 24 a souhaité proposer un tarif basé sur des participations forfaitaires pour l'ensemble des communes membres (par strate de population) et n'applique donc pas les 100 € + 0,25 €/habitant.

Infrastructures de recharge pour véhicules électriques

LAFON, borne accélérée (142)

Durée charge complète 2 heures





EVTRONIC, borne rapide (6)

Durée charge complète 30min



Parcours de l'usager pour l'utilisation des bornes de recharge

- Abonné (via site internet dédié) :
  - Utilisation du Badge délivré par le SDE 24
- Non abonné:
  - L'utilisation du badge d'un autre opérateur sera possible si accord d'itinérance signé avec cet opérateur

ou

2) S'enregistrer sur le site internet dédié à l'aide d'un smartphone

IRVE – Tarification

Abonnement annuel : 18,00 € TTC (12 mois, en année glissante)			
Borne délivrant une recharge normale ou accélérée		**Borne délivrant une recharge rapide**	
Abonné	**Non abonné**	**Abonné**	**Non abonné**
Frais de connexion : 2,00 € TTC (inclut la première heure de connexion)	Frais de connexion : 3,50 € TTC (inclut la première heure de connexion)	Frais de connexion : 2,00 € TTC (inclut les 15 premières minutes)	Frais de connexion : 3,50 € TTC (inclut les 15 premières minutes)
1,80 € TTC par heure (3 c€ TTC par minute entamée)	2,40 € TTC par heure (4 c€ TTC par minute entamée)	1,80 € TTC/15minutes (24h/24h) (12 c€ TTC par minute entamée)	2,40 € TTC/15minutes (24h/24h) (16 c€ TTC par minute entamée)
- Gratuité de la première minute de connexion (application des frais de connexion au-delà de la première minute) - Montant maximal de la transaction : 17,00 € TTC - **Gratuité de la recharge de 23H à 6H (hors frais de connexion)**		- Gratuité de la première minute de connexion (application des frais de connexion au-delà de la première minute) - Montant maximal de la transaction : 17,00 € TTC	

NOTES

Adresse : 7 allées de Tourny – CS 81225 – 24019 PERIGUEUX CEDEX

Site internet : sde24.fr

TEL : 05 53 06 62 00

FAX : 05 53 09 30 70

Mail : accueil@sde24.fr





Obligation d'information et de publicité : Pour tous les programmes et toutes les actions cofinancées par le SDE 24, la collectivité bénéficiaire s'engage à faire figurer le logo du Syndicat et le montant de sa participation sur toutes publications traitant du sujet ainsi que sur les panneaux de chantiers.

De même, la collectivité s'engage lors des inaugurations, à faire figurer le SDE 24 en tant que cofinanceur, sur les cartons d'invitation et à y associer un élu du SDE 24.

SYNDICAT DE COHERENCE TERRITORIALE DU BERGERACOIS

Membres en exercice	**: 15**
Membres présents	**: 8**
Votants	**: 8**

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU BUREAU

Délibération n° B2018-08

L'an Deux Mille dix-huit, le jeudi 12 juillet à 9 H 00,
Les membres du BUREAU du Syndicat de Cohérence Territoriale du Bergeracois, convoqués le 26/06/2018, se sont réunis à Communauté d'Agglomération Bergeracoise, Salle "Eugène Le Roy", sous la présidence de Monsieur Pascal DELTEIL, Président du Syndicat de Cohérence Territoriale du Bergeracois.

ETAIENT PRESENTS : Messieurs Pascal DELTEIL, Jérôme BETAILLE, Didier CAPURON, Jean-Michel BOURNAZEL, Dominique MORTEMOUSQUE, René VISENTINI, Jean LACOTTE, Sébastien BOURDIN.

ABSENTS EXCUSES : Christian ESTOR, Jean-Paul JAMMES, Christian BORDENAVE, Alain CASTANG, Alain LEGAL, Philippe GONDONNEAU.

AVIS SUR LA DECLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITE N°1 DU PLU DE BERGERAC POUR LA CREATION D'UN PARC PHOTOVOLTAÏQUE SUR LE SITE DE L'AEROPORT DE BERGERAC-ROUMANIERE

La Communauté d'Agglomération Bergeracoise a transmis au SyCoTeB le 25 juin 2018, une procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Bergerac pour la création d'un parc photovoltaïque sur le site de l'aéroport Bergerac-Roumanière.

La commune de Bergerac souhaite réaliser une déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme approuvé, afin d'adapter le PADD du PLU applicable au projet de développement des énergies renouvelables et d'intégrer les dispositions réglementaires actées en conclusion de l'étude L.111-1-4 du code de l'urbanisme réalisée sur le site de l'aéroport Bergerac-Roumanière (étude en date de décembre 2008) en vue de l'implantation d'un champ photovoltaïque.

Il est à noter que le projet d'implantation d'un champ photovoltaïque a été soumis à l'avis du guichet unique de la Préfecture le 19 septembre 2013 et, suite à cette présentation, une synthèse des recommandations a été faite le 23 octobre 2013.
Cette synthèse souligne notamment que même s'il n'y a pas d'impact majeur du projet sur le paysage, une attention particulière devra être apportée lors de la réalisation du projet en terme d'intégration paysagère de ce dernier.
Un permis de construire a été accordé le 23 novembre 2017, pour la partie située à plus de 100 mètres de l'axe de la rocade.

Présentation du projet de parc photovoltaïque

Le projet justifiant la présente procédure consiste à aménager une centrale solaire photovoltaïque sur la commune de Bergerac. Ce projet s'implante au bord de la RN21, « rocade de Bergerac », sur une partie des terrains de l'aéroport de Bergerac-Roumanière.
L'aire d'étude est à environ 3,7 km au sud-est du centre-bourg. Le site concerné par cette implantation, d'un seul tenant, se trouve au nord de la piste d'atterrissage de l'aéroport, à environ 130 m du bord de piste et au sud de la RN 1021. Il se compose de parcelles enherbées non utilisées, au sein de la zone clôturée de l'aéroport.

La réalisation concrète du projet global d'implantation se décline en 2 phases :

- la première phase : toutes les autorisations ont été délivrées et les panneaux solaires installés à plus de 100 mètres de l'axe de la rocade,

RF
BERGERAC
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 16/07/2018
024-200027134-20180712-B_2018_08-DE

- la seconde phase : toutes les autorisations n'ont pas encore été demandées et les panneaux solaires seront installés à plus à 30 mètres de l'axe de la rocade ; cette seconde phase ne pourra être mise en œuvre que dès lors que la procédure objet du présent dossier sera validée.

Caractéristiques techniques du projet :

- Surface du projet : 16 hectares
- Nombre de panneaux : 31 968 (PC accordé) + 16 632 (extension) soit 48 600 panneaux
- Surface d'un panneau : 1,66 m²
- Puissance d'un panneau : 280 Watts
- Surface des panneaux : 80 676 m²
- PUISSANCE INSTALLEE : 13,9 MWC : 8,9 MWC (PC ACCORDE) + 5 MWC (EXTENSION).

Le projet au regard du SCoT

Le développement de la filière solaire photovoltaïque est encouragé par le SCoT, il est cependant nécessaire de recourir à un encadrement ferme des pratiques pour ne pas porter atteinte à la production agricole. Le site objet de la présente déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU ne constitue pas un espace agricole dans la mesure où il fait déjà partie de l'emprise de l'aéroport de Bergerac-Roumanière.

La déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU n'a pas pour objet de consommer de nouveaux espaces naturels ou agricoles, le changement d'affectation des sols concerne une zone ayant déjà pour vocation l'accueil d'activités industrielles.
Les terrains d'implantation du projet sont composés essentiellement de milieux ouverts soumis à un entretien par fauche dont l'intérêt écologique a été considéré comme moyen à faible dans l'étude d'impact du projet.

Au regard du paysage, selon l'analyse des perceptions depuis la rocade RN21 du site, les vues depuis la RN21 au droit du projet sont furtives et forcées sur le côté de l'usager de la route. Elles concernent un tronçon relativement court de cette route (600 m). Les vues sur les terrains mêmes sont limitées par un talus de 1,5 m de haut. Les vues concernent essentiellement les flux dans le sens ouest/est.

Le projet sera protégé visuellement sur ses façades Nord et Est par une haie vive d'environ 2 m de haut, composée d'essences locales attractives pour les insectes et les oiseaux.
Les espaces inter-rangées ne subiront aucune végétalisation ou traitement particulier. L'espacement des rangées permettra alors un retour des espèces végétales typiques de la zone d'implantation du projet.

<u>Décision</u> :

Le dossier de déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU de Bergerac pour la création d'un parc photovoltaïque sur le site de l'Aéroport Bergerac-Roumanière présente un faible impact sur les espaces naturels dont la consommation est limitée. Il contribue au développement des énergies renouvelables sur le territoire et participe en cela à la mise en œuvre du SCoT et du Plan Climat Air Energie territorial.

En conséquence, le bureau, à l'unanimité des membres présents, émet un avis favorable compte tenu de la compatibilité du projet avec les objectifs prescriptifs du SCoT et de la contribution à sa mise en œuvre.

Certifié exécutoire compte tenu du dépôt en Sous-préfecture, le 16/07/2018
et de la publication, le 17/07/2018
Le Président du Syndicat de Cohérence Territoriale du Bergeracois,

Pascal DELTEIL

SYNDICAT de COHERENCE TERRITORIALE du BERGERACOIS

FAIT ET DELIBERE EN SEANCE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Ce 12 juillet 2018
Le Président du Syndicat de Cohérence Territoriale du Bergeracois,

Pascal DELTEIL

RF
BERGERAC

Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 16/07/2018
024-200027134-20180712-B_2018_08-DE

Dordogne PÉRIGORD
LE DÉPARTEMENT dordogne.fr

République Française
Liberté - Egalité - Fraternité

DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DES TRANSPORTS

Direction des Routes et du Patrimoine Paysager
Service Foncier et Domaine Public
Bureau de la Gestion du Domaine Public

Affaire suivie par : Karine MONTEIL
Tél. : 05.53.06.87.60
Courriel : k.monteil@dordogne.fr

Périgueux, le 10 AOUT 2016

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

à

Direction Départementale des Territoires de la Dordogne
A l'attention de Madame Séverine GIRAUD
Cité Administrative
24024 PERIGUEUX CEDEX

Objet : CUB 024 037 16 C0356 – LANGA SOLUTION – Construction d'un champ photovoltaïque- BERGERAC – RD19

Réf. : FL/KM/ OPADE : 18830

P. J. : 1 dossier en retour

Avis favorable à la présente demande de Certificat d'Urbanisme, sous réserve de l'application des prescriptions suivantes, à la charge et aux frais du pétitionnaire :

- la desserte du projet sera réalisée par la voie communale n°201,

- en phase chantier, il sera nécessaire, en fonction du type de véhicule intervenant sur le chantier, de leur tonnage, de la fréquence de passage et de la durée du chantier, de mettre en œuvre des mesures de police de circulation sur la RD19 afin de maintenir une circulation sécurisée sur cet axe. Aussi, le pétitionnaire devra solliciter une permission de voirie auprès de l'Unité d'Aménagement de BERGERAC au minimum 15 jours avant le début des travaux.

- le rejet des eaux usées du projet est interdit dans les dépendances de la route départementale (sauf existence de réseau communal),

- l'écoulement naturel et le rejet des eaux de pluie sur la voirie départementale ne doivent pas être aggravés par le projet,

- une permission de voirie devra être sollicitée auprès de l'Unité d'Aménagement de BERGERAC préalablement à toute intervention sur ou en limite du domaine public routier départemental.

Pour le Président et par Délégation,
Le Chef du Service Foncier et Domaine Public,

François LAVIELLE

Copie pour information : - UA de BERGERAC s/c du Responsable du Pôle Territoires,
- Pôle Routes / Mission sécurité

URBAM33

De: FAGETTE Fabienne <f.fagette@la-cab.fr>
Envoyé: jeudi 4 octobre 2018 17:16
À: URBAM
Objet: TR: Notification d'absence d'avis de l'autorité environnementale concernant la mise en compatibilité par déclaration de projet du PLU de Bergerac (24)- PP_2018_6834

Pour info

Cordialement,

Fabienne FAGETTE
Responsable Urbanisme
Tel:05.53.74.59.27

Mail : f.fagette@la-cab.fr

Communauté d'Agglomération Bergeracoise (CAB)
Domaine de la Tour - "La Tour Est" - CS 40012
24112 Bergerac Cedex

De : "DREAL Nouvelle-Aquitaine/MEE/PPSP (Pôle plans schémas programmes) emis par CAILLAUD Alicia (Vacataire) - DREAL Nouvelle-Aquitaine/MEE/PPSP" [mailto:alicia.caillaud.i.-.ppsp.mee.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr]
Envoyé : jeudi 4 octobre 2018 14:49
À : FAGETTE Fabienne <f.fagette@la-cab.fr>
Cc : HUAULMÉ Didier (Chef de pôle) - DREAL Nouvelle-Aquitaine/MEE/PPSP <didier.huaulme@developpement-durable.gouv.fr>; PREF24 pref-environnement - 24 DORDOGNE/PREFECTURE/SG/SCPPAT <pref-environnement@dordogne.gouv.fr>; DDT 24/SCAT (Service Connaissance et Animation Territoriale) <ddt-scat@dordogne.gouv.fr>
Objet : Notification d'absence d'avis de l'autorité environnementale concernant la mise en compatibilité par déclaration de projet du PLU de Bergerac (24)- PP_2018_6834

Monsieur le Président,

Je vous informe que votre demande relative au dossier cité ci-dessus a fait l'objet d'une absence d'avis émis par la MRAe (Mission Régionale de l'Autorité environnementale) dans le délai de trois mois prévu à l'article R104-25 du Code de l'urbanisme.
Cette information est publiée sur le site internet suivant : http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/

Je vous remercie par avance de bien vouloir accuser réception de ce mail pour le bon suivi du dossier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

--
Sarah DAL ZOVO
Assistante du pôle plans-schémas-programmes
DREAL Nouvelle-Aquitaine
Mission évaluation environnementale
Tél. 05.56.93.32.50
Cité administrative
Rue Jules Ferry - CP 55 - 33090 Bordeaux cedex